

n°38•5,00FF.

Semaine du 27 novembre au 4 décembre 1981

Frontière

hebdomadaire de l'immigration et du tiers-monde

PLAN FAHD

**ARAFAT
HORS-
JEU?**

SENEGAL: LANDING SAVANE PARLE

« LA DÉFENSE »: LES VIGILES DE LA HAINE

BRAZZAVILLE OU LE CONGO EN MUTATION

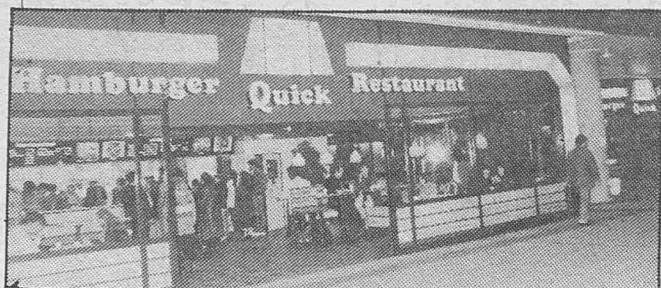
SOMMAIRE

A LA UNE :

- ☐ **Plan Fahd : Arafat, hors jeu ?** P. 8
- ☐ **France-Algérie : le banc d'essai de la Coopération** Page 4

ICI ET LA :

- ☐ **« La Défense » : les vigiles de la haine** Page 5



- ☐ **« Sans-papiers » : quand la France se sclérose** Page 7

ANNIVERSAIRE :

- ☐ **Vingt ans d'action catholique pour le développement** Page 7

SUD—SUD :

- ☐ **Sénégal : Landing Savané parle** Page 10
- ☐ **Turquie : la paix à quel prix ?** P. 13
- ☐ **Tchad : le trouble fête de N'Djaména** Page 15
- ☐ **Brazzaville ou le Congo en mutation** Pages 16 et 17

CULTURE :

- ☐ **Livres : assimilation, marronisme et antillanité** Page 18
- ☐ **Théâtre : le déterreur ou une mémoire en lambeaux** Page 19
- ☐ **Sans Frontière Services** Pages 22-23

Sans Frontière

Farid AICHOUNE
Khadidja BACHIRI
Kamal BELARBI
Farida BELGHOUL
Fatima BELHADI
Lila BENBELAID
Joël BOULARD
Saïd BOUZIRI
Peïra CAVA
Raymond CHARLOTTE
Madjid DABOUSSI
Amadou GAYE
Andrew GWEGEN
André HARTMANN
Maria KALALOBÉ
Mustapha MOHAMMEDI
Driss MOURAD
Fabienne MESSICA
Mohamed NEMMICHE
Blaise N'DJEHOYA
Mac Odou N'DYAE
Aline N'GOALA
PACO

TAHARKA
Marc WEITZMAN
Fowzia ZOUAOUI
ABONNEMENTS
Ali MASRI
NOURREDINE
PUBLICITE :
Lefla HADDAD
Habib ARFAOUI



Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris. Tél. 278 44 78
Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.
Fondateur de l'Association : « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet.
Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar »
Directeur de publication : Khali Hammoud.
C.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire n° 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Impression. 93. Montreuil.

En notre conscience

Mesdames,

Les mots qui vont suivre ont été conçus en nos consciences alertées à seule fin de faire sonner les cordes de votre cœur et d'en appeler au digne défenseur que vous êtes des droits de l'homme et de la femme à une heure où ceux-ci sont une fois de plus frappés en plein flanc.

La rage et la révolte qui s'expriment en ces lignes sont celles d'une famille profondément émue par la tragédie qui frappe en plein cœur innocent une autre famille (une famille tunisienne totalement déshéritée) ; la famille Cherif et plus particulièrement encore l'un de ses membres, qui fait ici l'objet de cette lettre.

Son histoire est bien banale. Son dossier l'est moins. Accusé d'un crime (un viol) qu'il nie avoir commis, crime qui s'efface complètement au feu de la pertinence des documents réunis à cet égard. Il est scandaleux qu'un jeune homme de 29 ans, qui crie son innocence depuis le 5 avril 1978, date de son incarcération, quatre années longues et douloureuses de détention préventive, se heurte sempiternellement à un corps judiciaire sans âme qui lui oppose le silence d'un oubli (mépris !) éloquent, et continue d'être la victime d'une procédure qui ne lui a pas encore accordé la faveur (ne parlons pas de justice dans ces cas-là) d'être jugé !

d'un être brisé dans les zones d'ombre les plus intimes de sa conscience, victime qu'il est d'un enfer pénal qui n'en finit plus d'ensanglanter le sol français, soit-disant terre séculaire des droits de l'homme. Nous savons bien que votre ardeur à défendre la justice se retrouve plus volontairement, plus souvent du côté des femmes violées dans leur corps et par là-même au plus profond de leur dignité, proies éternelles de la lâcheté machiste en ces temps de décadence absolue. Mais reconnaissez avec nous que la sévérité peut sonner à l'autre porte. La vérité ne choisit ni son

camp ni son camp, elle revêt la plupart du temps le masque d'un ennemi de caste qui n'est autre ici qu'un jeune tunisien désœuvré de par son enfermement. Que Dame Nature est criminelle d'avoir revêtu des coulerus « des pires vices », un homme dont le deuxième crime est d'être né arabe ! Un malfrat ! Pensez donc ! Il est donc coupable d'office ! Condamnons-le puisqu'il est désarmé mais prouvé et permis qu'il est aujourd'hui entré dans les mœurs des « civilisés » qu'un blanc (notre pitoyable France des profondeurs) se fasse le « bienfaiteur » de l'humanité en tuant (et non

assassinant) un jeune immigré, comme par hasard, toujours fils de mère misère. Le verdict du tribunal de Créteil est à ce titre un peu plus clair et encourageant.

La vie d'un Arabe est désormais reconnue par notre jurisprudence comme de peu de poids sur la balance humaine. Alors, s'il est en plus déjà chargé d'une lourde hérédité raciale et sociale, accusé de viol commis sur la personne d'une jeune française, quand bien même les arguments de l'accusation ne tiennent pas, c'en est fini de son existence déjà famélique. Plus, de son droit à exister. Il ne goûtera jamais plus la joie de respirer l'air libre qui souffle ailleurs que dans nos geôles moyenâgeuses, cages dont le but inavoué est de casser et de supplicier la pauvreté rebelle.

Pour conclure, nous venons d'apprendre que Cherif au bout du désespoir, a entamé depuis huit jours une nouvelle grève de la faim ; dans le choix des seules armes qui sont celles du prisonnier oublié, il menace de recourir à la grève de la soif ! Il est temps de mettre un terme à la tragédie de cet homme martyrisé. Le dossier de Cherif Mohamed Ali est aussi entre les mains du Sénat, et de la Ligue des Droits de l'Homme, avec l'espoir fou que la vérité éclate enfin à la face d'un monde égoïste et cruel.

Toutes les demandes de mise en liberté provisoire de Cherif ont été rejetées.

Nous ne pouvons croire que dans un monde aussi inique, des être généreux de bonne volonté pour qui les mots : fraternité, humanité, liberté, égalité, justice enfin, ne sont pas de simples gadgets ou une source stérile destinée à se laver de temps à autres une conscience devenue corruption. Nous ne pouvons admettre qu'en des moments qui rappellent singulièrement la période horrible et honteuse de la guerre d'Algérie, où tant de nos frères immigrés furent assassinés sur le territoire français, l'honnêteté et la défense réelles des droits de l'homme aient quitté à jamais ce monde.

Si l'antisémitisme périodiquement relève la tête, les persécutions et les assassinats dont sont victimes les immigrés (principalement les Arabes), ont fait leur entrée tragique dans le domaine du quotidien.

Nous espérons de tout cœur vous avoir ralliées à la cause de cet innocent cloué au pilori de l'injustice de ce pays.

Nous avons constitué un comité de soutien à Cherif Ali, et une rencontre avec vous serait certainement souhaitable parce qu'utile. Il est évident que nous ne pouvons rester insensibles au malheur d'un homme qui meurt actuellement à petit feu.

Veillez agréer, Mesdames, l'expression de nos sentiments les plus sincères et les plus dévoués.

Monsieur et Madame Robert Moriset et leurs enfants.



Liberté pour la Guyane

Liberté pour la Guyane j'ai compris ... le Préfet représentait la France mais l'Europe ... la race blanche qui piétine la race créole ... et je suis de cette race créatrice.

La colonisation est un boulet à la prise de conscience

La France féodale nous encercle de colons, de chars, et d'hélicoptères.

Frères, soeurs de ma terre faites voler le couvercle.

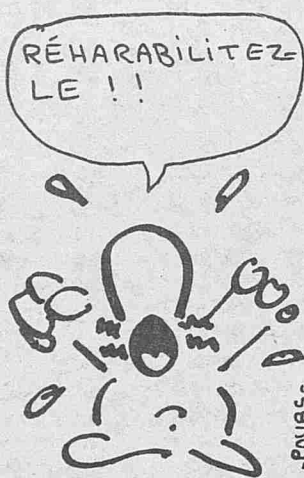
Il y a des petites vertus, des boîtes de nuit, c'est pour danser, c'est pour vous soûler.

Il y a des entraves que l'on passe des nuits blanches que passent.

Il y a le pouvoir qui traque les frères.

Il y a à choisir de camp créoles ! le droit à la liberté, liberté pour la Guyane un droit à la résistance.

Raymond Charlotte



Après maintes démarches entreprises en vain par sa famille et quelques amis, une longue grève de la faim aux conséquences dont on sait qu'elles sont fatales, la justice refuse obstinément d'entendre l'appel désespéré de cette âme torturée dont le seul tort est d'être tombée dans les filets d'un destin ô combien dramatique.

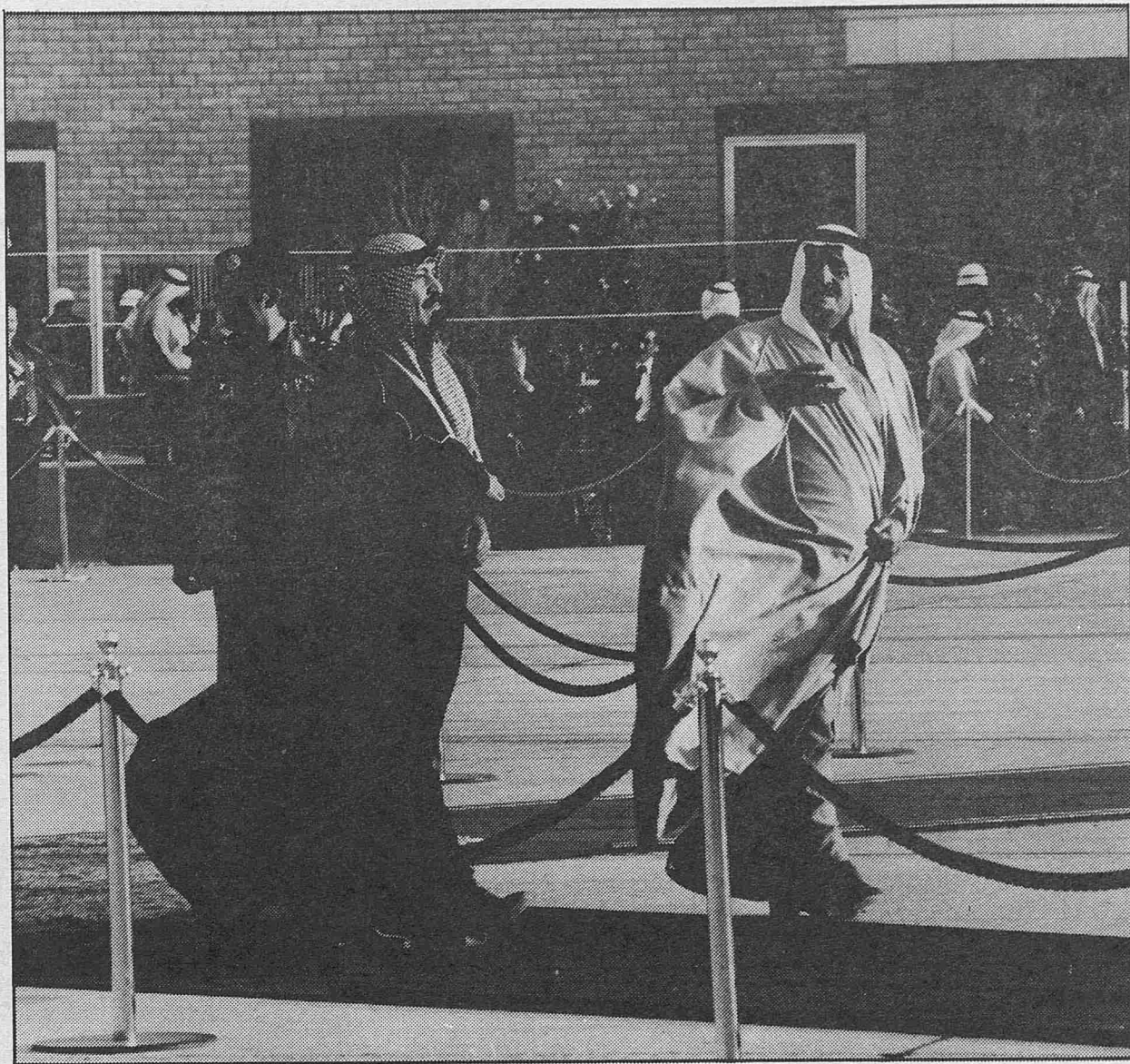
Il peut paraître audacieux pour ne pas dire outrecuidant, que nous sollicitons vos personnes dans l'intention avouée de prendre la défense d'un homme ou plutôt d'un être humain dont l'unique « forfait », alors qu'on l'accuse de viol, et de continuer à faire retentir dans les geôles françaises le cri déchirant

Pour toutes vos annonces : meetings, débats, spectacles, cours, stages, offres d'emploi ou toute autre « agitation », envoyer vos lettres à
Sans-Frontière
33, Bld St-Martin
75003 - Paris

Le monde arabe est encore une fois à un tournant de son existence. Et comme à chaque fois, à chaque tournant, correspondait en gros un sommet.

Depuis des années, ces sommets ont tenté de répondre à une seule exigence : la nécessaire unité du monde arabe.

Quand on sait que ces sommets regroupent des pays différents (socialement, économiquement et politiquement), des chefs d'état différents (par leurs sensibilités, leurs alliances), on est en droit de se poser la question de l'utilité de ces sommets ...



Au premier plan, en mouvement le prince Fahd se tournant vers le roi Khaled d'Arabie Saoudite...



Yasser Arafat

Un plan de paix mort-né

Avant même l'ouverture du 12^e Sommet Arabe de Fès, le plan Fahd portant en huit points sur un règlement global et durable de la paix au Proche-Orient a été rejeté par l'OLP suivi de la Syrie et de l'Irak.

Ce Plan est tout à la fois inopportun, inacceptable et dangereux, selon les termes de Farouk Kaddoumi, Chef de la diplomatie de l'OLP. C'est un véritable camouflet infligé à l'Arabie Saoudite par ... les Etats-Unis et aussi une victoire ... d'Israël par OLP interposée.

Comment un plan jugé officiellement crédible, aussi bien par les modérés que les durs, a-t-il pu être désavoué avec une si grande précipitation, sans même être soumis à l'ordre du jour au Sommet de Fès ?

Enfin, comment l'Arabie Saoudite, puissance financière de premier plan et bailleur de fonds du Monde Arabe et surtout de l'OLP, pays modéré et allié aux Etats-Unis certes, mais ne s'étant jamais mouillée avec Camp David, a-t-elle pu subir une pareille défaite, alors qu'il y a quelques jours, Abou Iyad, numéro Deux de l'OLP, et proche de Yasser Arafat, déclarait que son organisation l'accepterait si les USA et Israël en respectaient toutes les clauses.

C'est que depuis la mort d'Anouar El Sadate, l'israélien Bégin ne mise pas sur un règlement global. Un plan de paix aussi précis que celui du Prince Fahd, incluant tacitement la reconnaissance de l'Etat Hébreu et en contrepartie, la création d'un Etat Palestinien, le met au pied du mur, quand on sait par ailleurs, qu'Israël a opté pour une politique d'implantation massive de colons en Cisjordanie ; d'où la nervosité du gouvernement de Tel-Aviv, depuis l'annonce du plan FAHD et les fréquentes incursions de l'aviation israélienne en territoire saoudien.

D'autre part, Bégin a toujours espéré des négociations séparées avec chacun des Pays Arabes concernés, comme il l'avait fait avec l'Egypte. Le traité de paix Israël-Egyptien ne résulte pas d'un plan de paix précis, mais d'une succession de négociations, suite au voyage de Sadate à Jérusalem. Or, l'Egypte neutralisée, Israël a besoin d'une tension permanente au Moyen-Orient, pour continuer de peser sur les décisions des Etats-Unis dans la région.

Le Plan Fahd souhaite d'autre part la participation de l'U.R.S.S. aux négociations. Or, cela ne cadre pas du tout avec la vision géopolitique de Ronald Reagan qui veut faire de l'Europe comme du Proche-Orient, un lieu de confrontation avec la puissance soviétique.

M.A.

Macodou Ndiaye

L'O.L.P. a rejeté le « Plan Fahd »

ARAFAT HORS-JEU?

Et pourtant malgré toutes leurs divergences, les chefs d'Etats arabes ont pris des décisions communes et ont essayé plus ou moins de s'y tenir.

Il suffit de rappeler les trois « non » du sommet de Khartoum, ou la reconnaissance de l'O.L.P. comme unique représentant du peuple Palestinien à Rabat pour s'en convaincre.

Mais le sommet qui s'est ouvert la semaine dernière est certainement un des plus importants de ces dernières années car il est déjà dominé par le Plan « Fahd » qui est une résolution arabe du conflit entre les palestiniens et Israël.

C'est le premier du genre si on exclut la tentative de Bourguiba dans les années 60.

Et ce plan a déjà une histoire.

Les Saoudiens constatant la politique suicidaire du président défunt Sadate avaient déjà réfléchi à un plan de rechange de ce qu'on appelle communément « Camp David ». Et ce pour deux raisons : d'une part, la paix séparée entre l'Egypte et Israël, ne pouvait s'élargir à d'autres pays par la « grâce » de l'intransigeance de Béghin.

Et d'autre part, le Front du refus ou de la fermeté ne pouvait imposer ou orienter le monde arabe vers des solutions militaires pour le moins hasardeuses, en tout cas pour certains de ses régimes ...

Il ne restait plus pour les Saoudiens qu'à se jeter à l'eau pour sortir de cet immobilisme, ce statu-quo qui pouvait leur être fatal. Il n'est qu'à se rappeler « l'opération de la Mecque » pour s'en convaincre. Et ils en ont été bien vite convaincus.

Mais la mort imprévue de Sadate a semble-t-il accéléré les étapes. Et ce qui n'était à l'époque que des propositions-tests sont devenus, vue l'urgence et le vide créé dans la région : « Le plan Fahd », un plan de paix au Proche-Orient.

Les Saoudiens se sont jetés à l'eau

Mais pour que ce plan soit crédible, il fallait aussi obtenir l'aval de l'O.L.P., ce qui semble avoir été fait, car sinon, comment expliquer l'appui public qu'en avait donné Arafat au mois d'août dernier. Il est vrai que Sadate n'était pas mort encore ... Et que sa mort a tout changé.

L'empressement des Européens (Mitterrand en tête) à reconnaître « le Plan Fahd » comme élément positif, ne l'a pas renforcé aux yeux des pays du Front de la Fermeté, qui étaient bien silencieux jusque là.

Et tout a changé le jour où Arafat a été mis en minorité, lors

d'une réunion secrète du Comité Exécutif tenue quelques jours avant le sommet arabe de Fès. Arafat désavoué par ses proches, il restait au Front de la Fermeté et pour des raisons différentes, à clouer au pilori le Plan saoudien.

Car pour ces derniers, le point sept du plan (droit de tous les états de la région à vivre en paix) qui est une reconnaissance implicite de l'Etat d'Israël, n'est pas acceptable, non parce qu'ils y sont hostiles, mais parce que cela serait considéré comme un acquis par les

Israéliens, sans que ceux-ci soient amenés en retour à faire des concessions.

Et pour des raisons évidentes, il ne restait à l'OLP qu'à se retirer sur des positions de principe : le point 7 est en contradiction avec la Charte Nationale Palestinienne.

Du côté Libyen, l'ironie ne va pas sans logique. Le délégué libyen a en effet affirmé que la plan de paix saoudien, comportait deux points essentiels : l'établissement d'un état palestinien et la reconnaissance de l'état d'Israël.

Béghin et les Etats-Unis rejettent le premier point tandis que les

Arabes rejettent le deuxième point.

Et c'est finalement le point de vue qui a été adopté par tous les pays représentant le Front de la Fermeté.

Arafat a bien failli être lâché. Il a bien vite donné son soutien au Plan Fahd. Il l'a aussi vite retiré. Il faut se rappeler du temps où les sommets arabes attendaient que Nasser prenne position, avant que les autres pays n'en fassent autant. Aujourd'hui, c'est Arafat qui semble jouer ce rôle ; pour ce qui concerne la cause sacrée en tout cas.

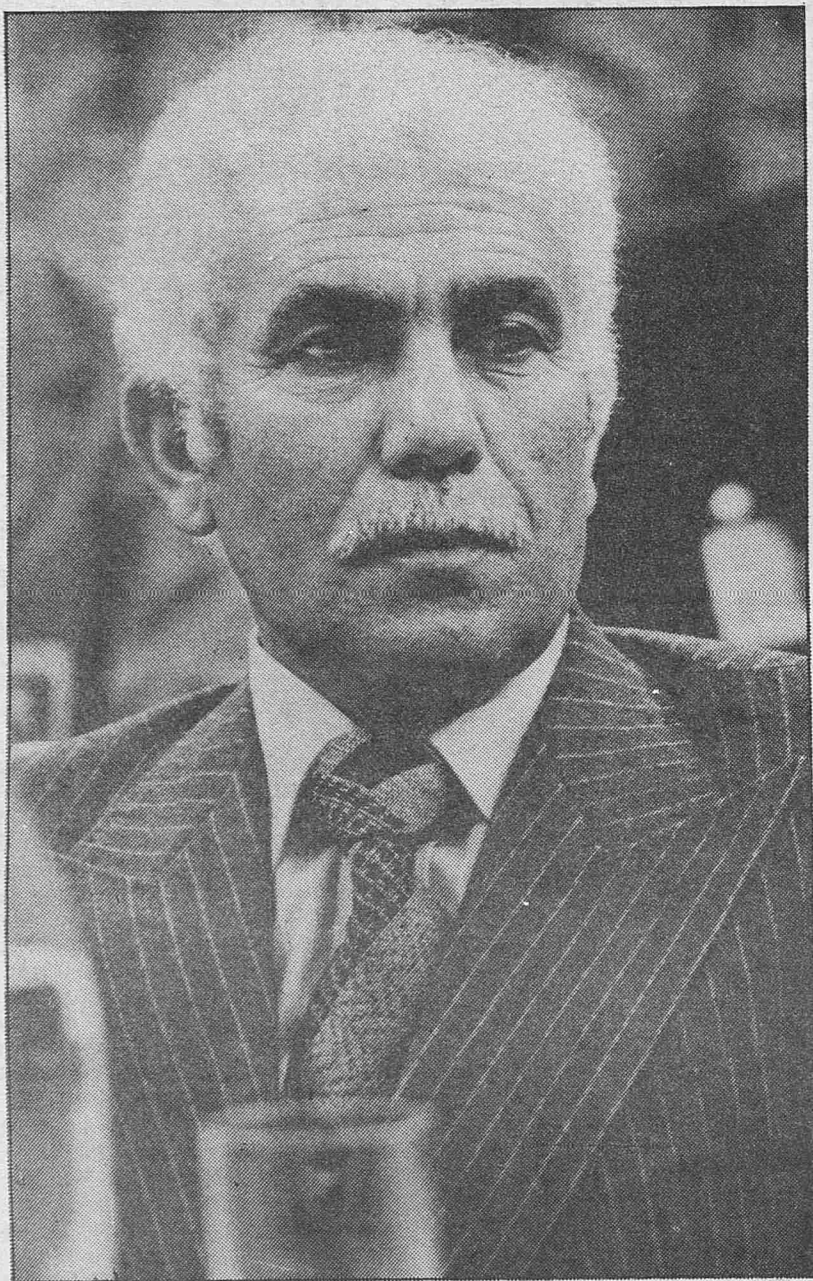
Les Saoudiens pour leur part, s'en tirent bien. Car il est évident qu'ils montrent ainsi les limites du Front de la Fermeté, incapables de prendre en charge une autre logique tout en dénonçant cette logique de « vaincus ».

Le 12^e sommet arabe devra quand même donner quelques résultats. Il aura eu le mérite d'avoir posé le problème de la paix avec Israël. Chose inimaginable, il n'y a pas si longtemps ...

En se mettant hors jeu du Plan Fahd, Arafat n'aura fait que se défendre, car il se serait trouvé en mauvaise posture face à un plan qui a le mérite d'exister, mais qui n'offre aucune garantie pour les Palestiniens. Et la logique du combattant l'a finalement emporté dans les rangs de la résistance. Faut-il s'en étonner ?

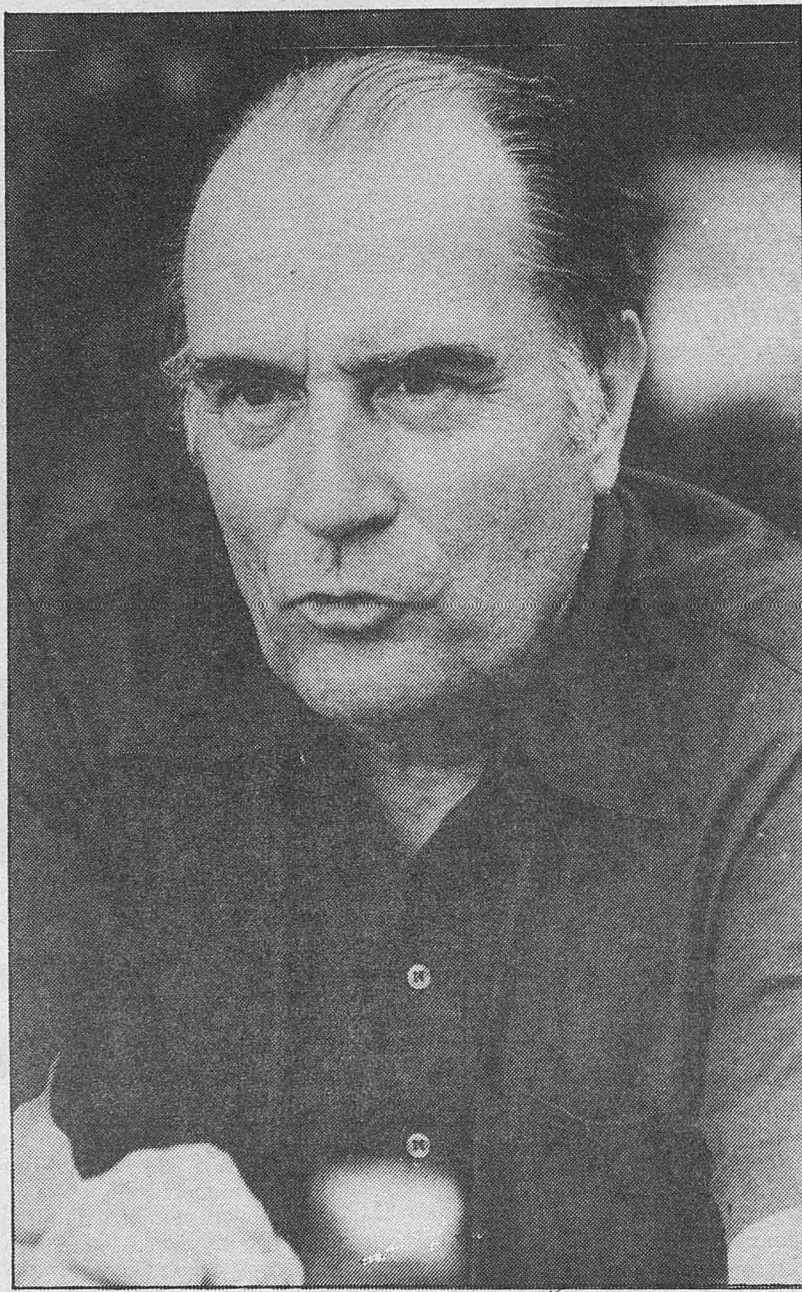
France-Algérie : Mitterrand chez Chadli Ben Jedid

LE BANC D'ESSAI DE LA NOUVELLE COOPERATION



Lundi à Alger ces deux hommes seront face à face

François Mitterrand se rendra donc lundi à Alger. Tout le monde s'attend à ce que ces retrouvailles soient à la hauteur des ambitions des deux pays. Et personne n'a oublié le voyage de Valéry Giscard d'Estaing en Algérie au tout début de son septennat, et qui semblait annoncer une ère nouvelle dans les relations entre les deux pays. On sait, ce qu'il en a été. Et c'est avec beaucoup d'optimisme mais non sans lucidité que les Algériens s'apprêtent à accueillir le président de la République française...



Des deux côtés de la Méditerranée, on attache beaucoup d'importance à cette visite.

L'événement a été bien préparé. Il y a bien longtemps qu'en l'espace de si peu de temps on n'avait vu autant de ministres français en Algérie.

Après Michel Jobert, ce fut le tour de Gaston Defferre de faire une visite éclair de 24 heures, suivi de Claude Cheysson et de M. Mexandeau (P.T.T.).

Car le réchauffement des relations entre les deux pays n'est pas seulement politique, il est aussi économique. Et par ces temps de crise, l'économie a un petit rôle à jouer.

C'est ainsi qu'un certain nombre de dossiers qui semblaient bloqués depuis longtemps, ont été ré-ouverts.

Il suffit de citer le projet de construction d'une usine automobile pour lequel Fiat, Volkswagen, mais aussi Peugeot et Renault, viennent d'être qualifiés.

Quand on sait que ce projet se situe autour du milliard de dollars, on imagine facilement la volonté

des forces en présence d'avoir ce marché.

On évalue au même montant le projet de création du métro d'Alger, où les chances françaises sont nettement plus évidentes.

L'attribution de ces marchés devrait intervenir au début de l'année prochaine, et nul doute que la visite de Mitterrand, sera déterminante pour un certain nombre d'entre eux. Et de ceux qui suivront, car on espère aussi ici, que les Algériens choisiront en matière d'équipement téléphonique, le « système dit temporel » dont le CIT-Alcatel ont été les précurseurs en France.

Mais il serait abusif de réduire la coopération entre les deux pays à une histoire de « gros sous », de marché à prendre ou d'investissements à réaliser.

Car il y a autre chose. Il y a la volonté des deux pays de jouer le jeu à fond. Le pont en sera jeté lundi.

Les Algériens l'ont toujours demandé aux différents régimes qui se sont succédés en France : les négociations doivent être globales.

La volonté de relancer la coopération existe.

Il suffit de se référer aux discours prononcés par François Mitterrand à Cancun. Toutes ces bonnes paroles peuvent s'exprimer dans ce cas concret de l'Algérie. La nouvelle solidarité internationale passe par l'axe Alger-Paris.

On ne cache pas à Alger, qu'on trouvera des oreilles attentives à leurs revendications. Et elles sont à deux niveaux.

La première consiste à donner corps à ce nouvel ordre international, qui passe par le dossier du gaz.

Car, et c'est le point central, le gaz constitue un des problèmes essentiels, pour l'avenir.

La revendication Algérienne est maintenant suffisamment connue : le prix du gaz doit être indexé à celui du pétrole.

Voilà plus d'un an que la négociation entre la Sonacotra et Gaz de France est au point mort.

Le dossier n'était pas technique mais politique. D'où l'attente d'une décision politique, alors que comme le reconnaît Michel Jobert, « l'Algérie étant un gros producteur de gaz, la France ne peut ignorer l'importance de ce facteur

dans son développement économique ».

On ne pouvait mieux le dire. Encore que cela va mieux en le disant.

Et c'est peut-être ce qui explique qu'une commission des sages a été constituée depuis le 10 mai, pour « aplanir » ces difficultés.

Jean-Marcel Jeanneney et Mohamed Hadj Yala, ministre des Finances en sont les deux maîtres d'oeuvre. On y verra plus clair après la visite de Mitterrand en Algérie.

Car si les immigrés, dans leur écrasante majorité, ont accueilli avec ferveur ce nouveau régime, ils n'en attendent pas moins des actes concrets.

Les nouvelles lois concernant l'immigration ont été un premier jalon dans ce sens.

Il faut maintenant adapter les discours aux réalités.

Certains vont même jusqu'à se demander si le dossier de main-d'oeuvre ne doit pas être reposé d'une autre manière. Il s'agit d'un dossier humain, qui ne souffre pas de comparaisons avec des chiffres. Il faudra bien le dissocier des autres aspects de la coopération.

Car il est le plus important d'entre tous.

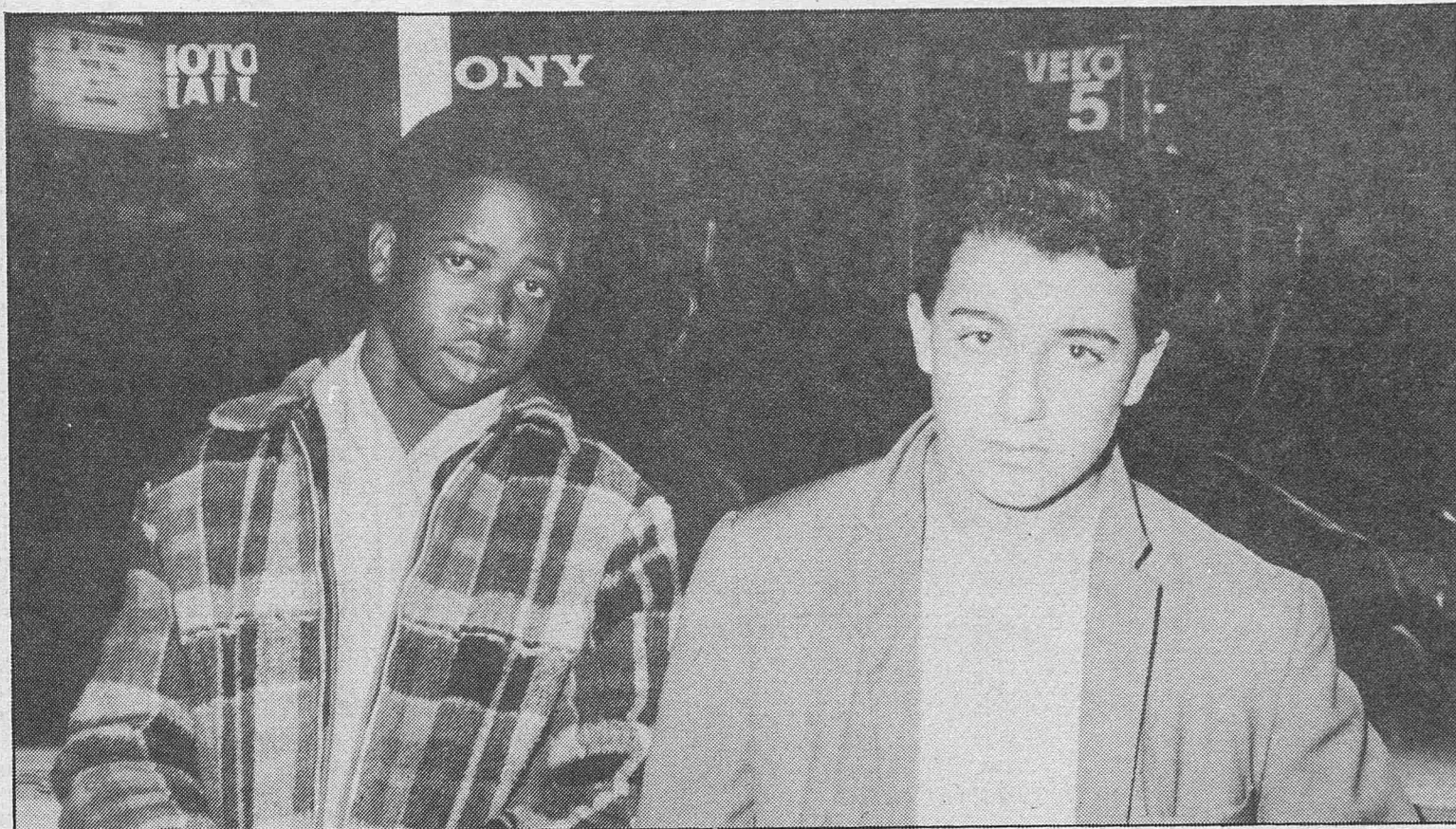
Et on ne peut que saluer les décisions qui seront certainement annoncées au cours de ce Sommet, et qui concernent le principe du double service militaire pour les jeunes dits immigrés. En effet, un jeune Algérien né ou ayant grandi en France, pourra faire son service militaire dans un des deux pays, sans pour autant perdre aucun de ses droits.

Ce n'est pas encore le principe de la double nationalité, mais c'est un progrès énorme.

Et quand on sait que cette décision s'applique aussi aux fils de « harkis », on ne peut que relever la volonté des deux pays de tourner résolument les pages du passé.

Il reste à savoir, dans quelle direction va-t-on s'orienter dans l'avenir. Et il est difficile aujourd'hui d'estimer les conséquences de ces retrouvailles. La rencontre Chadli-Mitterrand pouvant déborder de tous les cadres qu'on a préparé. L'enjeu en tout cas est énorme et il concerne bien le dialogue Nord-Sud.

Mejid Ammar



B. Chapuy



« LA DEFENSE »: LES VIGILES DE LA HAINE

Mercredi 18 novembre, dans la soirée, des jeunes pour la plupart d'origine immigrée débarquent au centre commercial des Quatre temps à la Défense, pour se venger des brutalités commises la veille par des agents de sécurité.

Mardi 17 novembre, une gamine de 14-15 ans est prise en flag par le Service de Sécurité, ils lui tombent dessus, et la frappent. Des jeunes s'interposent violemment, l'un d'entre eux, reçoit un coup de tournevis dans l'estomac, tombe dans le coma et il est transporté d'urgence à l'hôpital et là, black out sur lui.

Une rumeur circule depuis dans les cités de Nanterre et d'Argenteuil que ce jeune venait de mourir.

Toutes les cités avoisinantes sont en émoi et on se donne le mot : débarquez à la « Samar » !, « on a couru un peu de partout, on est rentrés dans le magasin parce qu'on savait qu'on y trouverait les gens de la sécurité les « noichis ». Mais ce sont des lâches, ils se sont barrés par les sorties de secours », me raconte Mohammed. « Nous étions tranquilles jusqu'alors, des « noichis » ont débarqué pour nous imposer leur loi. Les autres du service sécurité, les « beurres » et les noirs, sont réglés avec nous, et je crois que la direction voulait les remplacer », me dit Nasser. Effectivement, depuis quelques jours la direction du centre commercial a embauché six nouveaux agents spéciaux (même très spéciaux) venus d'une société privée, la C.F.

II et qui sont d'origine vietnamienne. Les jeunes des cités voisines (Argenteuil, Nanterre, Colombes, etc...) viennent zoner à la Défense et n'ont aucun « feeling » avec ces nouveaux venus du service d'ordre. La direction du centre commercial voulait, avant ces incidents, remplacer l'ancien service de sécurité composé pour la plupart d'entre eux, de maghrébins et d'Africains, qui avaient établi des liens de sympathie avec ces enfants de la zone.

Samedi dans l'après-midi, je fais irruption au centre commercial où

je m'attends à un véritable saccage, selon bien entendu l'information donnée par « France Soir » du vendredi 20 novembre : « une horde sauvage détruit tout, une cinquantaine de jeunes voyous armés de fusils, de couteaux et de barres de fer ; des employés et des clients effrayés (...). Le magasin de la Samaritaine a connu mercredi soir un moment de folie (...) ». Eh bien non, il n'en était rien. Uniquement de l'intox ! Je découvre un centre bien gardé, policiers en tenue, quadrillé par une compagnie de C.R.S., « nous sommes en fonction depuis deux mois », me dit l'un d'entre eux, et il ajoute « vos collègues ont un peu trop exagéré ».

Je venais d'assister à l'arrestation de deux jeunes filles de 16-17 ans, pour un soi-disant vol d'un imperméable. Aussitôt, elles sont embarquées par les C.R.S. qui les emmènent dans un car, suivi par de nombreux jeunes. Ceux-ci voulaient savoir ce qu'il allait advenir de leurs copines...

Ces jeunes, des maghrébins, des antillais, des français, qui pour la plupart d'entre eux ont en poche un C.A.P. de tourneur, de chaudronnier, de plombier, etc... sont tous au chômage. Ils se retrouvent autour d'une patinoire ou devant un coca et un hamburger dans un de ces fameux Mac Donald français surnommé Quick, un endroit sophistiqué et clinquant. Certains d'entre eux attendent patiemment 22h30 pour rentrer dans cette boîte, le Midnight express : « pour s'éclater avec nos meufs », me dit Rachid.

D'autres draguent... Dans cette ambiance abrutissante de musique et de hauts parleurs vantant les mérites d'une marque de savon quelconque, je rencontre Mohammed, Nasser et d'autres copains à eux qui me racontent leurs journées qu'ils passent dans ce haut

lieu de la convivialité humaine. « On est au chômage, on vient passer nos journées ici parce qu'on a rien à faire, on guedra des meufs », me dit l'un, « c'est un lieu de rencontre de toutes les cités ». « On va créer une association pour faire un tas de trucs qui nous intéressent pour nous occuper et surtout les plus jeunes qui malheureusement passent leur temps à se camer. On va faire une réunion pour savoir comment on va s'y prendre pour constituer cette association ».

Une association des activités mises au point par des jeunes, autant de « broutilles » incapables d'intéresser nos fameux « collègues ».

Leur seul intérêt dans ces événements, c'est l'aspect sensationnel, « tu m'étonnes », ils ont comme clause : vendre du papier. Aucun d'eux, n'a réfléchi aux raisons pour lesquelles on s'acharne à refuser aux jeunes l'accès au rêve américain inscrit tout à la fois dans le hamburger-frites-coca et dans le gigantisme des Quatre Temps, véritable temple de la consommation dressé au milieu d'une zone urbaine déshéritée ? Le centre avait pourtant été conçu au départ pour attirer et accueillir tout le monde, y compris les jeunes. Les multiples attractions qui leur sont destinées (patinoire, « fast food », musique « branchée », boîte de nuit) l'attestent. Les jeunes de la « zone » environnante se sont précipités sur cet illusoire palliatif à leur exclusion sociale. Pour se voir progressivement rejetés, agressés et accusés de part et d'autre des maux de cette société, alors qu'ils ne demandent qu'à « partager » cette consommation populaire dont la reprise est invoquée par les socialistes pour sortir de la crise.

Mohamed N.

Ces incidents, intervenant un mois environ après des échauffourées avec la police, sont l'occasion d'une remise en cause de la présence des jeunes

Dénonçant le « laxisme » de la police, les commerçants ont décidé de recourir aux vigiles privées : de nouveaux anges-gardiens, vietnamiens, noirs et arabes.

Les prix ont très vite grimé au « Midnight Express », une boîte de nuit très prisée par les jeunes de la région, pour atteindre la somme exorbitante de soixante-dix francs l'entrée. Les jeunes arabes se voient même refuser l'entrée s'ils ne sont pas accompagnés d'une nana. Une deuxième boîte, une discothèque à vingt francs, a été ouverte pour eux dans le centre commercial des Quatre Temps, il y a quelques semaines. Comment être plus clair pour décrire le processus de discrimination raciale et sociale en cours aux Quatre Temps ? L'instauration de prix prohibitifs et de loisirs au rabais distincts, se passent de commentaires, c'est l'apartheid. La mise en place d'une politique basée sur la discrimination raciale et incitant à la haine inter-raciale mérite par contre qu'on s'y attarde.

On assiste en effet depuis quelques temps à une recrudescence de bagarres entre arabes, noirs, et indo-chinois, presque toujours localisées dans des lieux à forte circulation multiraciale (Barbès, Beaubourg, Saint-Michel, Forum des Halles, rue Saint-Denis...). Fait troublant, certaines de ces bagarres inter-raciales sont provoquées par la ou les mêmes personnes, avec les mêmes grosses ficelles, dans des contextes forts différents : deux ou trois jeunes arabes ivres-morts interpellent en arabe les « négros » sur le mode de l'invective. Colporteurs africains ou rasta, les noirs accumulent leur rancœur « historique » envers les arabes qui ont toujours prétendu les dominer et se laissent parfois aller à des ratonnades contre eux. C'est ainsi que je me suis personnellement retrouvé dans une situation que je n'aurais jamais imaginé : après une bagarre somme toute banale dans le métro entre Barbès et Belleville,

un groupe de noirs, hystériques, parcourt le wagon dans lequel je me trouve avec une amie algérienne, en hurlant : « Dehors les arabes ! Où sont les arabes ? Qui est arabe ici ? ». Il prend violemment à partie mon amie. Nouvelle coïncidence, je reconnais un de ces pourfendeurs d'arabes parmi les vigiles des Quatre Temps et qui plus est, main dans la main avec ses collègues arabes dans son boulot de videur !

Après les incidents de la semaine dernière qui ont opposé les vigiles « chinois » et de jeunes immigrés, ces derniers ont eu tendance à foncer dans le piège de la haine inter-raciale. Les « noichis » ont été la principale cible de leur vindicte, et on a même pu entendre des réactions « vieille France » : « C'est les chinois qui foutent la merde en France depuis qu'ils sont arrivés par paquebots entiers ! Faut leur foutre une grosse tête ! »

Mais les vigiles arabes n'étaient guère plus rassurés que les vietnamiens qui ont disparu de la circulation. Des insultes ont fusé à leur égard. Ils ont beau prendre l'air offusqué d'avoir été traités de « harkis », la solidarité des cités a été bafouée, trahie. Eux qui, il y a six mois encore, volaient au Mobil ouvert toute la nuit, connaissent la plupart des jeunes. Un des zonards subitement métamorphosé en agent de sécurité continue même à leur donner des cours de boxe. Ils tiennent donc à garder le contact, d'autant plus qu'ils sont payés pour cela. Or, depuis les incidents, ils ont reçu des ordres « d'en haut » pour serrer l'étou.

Ils doivent faire le boulot des flics « parce que si la police intervient, cela sera immédiatement perçu comme une provocation ». Comment rester sympa avec les « cousins » qui, déjà, les regardent de travers, et les contrôler, les



LA DEFENSE

dispenser, mais aussi les engueuler comme des petits frères et soeurs. Les consignes de fermeté visent en effet particulièrement les petits, âgés de dix à seize ans, et les filles, plus enclins à voler à l'étalage, pour subvenir à leurs besoins immédiats, faute de l'argent de poche dont disposent leurs petits camarades de classe. Pris entre deux feux, celui de ne pas trahir les copains et celui de faire le boulot exigé par le patron pour ne pas être lourdé, ces vigiles de la dernière heure sont également à la merci de la crise de confiance qui gagne la profession. Généralement mal vus, les vigiles n'arrivent pas à s'imposer et leurs patrons désespèrent de trouver une politique d'implantation adéquate. Au Casino près de l'Hôtel de Ville à Nanterre, toutes les formes de gardiennage, dont celles tentées aux Quatre Temps, ont échoué. Olivier Chayette, président de l'association des commerçants, parle de changer de compagnie de gardiennage, la CSII ayant été disqualifiée avec les derniers incidents, avant de déclarer aux jeunes venus le questionner, cynique : « Si vous faites baisser le pourcentage des vols de 80 %, on annule tous les contrats de gardiennage... plus de vigiles ! »

Ah ! ce que le mythe des chefs de bande tout puissants a la vie dure !

le gardiennage a cependant reçu la caution inespérée du Parti Communiste, violemment opposé à toute forme de sous-traitance... sauf lorsqu'il s'agit de la « Sécurité » dans ses municipalités. Le PCF ne fait référence que par allusion au gardiennage à Nanterre. Est-ce pour ne pas se manger la même baffe qu'à Vitry, où les vigiles engagés quelques jours auparavant par la patinoire municipale se sont retrouvés à l'ombre de leur compagnie dissoute après avoir tendu un traquenard aux jeunes qui s'est terminé par des coups de fusils dans une cité ?

Le PC apporte par contre son plein appui à l'ilotage, censé rapprocher les policiers des habitants. Aux Quatre Temps, 34 ilotiers ont été appelés en renfort le 1er juillet dernier pour « développer l'ilotage et occuper le terrain ».

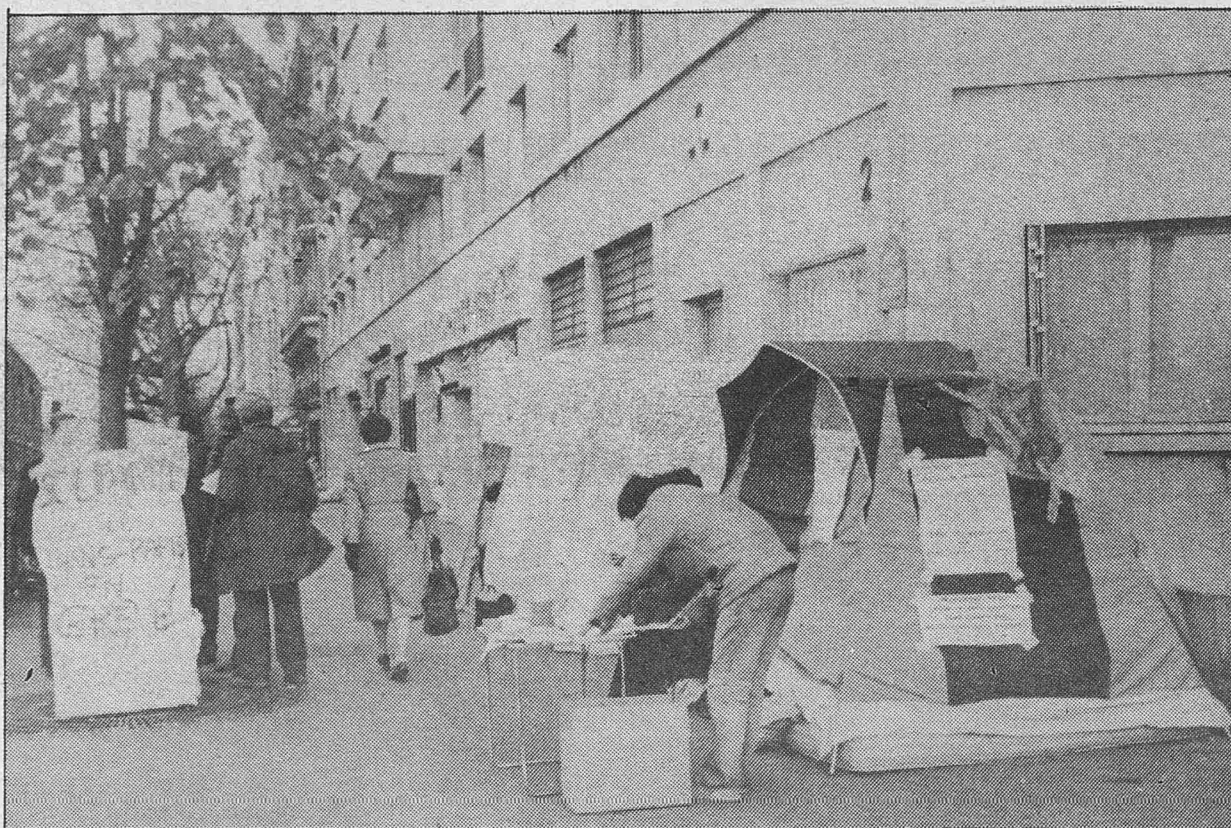
Des dizaines de CRS « occupent » aussi le terrain depuis les divers incidents de cet automne.

Mais, malgré cette présence de plus en plus massive, on ne voit pas très bien comment ils pourront humaniser leur relation avec les quelques 40 000 visiteurs quotidiens, et les 3 millions annuels ! Le centre des Quatre Temps est malade de son gigantisme. Imputer les déboires de cette aberration urbaine à la « délinquance » des jeunes immigrés est à la mesure de l'autre versant de la même aberration qui veut qu'il n'y ait aucun lieu pour se retrouver et se distraire en banlieue le soir. Et si l'on parlait « décentralisation »...

Mogniss

Bastille, Charenton, Marcadet et Madagascar

SANS-PAPIERS: QUAND LA FRANCE SE SCLEROSE



Charenton, la Bastille, rue de Madagascar, Marcadet, autant de points chauds dans lesquels les immigrés sans-papiers sont partie prenantes, à la fois enjeu et détonateur. Le point sur ces différentes affaires qui n'en font peut-être qu'une, à savoir l'apparition sur la scène sociale française d'une force nouvelle, indépendante d'opposition :

A la Bastille comme à Charenton, la situation semble au point mort. Dans le premier cas, Guy Bénichou, patron de la société EHO, refuse toujours toute négociation, rejetant sa responsabilité sur le dos des artisans. Les grévistes, depuis un mois à présent, occupent toujours leur portion de trottoir, bénéficiant, en plus des tentes, d'un camion prêté par la CFDT. Dans le second, porte de Charenton, où les sans-papiers occupent cette fois les locaux, le patron menace sérieusement de déposer le bilan, se refusant lui aussi à toutes négociations.

A Marcadet après que les sans-papiers aient demandé et obtenu un contrat de travail, on se souvient que le patron de l'entreprise avait disparu, avec le matériel de travail, après avoir procédé à des licenciements en masse, ce sans préavis. Lundi dernier, une réunion avait lieu entre les licenciés, l'Inspecteur du Travail, et le Directeur de l'Entreprise retrouvé. Le ton monta assez rapidement, à tel point que l'on vit le patron saisir le téléphone et appeler de l'aide. Un quart d'heure plus tard. Les vigiles faisaient irruption dans la salle de réunion, armés de pistolets et accompagnés de chiens. L'un des chiens, lâché, mordait un immigré au bras, avant que le patron ne disparaisse avec ses « gardes du corps », pour de bon cette fois.

Dans le quatorzième, un artisan (lié, par un curieux hasard, à la société EHO), agresse son employé qui osait demander le respect de

son récent contrat de travail.

Manque de chance, l'employé est cardiaque, et une hospitalisation s'avère nécessaire.

Le point commun de toutes ces affaires, et leur intérêt premier, est de montrer à quel point la société française s'est fermée sur elle-même. La violence affichée par les directeurs des entreprises concernées, qu'on pourrait croire disproportionnée, n'apparaît en fait que comme la partie visible de l'iceberg, révélant le mal dont souffre la société d'aujourd'hui.

(A ceux qui penseraient encore qu'il ne s'agit là que de réactions isolées, rappelons par exemple la pétition des patrons, non concernés directement d'ailleurs, en soutien au directeur d'EHO).

Eclatant dans un contexte politique nouveau, ces affaires n'en sont que plus intéressantes. Comment expliquer, par exemple, l'isolement des immigrés en luttes ? A Charenton, les difficultés matérielles, commencent à se faire sentir.

Ne bénéficiant d'aucun soutien financier sérieux, les grévistes incapables de payer, après un mois de grève, leur loyer, se font expulser de leurs appartements ; ils commencent aussi à avoir du mal à manger tous les jours.

A la Bastille, si on mange à peu près, les difficultés se font sentir à d'autres niveaux : les hospitalisations impossibles en cas de maladies, par exemple, l'isolement total des grévistes n'est-il pas directement lié à leur volonté d'indépendance ? (Pour mémoire, le Comité de Coor-

dination des Sans-Papiers, n'accepte le soutien d'organisations politiques ou syndicales que dans la mesure où il y a soutien, précisément, et non pas volonté de guider le mouvement).

C'est que la notion « d'étranger » contient en elle-même une dimension contestataire, dans une société figée. Parce que « l'étranger » se trouve par définition en dehors des structures existantes, il remet en cause ses structures de par sa simple présence. Si, en plus, il revendique, comme c'est de plus en plus le cas, son indépendance par rapport à ces structures, c'est la société dans son ensemble qui trouve un intérêt vital à l'isoler (et plus les structures se figent, se sclérosent, plus la réaction envers « l'autre » se fait violente et nécessaire).

A cela vient s'ajouter le fait que la France a toujours vécu au-dessus de ses moyens, à l'image de presque tous les pays occidentaux, d'ailleurs.

Si pour garder notre niveau de vie, il nous a fallu, à nous français, sous-payer et exploiter les milliers de travailleurs immigrés vivant en France, que va-t-il se passer si nous nous trouvons obligés d'appliquer des principes égalitaires qui ont prétendument toujours été les nôtres ? C'est notre confort quotidien qui est ici directement atteint.

Les luttes actuelles des immigrés remettent en cause la société française dans son ensemble, au-delà même des différences idéologiques. A preuve ces quelques réflexions caricaturales (et pourtant authentiques) d'un flic trop bavard en bastion à la Bastille

« Ils vont finir par les avoir leurs papiers ; comme ça ils pourront violer, tuer, faire ce qu'ils veulent, c'est plus mon problème. (Rires). Il a raison, Brejnev, C'est pas mes idées, mais il a raison : les mines de sel ! Il nous faudrait un bon régime comme ça, ici ! »

Marc Weitzmann

Rue Dussoubs : Victoire

Après une grève de 9 jours, les travailleurs de l'atelier de confection Fleurs d'orge, rue Dussoubs, ont gagné. Un accord signé devant l'inspection du travail du deuxième arrondissement a été signé, et les deux travailleurs, en instance de passer la visite médicale préalable à la régularisation, qui avaient été licenciés sont réintégrés. Les grévistes avaient envisagé le redémarrage de la production et de la vente au public ; craignant que le patron ne déménage les machines, ils occupaient l'atelier en permanence (SF N° 37).

Dans un autre atelier, A.R.G., rue Saint-Maur, seize travailleurs ont fait grève avec occupation, pendant un jour et demi contre le licenciement de quatre de leurs camarades.

Malgré l'attaque physique du patron sous les yeux de policiers bien indulgents, les quatre travailleurs ont été réintégrés.

Deux exemples entre autres de la volonté des patrons de la confection de s'opposer au maximum à la régularisation des sans-papiers. A l'approche de la saison morte, la CFDT craint la multiplication des brimades et des licenciements, y compris de la part de patrons qui, avaient signé des contrats. C'est pourquoi elle appelle à une Assemblée générale des travailleurs de la confection le vendredi 4 décembre à vingt heures à la Bourse du Travail, 3 rue du Château d'eau.

Milice armée : Un blessé

Lundi 23 novembre, une milice privée pénètre à l'inspection du travail, mettant brutalement fin à une réunion de conciliation. Bilan : un blessé, mordu par le chien d'un milicien. Un immigré présent témoigne.

SF : En quoi consiste le travail à Technique Service ?

R : Distribution de tracts publicitaires. Technique Service est une société de dépannage rapide. Jusqu'à récemment, on travaillait au noir, et pour faire régulariser notre situation, on a demandé un contrat de travail. Là, si le patron nous l'a donné, ça ne l'a pas empêché de nous licencier après, sans motif.

SF : Qu'est-ce qui s'est passé ensuite ?

R : Il y a eu une réunion lundi avec le patron, l'Inspecteur, et monsieur le chef de Service. Le patron s'énervait. Il a donné une adresse à son ami pour qu'il aille chercher les vigiles.

SF : C'est lui qui a donné l'adresse ? Le patron ?

R : Oui. On discutait, et puis à un moment, quatre vigiles sont entrés dans la salle. Il y en avait un qui tenait un chien, un autre avait un revolver à la ceinture.

Le chef, c'était un petit, avec des cheveux gris, il avait une grenade lacrymogène à la main. Il a dit « allez patron, on s'en va ». On était pas d'accord, il y avait des protestations. Alors l'autre type a sorti son revolver, et il nous a dit de nous taire, pas d'histoire.

C'est là qu'un copain a voulu appeler Police Secours. Alors le type qui avait le chien l'a lâché, et le copain a été mordu au bras. Après, le patron est parti. L'Inspecteur du Travail a emmené le copain à l'hôpital, avec nous.

Encore une société de dépannage rapide mise en cause.

Après EHO, Technique Service semble elle aussi avoir d'étroits contacts avec les milices patronales...

Les Chrétiens et le Tiers-Monde : dialogue, espoirs

Le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement a tenu pendant trois jours ses Assises à Vichy. Avant ce rassemblement qui a réuni les « acteurs de changement » des mouvements de masse catholiques et les citoyens de 50 pays du Tiers-Monde, s'était tenu à Paris de puis la semaine dernière, un séminaire de travail.

Le CCFD célébrait ses vingt ans d'existence ; ça aurait pu n'être rien d'autre qu'une retrouvaille, de femmes et hommes jeunes et vieux.

Vichy, trois jours de pré-hivers :

La ville est froide, vidée de ses touristes habituels. 1 700 personnes de France et du Tiers-Monde investissent cette ville, désertée pour échanger, confronter leurs expériences. Ce n'est pas nouveau. Ce qui frappe au premier abord, c'est que ce sont des catholiques. Beaucoup de croyants, surtout de France, mais aussi du Tiers-Monde : le lien ; ils sont tous engagés, ici et là-bas, dans des actions pour changer le quotidien de la vie des peuples.

Vichy fut un lieu où les gens des différents continents de ces fameux pays sous-développés « dictatoriaux » ou en guerre pour leur libération » se sont rencontrés. D'abord entre eux-mêmes et ensuite avec les français, catholiques ou croyants dans leur majorité. Il serait facile de parler de tous ces gens des « pays non-développés » qui se trouvaient là.

Car pour la majorité d'entre eux, ils mènent un combat en dehors des institutions de leurs pays et en dehors des partis politiques classiques. Par principe, ils ne sont pas contre les partis, mais ils vivent des situations concrètes qui les obligent à se méfier de tout chapeautage. Le Nicaragua, le Salvador, le Bangladesh, la Nouvelle Calédonie, l'Inde, les Philippines, la Haute-Volta, le Zimbabwe, la Namibie, le Cameroun, l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire et toutes les provinces françaises étaient présentes. Chacun avec ses problèmes, ses difficultés. Passer sous silence les différences de niveau de conscience dans chaque pays serait une aberration. Des « révolutionnaires » se sont retrouvés en face des souteneurs des régimes les plus dictatoriaux.

Mais il fallait dialoguer et échanger les expériences de luttes, de changement, d'espoir...

Des français catholiques de surcroît, ont permis cette rencontre. Eux aussi, sans crever de faim, sans affronter des dictatures, sont dans une situation complexe ; ils sont catholiques et l'Église avait voté à 75 % à droite pendant les présidentielles et les législatives. Il y avait la France, le Tiers-Monde et les immigrés.

Pendant les trois jours, réunis en ateliers sur quatre grands thèmes, Promotion Paysanne, Promotion Populaire, Santé et Développement, Information et Développement, les participants ont mis en commun leur expérience. Une grande messe eucharistique clôtura ce colloque dans la ferveur solidaire. Pour la première fois, les téléspectateurs français ont pu entendre, en polonais, en Kanak, en espagnol, en amharique, des hommes et des femmes qui luttent pour les droits de l'homme à s'exprimer. Un nouveau président, Gabriel Marc fut acclamé...



Photos José Antonio Manyans.

Des artistes Français, Vietnamiens, Sénégalais, Chiliens, Argentins, célèbrent les 20 ans du CCFD.

VINGT ANS D'ACTION CATHOLIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT

La rencontre nationale du C.C.F.D. à Vichy a été précédée par une première rencontre des partenaires, de plus de cinquante pays : des femmes et des hommes venus d'expériences aussi différentes que la Promotion paysanne de Côte d'Ivoire, l'Association de consommateurs en Malaisie.

Un regret : l'absence de Gaby Baranki, recteur de l'Université de Bir Zeit en Palestine occupée. Une semaine avant la réunion, il avait été assigné à résidence surveillée par les autorités Israéliennes.

C'est donc un peu amputée que cette rencontre a eu lieu. Amputée comme toutes les expériences de démocratie dans les pays du Tiers-Monde, et ce n'est pas le moindre mérite de cette rencontre de mettre dans un contexte politique national et international toutes les expériences suivies ou soutenues par cette organisation, non gouvernementale, qu'est le C.C.F.D.

En effet, la présence de Nasseline Nidoitsch, l'indépendantiste de Nouvelle Calédonie était au moins aussi appréciée par les présents que celle du juriste Salvadorien en lutte dans la clandestinité pour la libération du Salvador.

Dès le départ, les responsables du C.C.F.D. rappellent leur volonté de changement ici en France, convaincus que c'est aussi le moyen d'aider au développement chez « nous ».

Cette rencontre où la plupart des participants sont venus des trois continents, a permis un échange entre les participants d'un même continent. C'est ainsi que des réunions ont eu lieu entre les divers « présents » d'Amérique Latine entre ceux, d'Asie et du Pacifique qu'ainsi qu'une discussion entre

Ils sont plusieurs milliers, disséminés dans les quatre coins du tiers-monde à tenter avec les communautés de base l'expérience d'un autre développement, souvent sans l'aide des gouvernements locaux.

Ignorés, parfois réprimés, ils comptent sur la solidarité des O.N.G., organisations non gouvernementales, qui informent l'opinion, envoient des volontaires, organisent la solidarité financière, et tentent d'infléchir la politique de leurs gouvernements envers le tiers-monde.

Le C.C.F.D., une des plus importantes O.N.G. de France tenait le week-end dernier à Vichy sa rencontre nationale.

Africains sur les divers projets des uns et des autres.

En Afrique, ce sont essentiellement des expériences locales, limitées dans l'espace qui étaient présentes ; il est à signaler l'expérience de l'institut de théologie pour une voie africaine du Christianisme. Beaucoup d'actions d'alphabétisation, d'urbanisme, tant en Afrique qu'en Asie, qu'en Amérique Latine, furent évoquées.

Un fil conducteur traverse cette

rencontre. La préoccupation des besoins essentiels ; l'habitat, la terre, l'éducation... sont les dénominateurs communs afin d'élaborer des projets alternatifs en respectant les différents choix.

Quand Sergio présente la rencontre d'Amérique Latine, il situe directement les choses en disant : « La dimension politique n'est pas ignorée au début, mais on s'attaque surtout à favoriser l'organisation populaire... et il s'agit de créer les moyens d'intervention y compris

politique, car on sait que pour réussir on ne peut ignorer l'enjeu politique global ».

Pour l'Asie, un Ghandiste fit remarquer que malgré une apparente démocratie en Inde, la répression contre les travailleurs continue à être très grave ; il souligne l'importance de la bataille pour les droits civiques.

Ce sont les mêmes problèmes juridiques que l'on retrouve au Sri Lanka.

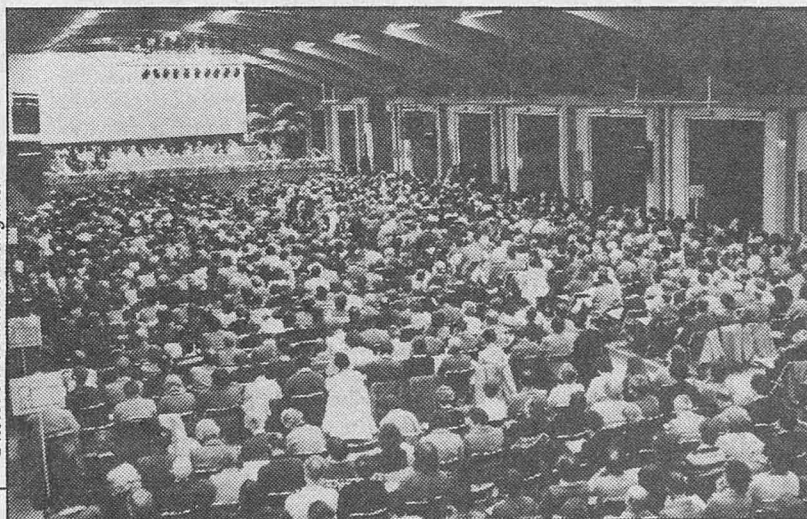
Cette réunion, ébauche d'une véritable rencontre Sud-Sud ne pouvait pas ne pas se pencher sur le problème de l'information : comment le Tiers-Monde peut-il se doter de ses propres moyens d'information ? Comment le Tiers-Monde pourra-t-il échapper au contrôle des médias occidentaux ? Certaines expériences de nouveaux moyens d'information du Tiers-Monde furent évoquées (Centre d'Information au Pérou, au Portugal, le journal « Sans Frontière » dans l'Immigration en France).

Il existe une contradiction dans le fait d'avoir comme préoccupation essentielle, la prise en main de ses propres affaires, pour une indépendance complète, et en même temps, de dépendre de l'aide extérieure, y compris pour réaliser des projets limités.

La réponse est peut-être dans le fait même que cette rencontre ait pu avoir lieu. C'est ce qui a permis de tisser des liens entre des gens du Tiers-Monde insérés dans des réalités locales.

La situation du Tiers-Monde étant ce qu'elle est, n'est-il pas temps de multiplier ce genre de réunion Sud-Sud, qui pourront enfin donner l'initiative aux femmes et aux hommes qui veulent prendre leur destin en mains ?

S.B. et M. K.L.



Photos José Antonio Manyans.

Droit de réponse

AMIENS : LA CONVENTION DES FRANÇAIS MUSULMANS

LE 16 octobre 1981, un article signé par Kamel Belarbi, tendancieusement titré « *lorsque la droite se recycle* », mettait en cause les associations participant à la Convention Nationale des Français Musulmans, réunies à Amiens.

L'Union des femmes musulmanes de France faisant partie de cette Convention est donc concernée par les propos accusateurs de votre journaliste. C'est pourquoi nous ne saurions nous taire devant le discrédit qui est jeté sur notre association. Nous vous prions, afin de dissiper la confusion qui peut s'opérer dans les esprits à la lecture de l'article incriminé de bien vouloir publier la mise au point suivante.

Il est bien entendu que celle-ci ne concerne et n'engage que notre seule association.

Nous commençons d'abord par rappeler que notre participation à

actuellement la communauté musulmane de France, en particulier la jeunesse et qui se traduit par les phénomènes de déviance sociale (délinquance, drogue, fugues, prostitution, etc.) Il faut dire que cette crise est d'autant plus grave qu'elle s'accompagne de difficultés d'insertion dans la société française.

2) Les pratiques discriminatoires dont est toujours victime sur tous les plans la communauté musulmane de France.

En tant qu'organisation spécifiquement féminine, nous cherchons par les moyens de l'animation culturelle et sociale de sensibiliser les femmes musulmanes de France et toutes les associations féminines françaises et les inviter à apporter leur concours pour remédier à cette situation dramatique.

En effet, la femme musulmane, par sa fonction sociale au sein de la



la Convention d'Amiens n'est guidée par aucune arrière pensée politique. Celle-ci se voulant un rassemblement général des musulmans de France, nous ne pouvions rester à l'écart. Bien au contraire, en tant que femmes musulmanes organisées, nous devons apporter notre contribution à sa réussite.

Etant donné les préoccupations qui nous animent et sur lesquelles nous reviendrons dans un instant, nous pensons que cette initiative se proposant le regroupement de la Communauté Musulmane de France doit être encouragée, car elle fournit le meilleur cadre à l'expression de nos revendications en tant qu'entité socio-culturelle spécifique. Voilà le sens que nous donnons à notre présence dans la Convention Nationale.

Mais il est, sans doute, utile de rappeler, à l'intention de vos lecteurs, induits en erreur par l'amalgame entretenu par le compte-rendu de votre journaliste les buts de notre Association.

Ils se définissent à partir d'une double situation :

1) Le chômage (99 % des jeunes sans travail), le manque de logements, la marginalisation, le racisme, la crise d'identité que vit

structure familiale, doit jouer un rôle essentiel dans la préservation et le renforcement de l'identité culturelle, dangereusement menacée actuellement.

Seul l'équilibre retrouvé de notre jeunesse soutenue par une politique réelle de dialogue intercommunautaire peut aider à notre insertion harmonieuse.

Comme on le voit, l'action à laquelle s'attache notre Union est purement sociale et se définit indépendamment de tout enjeu politique ou idéologique conjoncturel. Seul compte à nos yeux la façon dont sont prises en considération nos revendications et pour notre part, nous restons prêts à engager le dialogue pour trouver des solutions à nos problèmes dramatiques.

C'est à partir de la réponse donnée à notre appel que nous déterminerons notre position.

Khadidja Khali
Présidente de l'Union des Femmes Musulmanes de France, de leurs familles et de leurs Amis.

N.D.L.R. : le titre incriminé ne devait en fait s'intégrer que sur l'article concernant les archives. Ce rectificatif s'imposait à nous déjà. Voilà qui est fait et par les gens concernés. Dont acte.

Si vous allez faire un tour rue du Sentier ou Place du Caire, à Paris, vous découvrirez, au milieu des néons des magasins de confection, des vendeurs de vêtements en gros, en 1981, la forme moderne et civilisée d'un marché aux esclaves. La marchandise ; près de deux cents chômeurs Indiens ou Pakistanais ; Les acheteurs : à quelques exceptions près... tous les magasins de confection du quartier.



Paris, rue du Sentier

LES SANS-PAPIERS SONT-ILS PITTORESQUES?

A partir de sept heures du matin, tout le quartier de confection du 2ème arrondissement est envahi en masse par près de deux cent chômeurs clandestins, indiens et pakistanais, qui vont rester debout sur la place, adossés aux murs, aux voitures, jusqu'à neuf ou dix heures du soir, dans l'attente d'une hypothétique « corvée ».

« Cela fait des années que ça dure », fulmine le patron du bistrot, à l'entrée du passage du Caire, « ils restent là sans rien faire de la journée, à attendre ; et ils deviennent envahissants, de plus en plus nombreux à passer leur journée ici ! comme si je n'avais qu'eux à servir ! comme ils ne parlent pas français, personne ne les emploie et ils traînent toute la journée. Si c'était moi, je les embarquerais dans un camion pour leur faire vider les poubelles ».

Les quelques Pakistanais capables de s'exprimer en français ne donnent pas tout à fait la même version des faits ; « Vous croyez que ça amuse d'être traités comme ça, de rester debout dehors par tous les temps ! Quand il pleut, qu'on essaie de se réfugier dans le passage du Caire, on se fait virer par les commerçants parce qu'on stationne

devant la vitrine. On se fait vider des bistrots parce qu'on ne consomme pas assez. Si on reste là, ce n'est pas par plaisir, mais parce qu'on ne peut rien trouver d'autre ».

Arrivés en France clandestinement dans les dix dernières années, la communauté Indo-Pakistanaise n'a pu s'intégrer en France et reste marginale, même au sein des différentes communautés immigrées. Mis à l'écart de toutes les filières du travail clandestin, ils se sont tout naturellement retrouvés rue du Sentier, détrônant les maghrébins qui occupaient les places de « corvéables » - comme il faut bien les appeler - dans les années cinquantes et soixantes.

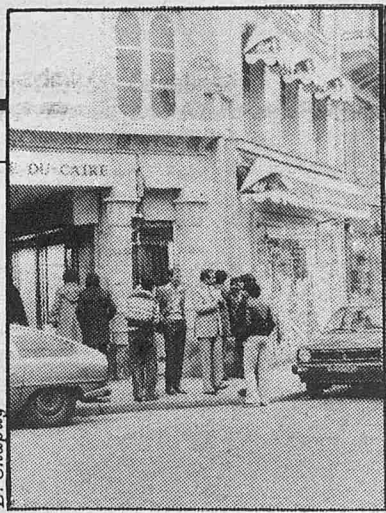
L'arrivée de la gauche au pouvoir n'a absolument rien changé à la situation qui dure depuis des années, au contraire, m'explique un Pakistanais : « J'ai rempli le dossier pour la régularisation et à présent, c'est pire qu'avant, je ne trouve vraiment plus rien. On se lève à six heures du matin pour acheter le journal et faire les annonces, mais ni les patrons, ni l'ANPE ne veulent entendre parler de récépissé. Ils demandent la carte de séjour, la carte de travail. Pour eux, le récépissé n'est qu'un bout de

papier, rien. Quant aux patrons qui nous emploient au noir, s'ils savent qu'on a des récépissés, ils ne veulent plus de nous. Alors on préfère ne rien dire ; on vient ici et on attend ».

Plus d'une centaine qui restent toute la journée sur le trottoir, dans l'attente d'un patron qui leur fera signe ou d'une vendeuse qui viendra les chercher, pour une heure ou deux de travail, comme on lève une pute...

Payés entre trente et cent francs de l'heure - selon leur habileté au marchandage, donc leur maîtrise de la langue française, ce qui est tout dire - ils ne font guère plus de quatre ou cinq heures par jour, transportant les colis trop lourds pour les employées, chargeant et déchargeant les camions, de livraisons, ou coursiers occasionnels, selon le bon vouloir de leurs employeurs.

Payés au lance-pierre et à la petite semelle, leurs conditions d'existence tiennent de la survie au jour le jour : dans l'impossibilité qu'ils sont de payer un loyer, ils en sont réduits à se partager un appartement à huit ou dix, partageant dans la mesure du possible, les frais. Le reste de l'argent passant dans les pots successifs



SENTIER...

pris au bistrot les jours de creux, il leur reste à peu près juste assez pour s'acheter les deux ou trois sandwiches qui composeront le repas du jour.

Les rapports avec les employeurs sont essentiellement basés sur une méfiance tacite : qui sait si l'un de ces indiens ne va pas profiter de son anonymat pour refaire sa garde-robe ? Aussi chaque perte, chaque oubli d'un client, sont-ils suivis d'une enquête systématiquement dirigée vers les Pakistanais.

« C'est vrai que nous sommes pauvres, rétorque un ancien barman clandestin, mais très peu d'entre nous se mettent à braquer. Vous savez, avant nous étions les pays les plus riches du monde ; maintenant nous sommes réduits à rien à cause de la colonisation et voilà où nous en sommes arrivés. Moi, je travaille bien, je suis intelligent, je connais beaucoup de métiers, je connais la loi, je ne vole pas, alors pourquoi c'est comme ça ? »

Cette question, j'ai été la poser à quelques employeurs. Le premier que j'ai rencontré, la première plutôt, six place du Caire n'a pas de réponse : « Au début, quand je me suis installée, j'ai été choquée de voir ça, mais comme tout le monde, j'ai fini par m'habituer. J'essaie de faire ce que je peux pour les aider mais on ne peut pas les employer tous. J'en ai tout de même embauché un définitivement ». Pour rendre service, en quelques sortes... à ceci près que l'employé est au noir malgré son récépissé, et payé, au dire de ses collègues, 2000 Frs pour quarante heures de travail hebdomadaire.

Le second, est un magasin de mode installé un peu plus loin dans la rue du Sentier. Je croise en entrant un « corvéable » dont une vendeuse explique qu'elle vient « De lui filer dix balles ». Je demande au patron ce qu'il pense de la situation : « C'est malheureux, me dit-il, c'est très triste... Nous faisons ce que nous pouvons pour les aider, on les emploie dès qu'on peut, mais en fait, on ne peut pas faire grand-chose, vous savez ».

SF : Mais vous ne pensez pas que si vous refusiez de les employer au noir, ils ne seraient pas là ?

R : Oui, on les a laissés rentrer sans papiers ! Maintenant on prétend régulariser leur situation, mais franchement, qui voulez-vous qui les emploie une fois qu'ils seront en règle ? En fait, c'est une mesure qui ne peut que leur porter préjudice, une fois leurs papiers régularisés, ils seront un poids supplémentaire pour la société. Il ne fallait pas les laisser rentrer ; mais puisqu'ils sont là, on fait avec... »

Je me dis que je rêve, qu'un cynisme aussi énorme ne peut pas exister, mais c'est finalement la patronne du troisième magasin qui a le dernier mot :

R : « Oh, je n'en pense pas grand-chose ; ça fait des années que ça dure... »

SF : Une tradition locale, en quelque sorte ?

R : « C'est pittoresque... »

Marc Weitzmann.

Vendredi 27 novembre 1981

ICI ET LA

racisme

Sans Frontière - 9

34ème congrès de la LICRA

VOUS AVEZ DIT ANTI-RACISTE ?

Le week-end dernier se tenait à l'hôtel Sheraton le 34ème congrès de la LICRA (Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme). Peut-être l'occasion d'expliquer la politique de cette association qui réussit le tour de force de réunir les différents soutiens de la CFDT et F.O., du gouvernement et d'une partie de l'opposition, du P.S. et de l'Eglise.

47^e ANNÉE - NOUVELLE SÉRIE - N° 473

le droit de vivre

le plus ancien journal antiraciste du monde - Fondateur : Bernard Lecache

Après Bologne, Munich, Paris, Rome et Vienne...

ANVERS Halte au terrorisme

- Fermeture des bureaux de l'O.L.P.
- Dissolution des groupes nazis
- Concertation européenne pour unifier la lutte anti-terroriste

XXXIV^e Congrès national de la LICRA

Rendez-vous à Paris, Sheraton Hôtel

Samedi 21 Novembre à 20 h 30

Dimanche 22 Novembre à 9 h 30

En assimilant les néo-nazis avec l'O.L.P., que veut prouver la LICRA ??

La lutte anti-raciste se passerait bien de ces amalgames plus qu'odieuses...

Un point d'histoire, d'abord : la Ligue Internationale contre l'Antisémitisme est née en 27, sous le patronyme premier de « Ligue contre les Progrès » et ce n'est qu'en 79, que l'Association rebaptisée « Licra », devient la Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme. C'est dire qu'au départ, l'Association répondait à un but précis, à savoir défendre les communautés juives en buttes aux programmes dans presque toute l'Europe orientale. On ne peut à priori que se féliciter de l'élargissement d'un problème particulier au général, si tardif soit-il, et l'on a pu entendre dimanche quelques interventions intéressantes sur le racisme et les moyens de le combattre (celle notamment d'A. Langaney, sous directeur du musée de l'homme). Pourtant si une chose devait frapper ce week-end à

l'hôtel Sheraton c'était la priorité donnée à la lutte contre l'Antisémitisme. Pourquoi cette différence entre racisme et antisémitisme, perceptible jusque dans le signe même de la LICRA ?

C'est que toute la stratégie de la LICRA repose sur cette subtile distinction. En effet, ses historiens se basent d'une part sur une réalité historique : à savoir que le concept de « race » apparaît au XVI^e siècle avec la découverte des Amériques. Les théories racistes vont s'élaborer avec le développement du colonialisme, et aboutiront à la classification du genre humain en trois grandes « races » : la blanche, la noire, et la jaune. (Théories aujourd'hui rendues caduques par la biologie moderne).

A ce point d'histoire, vient s'ajouter une tradition hébraïque :

le peuple juif en tant que « peuple élu » serait condamné à souffrir, successivement persécuté par les égyptiens, les romains et pratiquement tous les pays dans lesquels des communautés juives se sont installées au cours des siècles. On pourrait s'interroger longuement sur le fait qu'une idée essentiellement religieuse - ceci dit sans occulter la réalité de l'oppression subie par les communautés juives - ait trouvé tant d'échos non seulement, chez les juifs non religieux, mais aussi chez les non-juifs, et les intellectuels de gauche en particulier, culpabilisés par l'holocauste. Toujours est-il que cette notion permet à la LICRA de faire remonter l'antisémitisme aux temps bibliques et de l'assimiler peu ou prou à rien moins qu'une malédiction.

Cet état d'esprit a pour conséquence - outre une concurrence morbide entre les peuples afin de savoir lequel a le plus de morts, donc le plus de droit (voilà la phrase de René Frank : « les juifs n'ont pas l'exclusivité du malheur, mais ils en ont la priorité ») - de soutenir inconditionnellement l'Etat d'Israël, suivant l'axiome : antisionisme = antisémitisme, et de voir en tout palestinien un terroriste antisémite.

D'où les déclarations samedi soir de J.P. Bloch, qui n'hésite pas à mettre dans le même sac les attentats d'Anvers, Copernic, Bologne, Munich et l'attentat contre Sadate, dont les auteurs, dit-il, « doivent être cherchés au Moyen-Orient », et à expliquer en substance que l'actuel danger ne peut venir de quelques groupuscules d'extrême-droite moribonds. Ainsi a-t-on vu samedi une association comptant un nombre important de gens de gauche en son sein, prétendre qu'en France, l'extrême-droite n'est plus vraiment dangereuse.

Plus lourde de conséquences encore, est la politique de la LICRA envers les immigrés.

Le rapport sur la population immigrée présenté samedi soir par P. Aidenbaum n'est rien moins qu'un soutien inconditionnel aux nouvelles mesures prises.

Quelques exemples : à propos de l'arrêté de l'immigration au 1-1-81 : « Nous pensons que cela est une sage solution » puisque « la situation économique du moment ne permet pas de les accueillir dans de bonnes conditions ». Les restrictions concernant la régularisation sont considérées comme des « éléments positifs ». Quant à l'éventuel droit de vote accordé aux immigrés, la LICRA « organisation apolitique, refuse de se prononcer sur une décision politique », une façon comme une autre d'esquiver la question.

Il est abominable de vouloir hiérarchiser le racisme. Le racisme est intolérable dans toutes ses formes.

Cela paraît évident. Mais combien nous aurions aimé l'entendre dire dans un Congrès qui se veut anti-raciste.

Marc Weitzmann
Farid Aichoune

Police et jeunes immigrés : la course au mensonge

Dominique Jamet est ce qu'on appelle un grand journaliste. Rédacteur en chef au « Quotidien de Paris », il est, depuis quelques mois, avec le communiste Cardoze, le « socialiste » Claisse, et le gaulliste De La Taille, l'un des éditorialistes du matin de France-Inter.

Paris-Match est un grand hebdomadaire, diffusé à plus d'un million d'exemplaires ; il allie - dit sa publicité - le poids des mots au choc des photos.

D. Jamet et Paris-Match ont en ce moment un point commun : ils ont tous les deux des problèmes avec M. Gaston Defferre, Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation. Au centre de cette polémique, le fameux « malaise de la police », et par ricochet, la question de l'immigration.

Cela commence le 10 novembre lorsque Dominique Jamet accuse le Ministre d'Etat de faiblesse vis-à-vis des « louards » de Lyon. Defferre n'est évidemment pas content et le fait savoir.

Quelques jours plus tard, il traite publiquement D. Jamet de menteur, et le « Quotidien » de crier à la censure.

Or, qu'a dit et écrit ce journaliste, grand « défenseur de la liberté de presse » ? Dans sa chronique du 10 novembre, il a affirmé que les policiers « reçoivent l'ordre de ne pas intervenir pour mettre fin aux rodéos de la banlieue lyonnaise et de ne pas s'obstiner à poursuivre les voyous quand ceux-ci ont des voitures plus rapides que les leurs ».



Quelques jours plus tard, s'adressant à M. Defferre, il persiste et signe : « Lorsque les policiers se voient, non pas « ordonner » - vous avez raison sur ce point - par écrit, mais conseiller, suggérer, de mille manières, de ne pas envenimer les choses à Vaux-En-Velin, de ne pas se montrer racistes envers les jeunes immigrés qui les lapident, antisémites envers les jeunes arabes qui brûlent des voitures, ratonneurs envers les jeunes voyous qui font régner la terreur dans les cités de la périphérie lyonnaise... ».

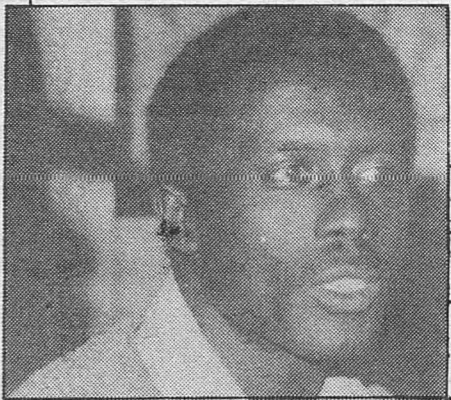
Cette semaine, Paris-Match prend la relève en titrant : « la police en colère » et en publiant un sondage qui montre que « les français aiment bien leur police ». La deuxième question posée est libellée comme suit :

« Approuvez-vous les consignes données par le gouvernement aux policiers d'être plus « coulants » avec les petits délinquants et les habitants des quartiers chauds ? »

Bien évidemment 59 % des français interrogés ont répondu qu'ils désapprouvaient cette politique. Nouvelle colère de Gaston Defferre qui parle de saisir la justice puisque l'intitulé de la question n'est pas neutre.

Après France-Soir et l'Express, D. Jamet et Paris-Match viennent, dans cette course au mensonge, de marquer un point. A qui le tour ?

Landing Savané, ingénieur statisticien, est un adversaire acharné du régime sénégalais. Emprisonné sous Senghor, amnistié, il dirige aujourd'hui, And Jë fMRDN (Mouvement Révolutionnaire pour la démocratie nouvelle). Parti dont les prises de position virulentes sur la question nationale, le placent le plus à gauche de tous les partis sur l'échiquier politique sénégalais. De passage à Paris, il a bien voulu accorder cet entretien à Sans Frontière.



SANS FRONTIERE : Landing Savané, on classe souvent votre parti And Jë fMRDN, comme un mouvement d'extrême gauche d'inspiration trotskyste. Que recouvre à votre avis ce vocable politique dans la réalité sénégalaise ?

LANDING SAVANÉ : En fait, on ne classe pas And Jëf comme mouvement trotskyste, on nous traite parfois d'organisation marxiste, d'autres disent que nous sommes un parti maoïste. En réalité, il n'en est rien. Puisqu'And Jëf est un Parti révolutionnaire de masse, qui intègre et admet dans ses rangs non seulement des militants marxistes-léninistes, mais aussi des démocrates et patriotes autour d'un programme précis. Je crois que c'est ce programme qui entretient une certaine confusion dans certains milieux, parce que ce programme est un programme non seulement anti-impérialiste, mais anti-féodal et anti-hégémonique. C'est à dire que les deux superpuissances que sont les Etats-Unis et l'Union Soviétique, constituent aujourd'hui, les principaux dangers auquel le monde doit faire face. Ils sont la principale source de danger de guerre mondiale, et que par conséquent, nous devons nous préoccuper très sérieusement de leurs agissements. Ceci dit, notre Parti considère que c'est l'impérialisme Français, le néocolonialisme français qui est l'ennemi principal du Peuple Sénégalais. Je pense que tous ces éléments là s'intègrent dans notre analyse pour en faire l'originalité.

SF : Y'a-t-il des Partis dont vous sentez proches au Sénégal ? Vous êtes certainement très éloigné des positions du RND, et du PDS, qui ne mettent pas en

Le leader de l'extrême-gauche Sénégalaise :

LE SYSTEME NEO-COLONIAL EST EN CRISE

avant dans leur plateforme politique le facteur de la lutte des classes.

LS : Vous savez, la question de la lutte des classes est une question complexe. Il ne suffit pas d'y faire référence pour être proches d'And Jëf. Le PIT, la LDMPT, le PAI de Majhemout Diop font tous référence à la lutte des classes. Mais ce sont des partis qui sont très éloignés d'And Jëf. Alors que d'autres partis qui ne font pas une référence très explicite à la lutte des classes parfois, comme le MDP, par certains côtés, sont finalement très proches de nous. Pour nous, quels sont les partis qui sont proches ou éloignés d'And Jëf ? Il faut juger par rapport aux axes que sont l'anti-impérialisme, l'anti-hégémonisme et l'antiféodalisme. De notre point de vue, particulier, le MDP se réclame de l'anti-impérialisme et de l'anti-hégémonisme. Ce qui nous rapproche de lui à bien des égards, et même en certains points, de l'antiféodalisme. Il est vrai que la lutte des classes n'intervient pas de façon explicite dans la problématique du MDP, ce qui pose problème de notre point de vue. Mais il est certain que nous pouvons plus facilement discuter avec le MDP ou même avec le MRD, ou avec le PPS qui est un parti reconnu récemment qu'avec le PIT ou la LDMPT qui soutiennent une superpuissance impérialiste, l'Union Soviétique pour ne pas la nommer qui constitue un danger très grave pour la paix mondiale et par conséquent, nous nous tenons aux antipodes des positions de ces partis-là.

SF : Pourquoi tant de partis marxistes au Sénégal ? Cet éparpillement des forces de gauche, ne profite-t-il pas au régime ?

LS : C'est exact, l'éparpillement des forces d'opposition en général, de gauche en particulier, apparaît comme un facteur d'affaiblissement de ces forces en face du pouvoir néocolonial. Mais cela n'est qu'une apparence, car il était nécessaire, voire indispensable qu'au départ, les différentes sensibilités politiques existant dans notre pays puissent s'exprimer de façon indépendante et autonome, afin que le peuple sénégalais puisse choisir et que c'est là une étape transitoire, et que même s'il y a aujourd'hui, dix ou douze partis dans notre pays, il est évident que le Peuple Sénégalais ne va pas se répartir de façon équitable entre les différents partis et qu'il va choisir des partis qui correspondent réellement à ses aspirations, qui correspondent réellement au projet de développement que nourrit notre pays. Par conséquent, beaucoup de partis vont nécessairement se marginaliser dans les prochains mois ou les prochaines années.

SF : Ceci m'emmène à vous parler de la C.O.S.U. Vous en faites partie, je crois ?

LS : C'est exact. Notre mouvement fait partie de la C.O.S.U., c'est même un membre fondamental de la C.O.S.U. Nous avons toujours joué un rôle très actif avec les autres formations membres de la C.O.S.U. et nous continuons d'en faire partie. Malheureusement, comme vous avez pu le constater

celle-ci ne fait pas preuve d'un dynamisme débordant. Je dirais même que la tendance actuelle est un certain absentéisme. La C.O.S.U. traverse actuellement des moments difficiles du fait de la reconnaissance de tous les partis politiques, et il semble qu'elle ait perdu d'un peu de son intérêt pour certaines formations politiques. Actuellement, les formations politiques de la C.O.S.U. sont en train de réfléchir sur son avenir et je crois que les prochains mois nous permettront d'y voir peut-être plus clair dans ce qu'il adviendra de cet organisme de coordination. Toutefois, il faut dire doré et déjà, que les partis d'opposition ont trouvé de nouvelles formes de dialogue et de concertation pour faire face aux problèmes nouveaux qui se posent et d'adopter des positions communes face à ces problèmes. C'est ainsi qu'en ce qui concerne l'Intervention Sénégalaise en Gambie, les partis d'opposition ont pu se concerter et adopter une déclaration commune condamnant fermement l'intervention des troupes sénégalaises en Gambie. Ils se concertent actuellement, du moins la grande majorité d'entre eux pour réagir par rapport à la quasi-monopolisation des médias par le pouvoir néo-colonial. Puisqu'en principe les différents partis d'opposition devraient pouvoir y accéder sur une base

part des forces entre celles qui sont les alliées inconditionnelles du pouvoir et celles qui, au contraire, comprennent la nature antinationale du pouvoir et acceptent de discuter et de soutenir le mouvement patriotique authentique. Cependant, nous considérons que la lutte contre l'obscurantisme est une composante essentielle de notre programme et que c'est un élément qui permettra à notre peuple en élevant son niveau culturel, d'être à même de s'affranchir de certaines pesanteurs, de certains anachronismes et en conséquence, de s'émanciper véritablement.

SF : Pour un parti comme le votre, comment faire passer un message politique laïc et matérialiste, à un peuple à majorité rural et musulman, quand on sait aussi que la classe ouvrière au Sénégal est urbaine et marginale, sans compter l'influence des forces religieuses comme les Tidjanisme et le mouridisme sur les populations ?

LS : Notre mouvement reconnaît la liberté de croyance et de culte à tous les Sénégalais, mais en même temps, nous considérons que le Peuple Sénégalais a soif de connaissance, a soif d'accéder à des connaissances qui lui permettront de sortir du sous-développement. Nous considérons que les religions,

Rédacteur en chef, vous verrez qu'And Jëf a déjà été l'objet de beaucoup de tracasseries.

SF : Vous avez déjà été arrêté, je crois ?

LS : J'ai été arrêté en 1975 avec d'autres camarades, à l'époque de la clandestinité. Nous avons été condamnés. Mais finalement, je ne suis pas resté plus d'une année en prison, parce que nous avons bénéficié d'une grâce présidentielle. C'était l'époque de la clandestinité, et la publication de notre journal, Xarebi avait entraîné ces arrestations et des tortures dont certains camarades avaient été victimes.

On peut avoir actuellement des activités politiques illégales, et nous estimons que c'est une excellente chose. Je dois dire cependant, que nous sommes loin de la démocratie, car l'état ne permet pas au fond, aux partis politiques reconnus, d'exercer normalement les activités dont la constitution leur reconnaît le droit.

SF : Que pensez-vous de l'accusation de trafic d'armes lancée contre certains membre du PDS par les régimes ?

LS : Sur l'atteinte à la sécurité de l'état, il m'est difficile de me prononcer. Je ne suis pas au courant du secret de l'instruction. Par contre, notre mouvement a pu noter qu'en ce qui concerne le trafic d'armes, le pouvoir n'a pu découvrir un seul couteau entré frauduleusement au Sénégal et à plus forte raison, des armes à feu ; donc, jusqu'à nouvel ordre, nous disons que ces armes n'existent pas. Toutefois, il est établi maintenant, et le PDS le reconnaît qu'il a envoyé des gens se former en Libye, soit-disant pour servir de garde du corps à Maître Wade. Je suis sceptique bien sûr, sur l'intention de ces personnes envoyées en Libye pour se former. Notre mouvement en a profité pour réaffirmer ses positions de principe, nous ne pensons pas que notre pays, notre peuple, pourra se libérer grâce à des puissances étrangères, que ce soit la Libye ou l'Union Soviétique. Nous pensons que dans le monde actuel, les puissances et les pays ont principalement des intérêts et que nous devons savoir compter avant tout sur nos propres forces.

SF : Comment voyez-vous la situation au Sénégal après l'aide du FMI. Aide d'ailleurs assortie de conditions draconiennes (augmentation de la TVA des denrées de première nécessité).

LS : De quel Sénégal parlez-vous si ce n'est celui d'Abdou Diouf. Il est certain qu'il n'a pu se passer de cette aide là. C'est un régime néocolonial. C'est un pays qui a toujours vécu de l'aide étrangère. Il peut s'en passer moins aujourd'hui qu'avant. Donc il était logique qu'Abou Diouf s'adresse à la France, à la Banque Mondiale, pour trouver les moyens de surnager à la crise générale que connaît aujourd'hui le système néo-colonial sénégalais.

Entretien conduit par
Macodou Ndiaye
et Blaise N'Djehoya

Suite dans le prochain numéro.

La lutte contre l'obscurantisme

équitable.

SF : Permettez-moi de vous demander ce qu'est la C.O.S.U. ?

LS : la C.O.S.U. c'est la coordination de l'opposition sénégalaise unie, c'est un organisme qui a été créé il y a quelques années, et qui regroupe actuellement un certain nombre de partis reconnus actuellement. Il y a outre And Jëf, le MDP, l'UDP, le PIT, et la LDMPT.

SF : Le PDS n'en fait pas partie ?

LS : Le PDS n'en a jamais fait partie. Il faut dire qu'il avait été sollicité à l'époque de la création de la C.O.S.U., mais il n'avait pas estimé nécessaire d'y adhérer, puisqu'il avait un statut de parti légal, alors que la C.O.S.U. regroupait à l'époque des partis non reconnus. Il faut dire aussi que le RND ne fait pas partie de la C.O.S.U. avec le PDS, ce sont les deux grandes formations politiques ou considérées comme telles qui n'en font pas partie.

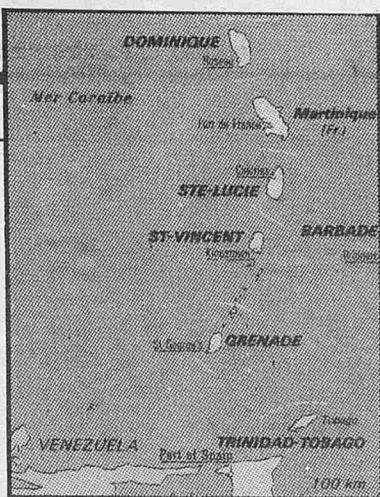
SF : Vous tenez quand-même compte de l'influence des forces traditionnelles et religieuses ? Mamadou Dia, par exemple a créé dans son parti, un conseil de Mawdoo (sages) et on sait que les forces traditionnelles et religieuses ne sont pas toujours anti-nationales ?

LS : Notre mouvement est très clair sur la question de la féodalité qui combat les forces traditionnelles, les forces féodales qui soutiennent actuellement les forces néo-coloniales. C'est cela notre politique. Il ne s'agit pas de les rejeter en bloc. Il s'agit de faire la

quant au fond, ne s'opposent pas à une telle éducation, à une telle formation des masses populaires. Il est vrai que certaines forces rétrogrades sont dérangées par l'effort de formation que l'on voudrait faire en direction du monde rural. Mais notre expérience nous montre que le milieu paysan aspire à en savoir davantage. Des camarades ont déjà organisé des cours d'alphabétisation en milieu rural dans les langues nationales. Nous avons commencé à faire des cours de vulgarisation scientifique dans certains villages. Les cours de formations politique et idéologique que nous donnons en milieu rural, nous montrent bien que contrairement aux apparences, ou à ce que l'on pourrait croire à priori, le monde paysan a envie de sortir du Moyen-Age idéologique et d'accéder à une vision du monde beaucoup plus conforme aux réalités de notre temps.

SF : L'ouverture démocratique au Sénégal avait été en 1975 ; présentée comme une manœuvre du régime à bout de souffle. Souscrivez-vous toujours à cette thèse, quand on sait que sous le régime d'Abdou Diouf, tous les partis ont pu quand-même obtenir leur reconnaissance ?

LS : la reconnaissance est une bonne chose, certainement, puisqu'aujourd'hui nous pouvons tenir des réunions publiques, nous promener dans tout le pays, sans autant de risques de nous retrouver derrière les barreaux. Mais enfin, il reste beaucoup à faire, encore. Si vous consultez le journal Jaay Dolébi dont je suis le



*Une île perdue
dans les Caraïbes...*

GRENADÉ : UN PETIT PAYS OU L'ESPOIR EXISTE ENCORE

Grenade, une île de l'archipel des Caraïbes. Le 13 mars 1979, un coup d'état redonne espoir aux chômeurs, aux rastas et à la jeunesse marginalisée.

Depuis, on assiste à l'édification d'une nouvelle société à Grenade malgré l'hostilité évidente des voisins et les difficultés internes...

Située au Nord Ouest de Trinité et Tobago, dans l'archipel de la Caraïbe, l'île de Grenade a une superficie de 344 km² et une population de 110 000 habitants.

En l'absence de ressources minières et d'un secteur industriel développé, l'économie du pays repose essentiellement sur l'agriculture (30 % du P.N.B. et de la population active), la pêche et le tourisme. La monnaie nationale est le dollar de la Caraïbe (= 1,56 FF en 1980).

Après avoir connu un siècle de domination française au XVIII^e siècle, l'île fut cédée à la Grande-Bretagne en 1783. La domination coloniale britannique de type direct continuera jusqu'à l'avènement de Eric Mathew Gairy en 1951. Ce dernier sera reconduit à la tête du pays le 7 février 1974, date de l'indépendance néocoloniale. La domination sans partage exercée par E.M. Gairy et la caste politique au pouvoir pendant plus de 25 ans, sur la vie de l'île et du peuple de Grenade ne prend fin que le 13 mars 1979, lorsque le régime antinational et impopulaire est emporté par un coup d'Etat dirigé par la petite bourgeoisie nationaliste, et soutenu par la masse des chômeurs et la jeunesse Rasta marginalisée et désœuvrée.

Depuis lors, la lutte pour l'édification du pouvoir populaire et d'une société nouvelle à Grenade continue, malgré de nombreuses et sérieuses difficultés internes, malgré l'hostilité et la levée de boucliers que cette expérience a suscitée, notamment de la part des autres gouvernements réactionnaires de la Caraïbe (ceux de Adams à la Barbade et de Charles en Dominique), et de l'Impérialisme britannique et yankee, etc... Au peuple en armes de Grenade, à son Parti d'avant-garde (le « New Jewel Movement »), et au Gouvernement Révolutionnaire Populaire dirigé par Maurice

Bishop, ils reprochent d'avoir osé commettre ce qu'ils considèrent comme un crime de lèse-majesté royale, en s'engageant dans une voie non seulement contraire à leurs intérêts économiques et stratégiques dans la région, mais aussi, qui passe par la remise en question du modèle institutionnel de Westminster, avec son système de représentation en deux chambres, son ultra-démocratie de façade en contradiction flagrante avec l'éthique et les moeurs politiques de ses représentants les plus patentés. Or, dans l'expérience politique du peuple britannique comme de ceux de la Caraïbe, un tel système, élaboré sans contrôle ni assentiment des masses travailleuses s'est avéré un instrument efficace entre les mains des classes dirigeantes et de l'élite au pouvoir pour leur aliénation et leur exploitation.

Pour le peuple de Grenade en particulier, plus de 25 années de gairisme n'ont fait qu'accentuer la

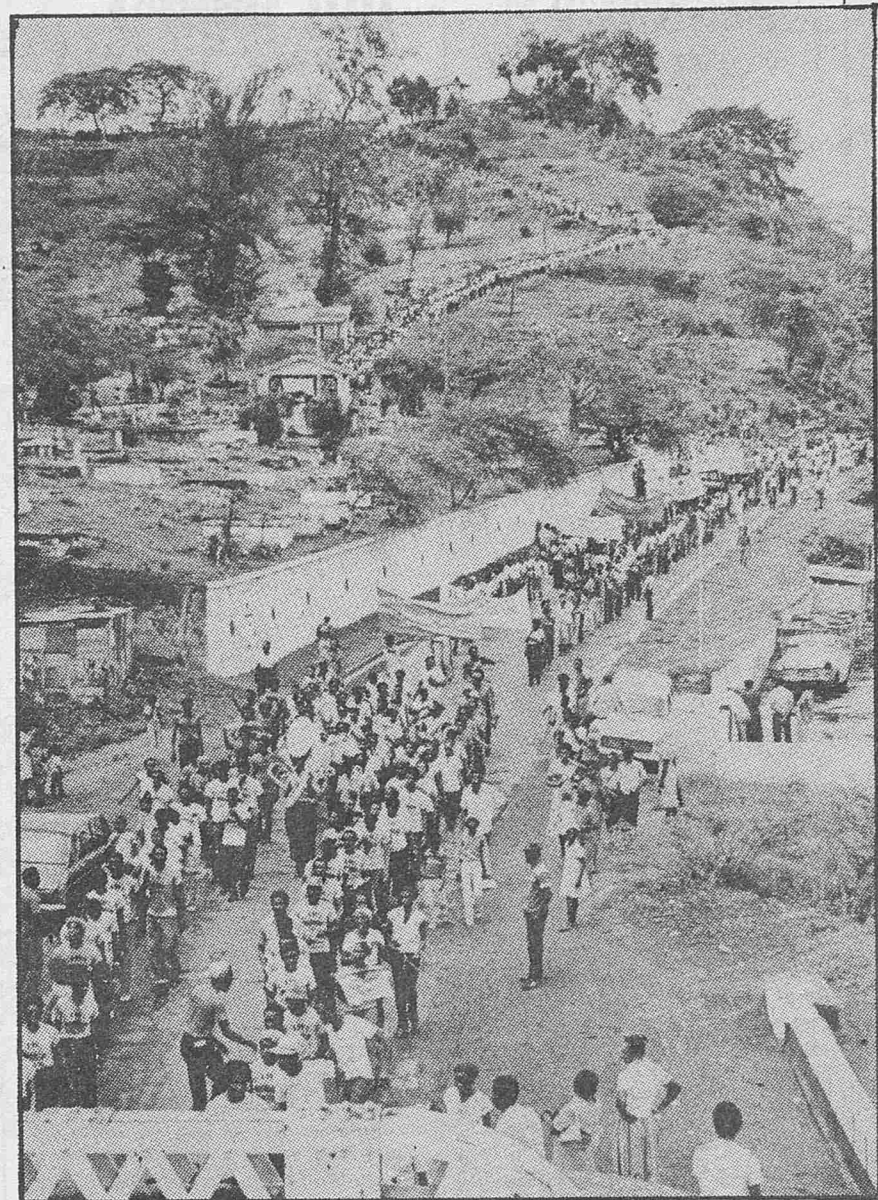
dépendance de l'île vis-à-vis de l'Impérialisme international (par le biais des cultures d'exportation : noix de muscade et cacao notamment), le pillage des ressources halieutiques par les compagnies étrangères, et par le développement d'un tourisme agressif et sauvage... Fondé essentiellement sur l'élitisme, la corruption et le népotisme, un tel régime n'aura apporté aux masses que misère, injustice sociale et désolation : taux annuel d'inflation de 33 % ; système éducationnel et de santé sélectif et inarticulé aux véritables besoins du pays, malnutrition, chômage affectant près de 49 % de la population active. Au bout du compte : un pouvoir antinational et impopulaire échappant totalement à la compréhension et au contrôle des masses.

Et de surcroît, un pouvoir despotique, meurtrier et brutal s'appuyant sur la terreur et la répression (arrestations, tortures, assassinats, etc...)

Seule une lutte organisée et résolue pouvait en venir à bout. C'est ce qui s'est passé le 13 mars 1979, au terme de longues années de lutte du peuple de Grenade, sous la direction du « New Jewel Movement », né en mars 1973, de la fusion de deux autres organisations politiques.

L'expérience actuellement en cours à Grenade démontre de façon éclatante que la véritable démocratie appartient à la rue, à l'usine, à la ferme, au village. Elle s'exprime quotidiennement, de façon créatrice, dans son cadre de vie, de travail et de lutte, sous la direction du Parti d'avant-garde. C'est celle du peuple en action pour résoudre ses propres problèmes.

En effet, depuis 1979, le peuple de Grenade s'est mobilisé derrière le « New Jewel Movement » et le Gouvernement Révolutionnaire Populaire, pour la mise en place des structures du pouvoir populaire (Union des fermiers, coopératives,



Fête de la Révolution à Grenade

syndicats, brigades de travail collectif, Organisation Nationale de Femmes, Conseil National Etudiant, Organisation Nationale de la jeunesse, milice populaire, Mouvement des Pionniers, etc...) et pour la réalisation d'un ambitieux programme économique, social et culturel qui, en moins de trois ans, a considérablement modifié le visage de l'île.

- Lutte contre la sous-alimentation et la malnutrition et pour l'auto-suffisance alimentaire.

- Abaissement considérable des loyers, réaménagement du système de transports publics et de communication, réorganisation du réseau de distribution de l'énergie, et de l'approvisionnement des collectivités en eau, etc...

- Au plan de l'éducation : les enfants des familles pauvres sont pris en charge par l'Etat pour le matériel et les fournitures scolaires, l'enseignement secondaire est entièrement gratuit et davantage de bourses ont été attribuées pour l'Enseignement supérieur et la Recherche.

Mais, de façon plus significative, une campagne nationale d'alphabétisation des adultes a remporté un immense succès populaire, d'autant plus qu'il ne s'est pas seulement agi d'apprendre à lire et à écrire au peuple, mais aussi de l'initier à de nouvelles méthodes de planification et de culture pour permettre sa participation plus effective aux décisions qui le concernent.

Là comme ailleurs, bien des tâches restent encore à accomplir, mais la lutte continue pour « faire de chaque travailleur un étudiant, et de chaque étudiant un travailleur ».

- Au plan juridique, les lois anti-travailleurs en vigueur sous l'ancien régime ont été abolies et remplacées par une nouvelle législation du travail plus conforme avec les intérêts majeurs et les aspirations

- Au plan juridique, les lois anti-travailleurs en vigueur sous l'ancien régime ont été abolies et remplacées par une nouvelle législation du travail plus conforme avec les intérêts majeurs et les aspirations des masses laborieuses. Certaines de ces lois garantissent en particulier les droits des femmes (congés de maternité, protection contre la discrimination et l'exploitation sexuelle, etc...)

La révolution de Grenade, c'est avant tout une révolution pour le droit du peuple à la nourriture, à l'éducation, à la santé, à la justice, au progrès social et au développement économique, etc...

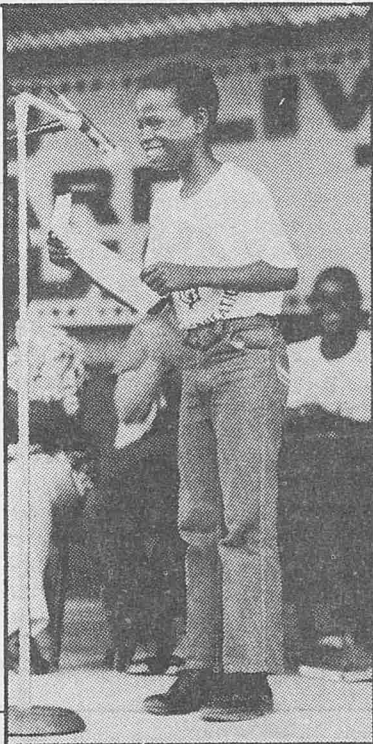
C'est également une révolution pour l'indépendance et la souveraineté nationale, pour défendre et préserver le droit inaliénable des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Aujourd'hui, tous ces acquis se trouvent gravement menacés par des périls de toutes sortes (tentatives d'isolement, de destabilisation, d'étranglements et d'asphyxie économique), ainsi que par mille complots ourdis par le camp des nostalgiques et des vaincus, sous l'égide de la réaction internationale et de l'Impérialisme américain, en tête.

Soutenir Grenade constitue un devoir politique pour tous les hommes et les femmes épris de justice sociale, de liberté et de paix. Car c'est aussi notre propre destin qui est en train de se jouer dans cette île de l'archipel de la Caraïbe, où le peuple en armes, debout comme un seul homme derrière ses dirigeants, est décidé à défendre et à consolider ses acquis révolutionnaires conquis de haute lutte, en comptant essentiellement sur ses propres forces.

Taharka

Tous au meeting de Soutien et de Solidarité avec le peuple de Grenade. Samedi 28 novembre à partir de 12H20, rue des Tanneries - 75013 Paris. M) Glacière.





Les trusts médicaux ont peur !

Algérie en tête, représente-t-il 25 % des exportations françaises en ce domaine. Autre conséquence : les laboratoires privilégient la recherche de médicaments consommés dans les pays riches : psychotropes, cardio-vasculaires et anticancéreux. Les maladies des pays tropicaux sont négligées : ceux qui en sont atteints sont trop pauvres, ils ne constituent pas un marché intéressant.

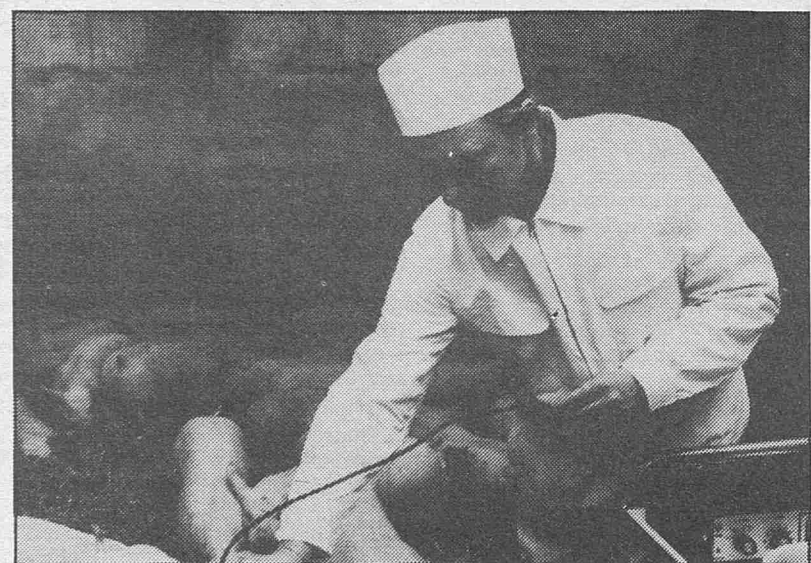
Compte tenu de ces réalités, les pouvoirs du nouveau ministre de la Santé paraissent disproportionnés face à la puissance des groupes industriels qui bâtissent leur fortune sur la maladie. Mais les propos qu'il tient, même s'ils ne sont pas nouveaux, méritent d'être écoutés : c'est la première fois qu'un ministre français tient un tel langage ! Aussi nous vous proposons quelques extraits d'un discours prononcé par M. Ralite lors d'une visite du laboratoire Parcor, filiale de la Sanofi, elle-même filiale d'Elf Aquitaine.

« Je lisais il y a quelques jours dans la presse un compte-rendu de la conférence prononcée aux journées pharmaceutiques internationales de Paris par le docteur Fattorusso, ancien directeur des médicaments de l'OMS. Il donnait quelques chiffres, terribles dans leur sécheresse. Dans les pays du tiers-monde, la mortalité infantile représente la moitié des décès ; 250 millions d'hommes - soit l'équivalent de la population de l'URSS - souffrent de filariose ; 200 millions (soit l'équivalent de la population des USA) de bilharziose ; 150 millions de paludisme (...). Nous pouvons apporter beaucoup en ce qui concerne les méthodes de prévention et de traitement des maladies tropicales, ou encore en ce qui concerne la formation des spécialistes de santé. Ceci rend d'autant plus scandaleuse la

Les laboratoires pharmaceutiques sont inquiets. La nationalisation de Rhône-Poulenc, de Pharmuca (PUK) et peut-être de Roussel-Uclaf, ainsi que la présence d'un membre du parti communiste, M. Ralite, à la tête du ministère de la Santé, tout cela leur fait craindre qu'ils ne pourront plus faire leurs choux gras comme au temps de l'ancienne majorité.

Il est vrai que le nouveau ministre a annoncé la couleur en déclarant : « Le médicament n'est pas une marchandise comme les autres et pourtant sa production, comme celle des autres marchandises, a jusqu'ici été soumise à la loi de l'argent, à celle du profit comme on dit. C'est aussi vrai de la recherche. Je ne suis pas le seul à le déplorer et à vouloir que ça change ».

Malheureusement, il est probable que les choses ne changeront guère. La sincérité et la volonté de M. Ralite ne sont pas à mettre en cause. Mais il s'attaque à une réalité qui lui échappe en grande partie. Alors que ses pouvoirs se limitent à nos frontières, il y a longtemps que les trusts du médicament ont étendu leur champ d'action à l'échelle mondiale. La recherche et la mise au point de nouveaux médicaments exigent des moyens financiers puissants ; pour rentabiliser les capitaux investis, le marché d'un pays ne suffit plus, il faut être présent partout.



En 1979, on dénombrait en France 332 laboratoires pharmaceutiques de taille industrielle ; les 10 plus importants contrôlaient le quart du marché français. Et sur ces 332 laboratoires, près d'un sur trois était une filiale d'un groupe étranger. Si, par exemple, M. Ralite s'obstine à ne pas vouloir accorder la hausse de prix des médicaments réclamée par l'industrie, que se passera-t-il ? Les groupes étrangers fermeront leurs filiales françaises, mais ils continueront à vendre leurs produits ici à partir d'autres pays de la Communauté européenne.

Cette mondialisation de l'industrie pharmaceutique a des conséquences importantes pour les pays du tiers-monde. D'abord ils n'ont pas les moyens de développer leur propre industrie et ils dépendent des pays développés pour leur approvisionnement. C'est-à-dire que seuls les plus riches d'entre eux, ceux qui ont du pétrole par exemple, peuvent acheter des médicaments. Ainsi le Maghreb,

démision du gouvernement giscardien, attribuant, en 1980, aux USA un rôle de chef de file en matière de santé pour l'Afrique et imposant cette décision sans aucune concertation avec les pays africains. Je rappelle que cette décision était si effrayante qu'elle avait été cachée aussi bien aux français qu'aux Africains. J'ai reçu, depuis juillet, plusieurs ambassadeurs de pays d'Afrique qui tous m'ont dit n'avoir jamais compris cette initiative giscardienne que les Américains ont tout de suite exploitée en y consacrant 35 millions de dollars (...). Un professeur américain de l'université Rockefeller indiquait l'an dernier que les grandes fondations privées - Rockefeller, Ford - qui s'étaient, il y a à peu près dix ans, presque complètement retirées de la recherche sur les maladies infectieuses tropicales s'y intéressaient à nouveau « clairement pour des raisons de géopolitique ».

Sans commentaire

Antitrust

victime



Les sandinistes entre Reagan et la Reconstruction

NICARAGUA : LA MENACE

Deux ans après la révolution, où en est la reconstruction économique du Nicaragua et quelles relations le pouvoir entretient-il avec les différents groupes du pays, notamment la bourgeoisie anti-somoziste, associée à la révolution. Les différents conflits qui ont éclaté au mois d'octobre, opposant le gouvernement et les syndicats patronaux (la C.O.S.E.P.) et ouvriers (C.A.U.S.) reflètent la situation tendue qui règne actuellement dans le pays.

L'arrestation de membres du Parti Communiste et du Conseil d'Etat n'est pas pour rassurer ceux qui craignent un durcissement du régime que la nouvelle politique américaine risque de rendre nécessaire.

Le pari sandiniste, c'était d'abord la création d'institutions reflétant l'ensemble des composantes socio-économiques du pays et des idéologies ; les principales institutions du gouvernement sont la junte sandiniste et le conseil d'état, composés de plusieurs partis (libéral, indépendant, socialiste, social-chrétien, conservateur démocrate) et de toutes les centrales syndicales. Enfin des comités de défense sandiniste, dont le rôle est d'assurer un lien avec la population ont été créés.

Les enquêtes nationales lancées par les ministères sont un exemple de cette volonté de ne pas se couper du peuple. Par exemple en juin 81, une enquête a été lancée pour savoir quel type d'éducation souhaitaient les nicaraguayens. Mais cette politique de concertation populaire est aujourd'hui contestée : beaucoup pensent que les organisations de masse n'ont pas sur transmettre les désirs de la population et se sont contentées de les informer des grandes lignes de la politique gouvernementale.

Si les sandinistes ont misé sur une véritable unification nationale en tentant une sorte de reconversion de la bourgeoisie, ils se sont

gardé de lui laisser un pouvoir politique autonome. Car l'équilibre des relations entre le gouvernement et le secteur privé de l'entreprise peut basculer demain, sous l'impulsion américaine.

LE PLAN DE RECONSTRUCTION 1981

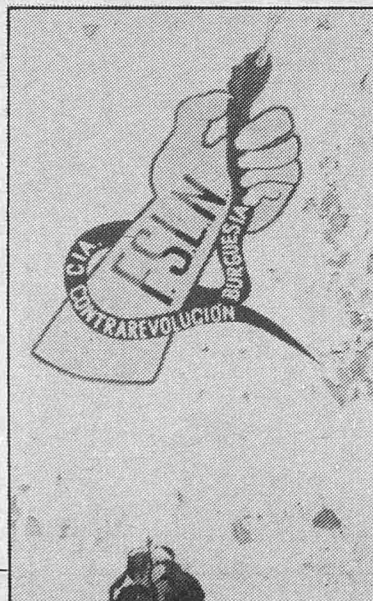
1981, l'année de l'alphabétisation, 1981, l'année de la lutte contre l'inflation ont été couronnées de succès. Les priorités dégagées en 1981 sont essentiellement économiques et stratégiques. Un certain nombre d'entreprises (souvent abandonnées) et l'exportation des produits non-traditionnels ont été nationalisés. La réforme agraire a permis la création de coopératives agro-pastorales et un début de redistribution des terres (terres incultes ou insuffisamment exploitées et propriétés abandonnées). Toutes ces terres ont été données à des métayers, des coopératives, des combattants de la révolution ou leurs familles. Elles s'inscrivent dans un système qui garantit la propriété privée à ceux qui l'exploitent réellement.

VERS UNE RADICALISATION ?

Si ces réformes ont donné satisfaction à la population, une certaine inquiétude prévaut actuellement dans les esprits. Les organisations de masse réclament une radicalisation du régime et le rétablissement de la peine de mort. Le gouvernement a préféré la création de milices populaires qui contrôlent les activités contre-révolutionnaires.

Avec la nouvelle politique américaine qui tente d'asphyxier les sandinistes par biais économique et psychologique, les contradictions d'une société qui se cherche dans la liberté, un ralentissement du progrès, le Nicaragua parviendra-t-il à rester lui-même et demeurera-t-il le symbole d'une révolution sans victimes ni assassins ?

Fabienne Messica





Algérie : quand les femmes s'en mêlent...

Le code de la famille : un rapport que les femmes Algériennes attendent depuis plus de cinq ans avec appréhension.

Quelquefois, les rumeurs se faisaient plus importantes, le téléphone arabe fonctionnant. Dans les universités, les administrations, les sociétés ou les foyers on s'inquiétait, mais comment réagir contre des faits « impalpables » ?

Un projet de code de la famille ou plutôt « statut personnel » est déposé à l'Assemblée Nationale pour la rentrée d'automne. Certaines femmes semblent avoir accès au rapport et s'alarment aussitôt et le 16 Novembre verra une manifestation de plus de 250 femmes devant le siège de l'A.P.N. à l'appel d'un « collectif » constitué à Alger mais aussi en Province. Parmi les manifestantes on remarquera la femme du Président de l'Assemblée Mme Bitat ainsi que Madame Belmiloud-Zerdani, deux personnalités politiques, mais aussi anciennes résistantes de la guerre d'Algérie.

Une femme mineure à vie, la suprématie et l'autorité du père sous toutes ses formes, la polygamie beaucoup de termes plus qu'ambigus pour ces femmes dont le rôle économique est reconnu. L'ambiguïté existait déjà dans la Charte Nationale où la femme est reconnue comme citoyenne épouse et mère. Si l'exaspération à Alger est parfois à son comble jusque chez les femmes traditionnelles inquiètes de l'avenir de leurs filles, c'est moins à cause d'une série de rumeurs, mais par l'absence de dialogue. Le code de la famille s'est élaboré dans l'ombre sans aucune concertation avec les intéressées. Beaucoup de femmes n'ont pas jusqu'alors eu le rapport entre les mains. Alors... un texte a été déposé auprès de Mme Zohra Djehroud présidente de l'Union des femmes en vue d'un débat public tenant compte des aspirations et préoccupations des femmes. « Nous avons un rôle important autant que les hommes dans la vie économique, nous voulons être entendues ». Certaines d'entre elles étaient très déterminées et lancent même l'idée éventuelle d'une grève générale sur la capitale et Oran.

Le projet est bloqué pour le moment, peut-être assisterons-nous prochainement à une discussion libre sur ce thème comme ce fut le cas pour la Charte Nationale. Et cela ne serait que justice...

B. Kh.

Vendredi 27 novembre 1981

SUD-SUD

répression

Sans Frontière -13

De Kamal Ataturk à la dictature militaire

TURQUIE : LE CALME REGNE MAIS A QUEL PRIX !

La Turquie, héritière du grand Empire Ottoman, reste et demeure en occident un pays méconnu. A cheval entre l'Europe et l'Asie, entre la Chrétienté et l'Islam, la Turquie est écartelée entre deux mouvances, deux appartenances, et enfin entre deux modes de vie.

Le mal qu'elle a à se situer, à se définir se répercute dans la méconnaissance dont elle souffre.

Terre de passage depuis des millénaires, lieu d'affrontement entre les cultures, entre des flux économiques, la Turquie se trouve être sur la ligne de démarcation entre le monde industrialisé (est-ouest) et les pays en voie de « développement ».

Terre de rupture et d'éclatement, la Turquie vit des télescopes, des collisions ainsi que des conflits d'une grande violence. L'histoire de la Turquie moderne brossée grossièrement, met en exergue les traits d'un pays malade de ses contradictions. A la suite du traité de Sévres en 1921 qui va dépecer l'empire Ottoman, la Turquie républicaine va être réduite à l'Anatolie. Un homme, Kémal Atatürk, va essayer de lui forger une nouvelle identité et se faire l'architecte d'une nouvelle conscience nationale : la Turquie républicaine sera nationaliste à l'excès, jacobine et tournée vers l'Europe occidentale.

La seconde guerre mondiale verra l'émergence d'une bourgeoisie nationale, choyée par l'Etat. Dans cette période, le bipartisme s'instaure et l'ancien parti unique -le parti républicain du peuple- se retrouve dans l'opposition en 1950. A ce moment, le parti démocrate de Drarté, de tendance populiste, assure la direction de l'Etat. Parallèlement, la Turquie abandonne un neutralisme antique pour s'intégrer à l'OTAN, ce qui la conduira à participer dès 1952, aux opérations en Corée. Dès lors, l'histoire récente de la Turquie va être jalonnée de péripéties plus ou moins violentes qui vont appuyer les différentes tendances qui existent.

L'armée va s'ériger en défenseur intransigent des principes d'un Kémalisme qui va perdre peu à peu de sa substance. Elle se défie constamment de l'action des politiciens. Par trois fois, elle renversera des gouvernements de droite.

En 1960, le putsch débouche sur l'élaboration d'une constitution « libérale » dans son texte qui



limite les pouvoirs de l'exécutif au profit du législatif.

En fait militaires et Kémalistes appréhendent une victoire de la droite populiste, ont coopté les députés qui siègeront à l'assemblée.

Le souffle de liberté constitutionnel va avoir une conséquence inattendue : il va permettre à un mouvement socialiste et ouvrier d'éclorre puis de se structurer.

Les thèmes sociaux requièrent une si grande importance dans la vie politique Turque que le PRP - l'ancien parti unique- va prendre un virage à gauche, croyant par là renouer avec les aspirations populaires. En réalité, l'appareil du PRP va perdre tout contrôle sur le parti et un courant social-démocrate sous la direction d'Ecevit se développe et devient même majoritaire.

Ces soubressauts politiques vont de pair avec une industrialisation spectaculaire qui transformera en profondeur la société turque.

En corrolaire, la Turquie sera de plus en plus intégrée à l'économie des pays du nord et sa dépendance ira en s'accroissant. La bourgeoisie nationale sera à l'avant-garde de ce processus mais par manque de structure, le secteur public restera le pilier indispensable à la modernisation de l'état.

« Les bourgeois libéraux » au début des années 70, voulant profiter pleinement des structures

mis en place dans la décennie précédente, vont s'attaquer sous prétexte de lourdeur et manque d'efficacité au système des sociétés à économie mixte.

Un tel discours mystifiant ne pouvait que rencontrer un écho favorable au sein de la population.

Le Parti de la justice -successeur du PD interdit en 1960- va reporter les élections et assurer une nouvelle « intégrité » populaire. Dans les faits, les sociaux démocrates du Parti de la Justice s'arrêteront exactement là où les ouvriers et les paysans réclameront l'extension de leurs droits et leurs libertés.

En 1971, devant l'incapacité des politiciens de résoudre la crise économique sociale et politique, fruit d'une croissance effrénée, les militaires rentrent en scène de nouveau. Une forte répression s'ensuit, incapables de résoudre la crise économique qui s'appesantit sur le pays. L'anarchie la plus complète s'instaure, dès lors en Turquie. Dans cette période troublée, le petit parti fasciste de l'ex-colonel Turkes organise systématiquement des attentats.

Le Parti du Mouvement Nationaliste s'attaque en priorité aux mouvements de gauche, aux ouvriers et paysans. Cette action a eu néanmoins pour effet d'entraîner une conscientisation de l'extrême gauche, qui essaie sans grand succès de se regrouper.

Après un bref retour aux affaires d'Ecevit d'une année, qui verra sa popularité tomber au plus bas, la Droite avec le parti de la Justice reprend les rennes du gouvernement. Elle va essayer d'appliquer une politique d'austérité qui lui a été imposée par la Banque Mondiale, pour tenter d'assainir l'endettement extérieur de la Turquie. A l'instar d'autres pays qui appliquent les remèdes miracles de cet organisme, la résistance aux Militaires s'organise autour de deux noyaux, la droite populiste et le courant social-démocrate du P.R.P. En 1973, l'armée décide d'abandonner le pouvoir et demande aux partis politiques de participer aux élections. Elle veut rompre la victoire d'Ecevit et dans tous le pays l'espoir renaît : une amnistie est proclamée et les libertés rétablies.

Le P.R.P. appelé au pouvoir va être dans l'incapacité de gérer le pays en raison de contradictions profondes qui traversent ses rangs et seule l'aventure de Chypre sur un plan intérieur lui donnera un semblant de crédibilité, tout en accentuant l'isolement diplomatique de la Turquie. En 1975, une coalition des partis de droite arrive à la tête de l'Etat, mais comme tous les gouvernements précédents, elle est déchirée par des tendances centrifuges et par là, la Turquie verra ses tensions internes d'exacerber et la terreur s'amplifier.

Le 12 septembre 1980, les vieux démons des militaires refont surface et l'armée reprend le pouvoir.

Les partis politiques sont vaincus, l'économie assainie.

Le calme règne en Turquie au prix de 100 000 prisonniers et de la suspension du droit des travailleurs. Les militaires appliquent à la lettre le programme économique proposé par la Banque Mondiale ; ils achètent des armes aux Etats-Unis, se préparent à reprendre le rôle des Palhévi dans la région. Une constitution à la Pinochet ou à la Viola est en cours de rédaction. Le peuple Turc peut dormir sur ses deux oreilles, les militaires normalisent.

T.Celal



Le calme règne en Turquie au prix de 100 000 prisonniers

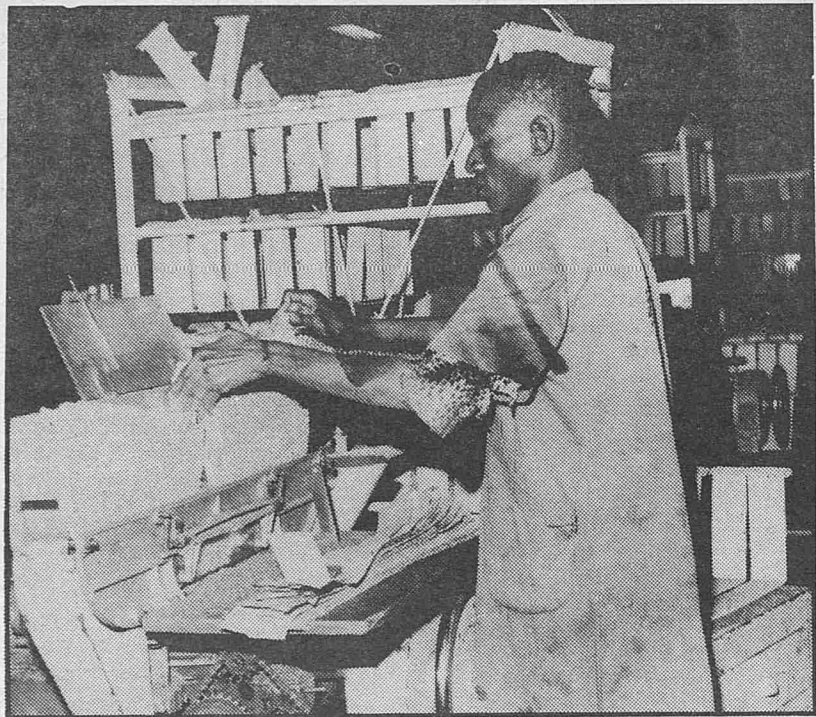
Coopération

LE CHANGEMENT DANS LA CONTINUITE PROVISOIRE

Le budget de la coopération et du développement est englobé dans le budget des « Relations extérieures ». Pour cette année encore, il est présenté dans un fascicule séparé de celui du Quai d'Orsay proprement dit.

l'aide militaire (qui a une croissance inférieure à 11 %).

En revanche, l'accent est mis sur l'aide au développement, en augmentation de 20,8 %, et qui absorbe 84,3 % des crédits du Ministère. Cet effort suit quatre grandes lignes directrices. Premièrement, il y a une progression de plus de 20 % des sommes consacrées à l'assistance technique, permettant d'accroître celle-ci tout en diminuant la charge supportée par les pays aidés. Deuxièmement, les concours financiers accordés aux Etats bénéficient d'une forte croissance (36,21 %) en raison des difficultés



L'intégration des services des relations extérieures et de ceux de la coopération et du développement, souhaitée par le gouvernement dans un souci d'assurer une gestion enfin cohérente de nos contributions internationales, ne sera en effet réalisée que l'année prochaine. A ce moment-là, les deux budgets n'en feront plus qu'un et seront présentés dans le même fascicule.

Le projet de budget pour 1982, s'efforce de traduire les orientations et engagements pris par le gouvernement socialiste : amener l'aide au développement à un niveau de 0,7 % (DOM-TOM non compris) du produit national brut d'ici 1988 (contre 0,34 % actuellement), et faire passer la proportion de l'aide publique française consacrée aux pays les moins avancés (PMA) de 0,08 % actuellement à 0,15 % en 1985F. Car, comme l'a déclaré M. J.P. Cot, « le premier des objectifs (de la politique de développement de la France), est la solidarité avec le Tiers-Monde ».

Passant (hors recherche scientifique) de 4, 109 milliards de francs en 1981 à plus de 4,897 milliards, ce budget croît de 19,18 %. Il est marqué d'abord par la volonté de limiter l'augmentation de deux types de dépenses : d'une part, celle des crédits de fonctionnement (qui ne représentent que 6 % du budget) ; d'autre part, celle de

rencontres par ceux-ci et comptenu de l'héritage du régime giscardien.

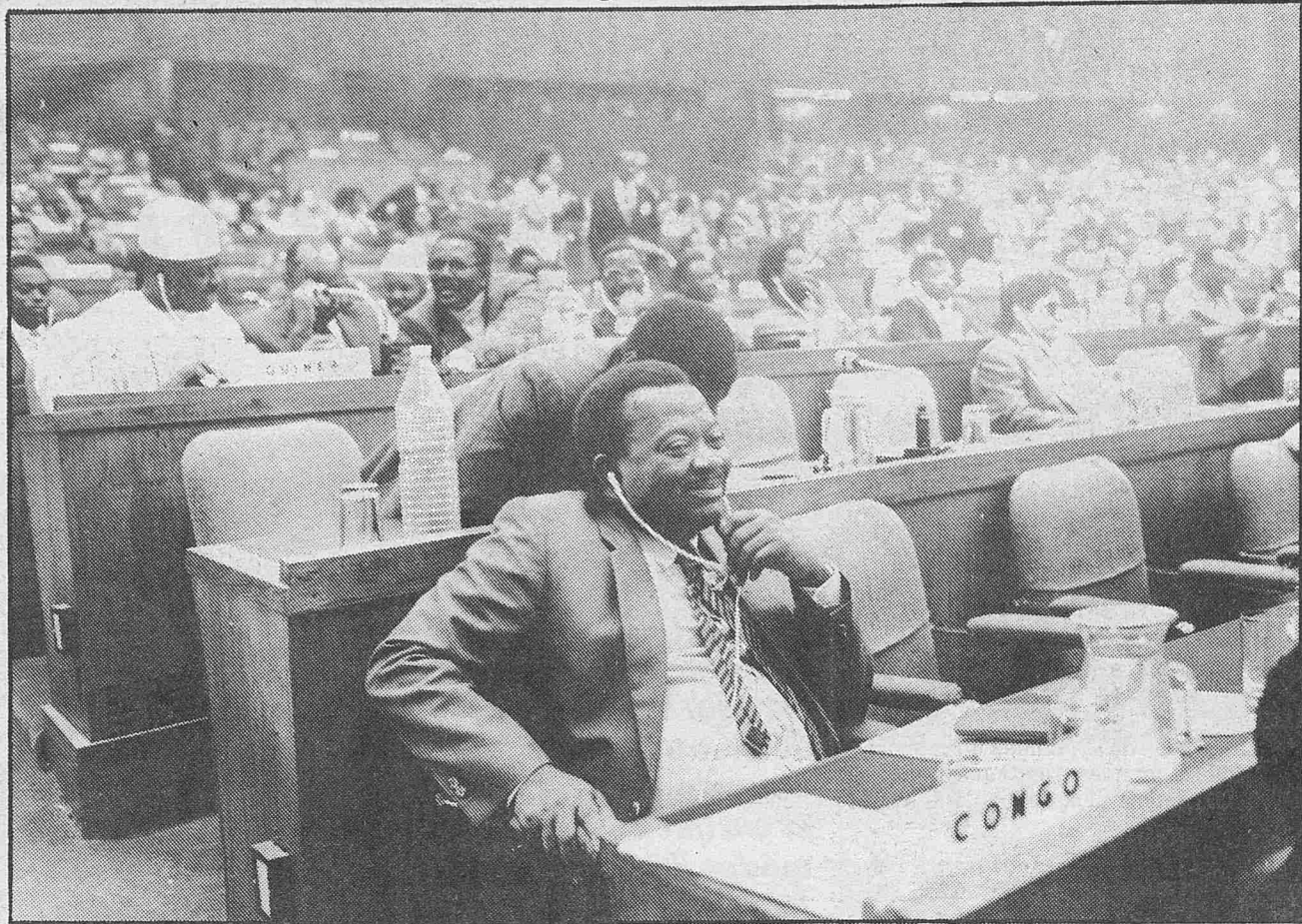
Troisièmement, le rythme d'accroissement des autorisations du Fonds d'aide et de coopération (FAC) est fortement redressé, avec une réorientation plus favorable aux PMA.

Enfin, le budget 1982 prévoit d'accorder une priorité aux bourses et aux organisations non gouvernementales (ONG) (crédits en progression de 19,13 %). Les subventions accordées aux seules ONG augmentent de 76,77 % afin de mettre fin à la « sous-utilisation non seulement de leur dévouement, mais aussi de leurs compétences et de leur connaissance du terrain ».

Hormis ce dernier point qui reconnaît l'importance du rôle que peuvent jouer les ONG, il n'y a pas grand-chose de nouveau dans ce budget par rapport à ceux qui l'ont précédé : quelques réaménagements, mais peu d'innovations. M. J.P. Cot, ministre chargé de la coopération et du développement, le reconnaît d'ailleurs volontiers : « Mon budget, je dois le dire, est sans doute un budget davantage de transition que de changement ». On nous promet que l'année prochaine, l'héritage giscardien sera digéré et le changement à l'oeuvre. Rendez-vous dans un an !

Jibé

Eléction du secrétaire général de l'O.N.U.



MARATHON NORD-SUD A L'ONU

Depuis le 27 octobre se déroule un véritable marathon électoral à l'ONU : l'enjeu en est le poste de Secrétaire général, actuellement occupé par M. Kurt Waldheim (dont le mandat prend fin le 31 décembre prochain). Deux candidats sont pour l'instant en lice : M. K. Waldheim lui-même qui brigue un troisième mandat, et M. Salim Ahmed Salim, Ministre des Affaires étrangères de la Tanzanie.

Techniquement, le blocage actuel s'explique par les modalités mêmes de cette élection. Le candidat à la fonction de Secrétaire général (élu pour cinq ans) doit être « élu par l'assemblée générale sur proposition du Conseil de Sécurité ». Pour être proposé par ce Conseil, il faut obtenir au moins neuf voix sur les quinze membres,



et surtout ne pas se heurter à un veto de la part d'un des cinq membres permanents du Conseil (Chine, Grande-Bretagne, France, URSS et USA). Or, actuellement, aucun des deux candidats n'a réussi à se faire proposer par le Conseil de sécurité, chacun d'eux s'étant vu opposer le veto d'un des membres permanents.

Bien que le vote soit théoriquement secret, on sait que M.K. Waldheim, s'est heurté au veto de la Chine. Elu en 1971, puis réélu en 1976, le Secrétaire général actuel (62 ans), a posé sa candidature à un troisième mandat le 10 septembre dernier, juste avant l'ouverture de l'assemblée générale annuelle de l'ONU; M. K. Waldheim a pour lui ses dix ans d'expérience à la tête du Secrétariat général et la politique de « diplomatie tranquille » (« quiet diplomacy ») qu'il a toujours suivie. Il bénéficie de plus de l'appui des deux « super-grands » : les USA ont déclaré qu'ils ne seraient « pas un obstacle à la réélection » du Secrétaire général, et l'ambassadeur soviétique à l'ONU a dit : « Old shoes fit best » (« C'est dans les vieilles chaussures qu'on est le mieux »). Enfin, personne ne considérerait la réélection de M.K. Waldheim comme une véritable catastrophe, même pour le Tiers-Monde.

Mais ces atouts sont à double tranchant, et certains pensent que si « dix ans, c'est assez, quinze ans, c'est trop ». Par ailleurs, beaucoup pensent qu'il faudrait que le prochain Secrétaire général vienne d'un pays du Tiers-Monde : c'est la raison « officielle » (mais peut-être pas la seule) du veto chinois.

M. S.A. Salim bénéficie ainsi pour l'instant du soutien inconditionnel de la Chine. Ce jeune diplomate (39 ans) a déjà une grande expérience

Entre la Chine et l'U.R.S.S.

des Nations Unies, puisqu'il y a représenté son pays pendant dix ans avant de présider la 34^e session de l'assemblée générale (1979-1980). Il apparaît comme le candidat du « Sud » : désigné comme le candidat de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), lors du Sommet de Nairobi, il a ensuite

reçu l'appui de la Ligue Arabe, puis celui des pays non-alignés. Lui opposer un veto dans ces conditions, c'est opposer un veto au Tiers-Monde.

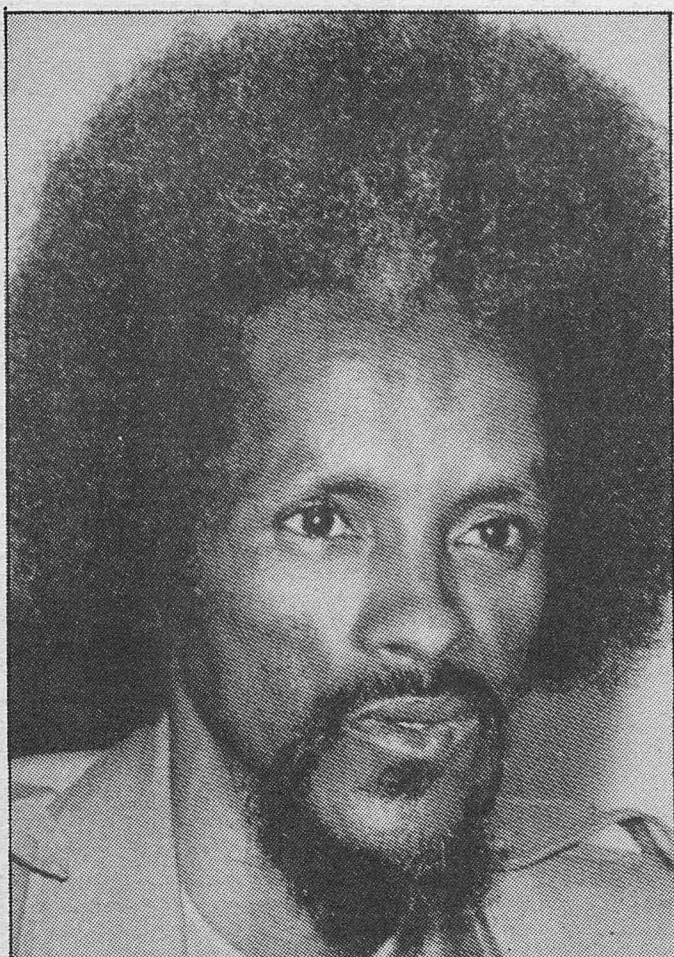
Ce veto est venu, on ne s'en étonnera guère, des USA qui ne peuvent que se méfier d'un homme soutenu par la Ligue Arabe et l'ensemble des pays non-alignés (présidés, ne l'oublions pas, par Cuba !). Mais les choses ne sont pas aussi simples. En effet, si M. S.A. Salim avait brillamment passé le premier tour (obtenant 11 voix au Conseil de Sécurité), sa position actuelle semble s'être fortement dégradée, une des trois voix africaines du Conseil (Niger, Ouganda ou Tunisie) lui faisant même défaut selon certains, M. S.A. Salim, inspire aussi de la méfiance à des pays « modérés » du Tiers-Monde.

Aucun des deux candidats ne manifestant l'intention de se désister, et le déblocage de la situation paraissant peu probable, on parle d'autres candidatures

Quelle alternative ?

venant du Tiers-Monde, qui pourraient mettre tout le monde d'accord. Des noms de diplomates sud-américains circulent : le péruvien Javier Perez de Cuellar (ex-sous-Secrétaire général de l'ONU), le guyanais Sir Shridath Ramphal (ancien délégué à l'ONU et Secrétaire général du Commonwealth), et surtout l'argentin Carlos Ortiz de Rozas (ambassadeur à Londres et candidat malheureux en 1971). On parle aussi beaucoup du Prince Zaffrudin Agha Khan (Iran), ancien Haut commissaire aux Réfugiés. On évoque également un mandat écourté (deux ou trois ans) renouvelé à M. K. Waldheim, solution à laquelle les Chinois ne s'opposeraient pas. A suivre ...

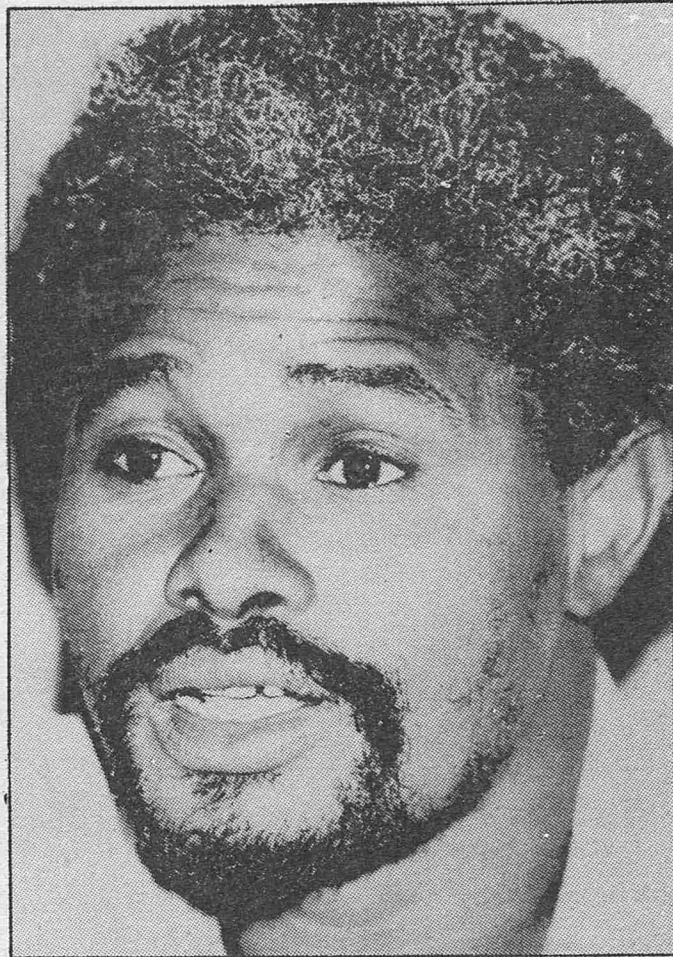
Jibé



Goukouni Weddeye



Kadhafi



Hissène Habré

LE TCHAD ET SES VOISINS

La pacification du Tchad et la réorganisation de son économie supposent l'existence d'un gouvernement fort et reconnu par les Africains qui l'entourent. Le GUNT s'avère incapable d'asseoir seul son autorité, sa dépendance en approvisionnement militaire (équipement), et moyens financiers expliquent sa fragilité et déterminent sa politique. Or il y a à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières des éléments qui cristallisent à leur manière des potentialités d'éclatement dont les motivations n'affleurent pas toujours.

La présence libyenne tant décriée par crainte d'une occupation rampante avait amené très tôt Abdel Kader Kamoungué à souhaiter le retrait des hommes du colonel Radouane ; peu après Goukouni lui-même, signifiait officiellement son congé à son puissant protecteur. L'OUA du coup se trouvait dans l'obligation d'apporter une réponse concrète et africaine à ce conflit.

Force est de constater qu'Ararap Moi et Edem Kodjo n'ont cessé de multiplier efforts et appels pour mobiliser et installer la force inter africaine. Il est apparu assez récemment des conflits déjà latents qui se manifestent aujourd'hui au sein des pays africains. Shehu Shagari a mal pris l'initiative d'une conférence réunissant les Etats membres de cette force à Kinshasa, ce qui fait penser qu'il y a au Nigéria une volonté de capitaliser pour d'obscures raisons - à son profit le prestige d'une telle initiative. Le Zaïre qui a déjà envoyé ses troupes bénéficier de l'aval de F. Mitterrand, lequel a rencontré Mobutu à Paris lors du sommet franco-africain, et réunit aussi la sympathie des chefs d'Etats d'Afrique Centrale, en particulier, le Cameroun qui connaît assez bien et de façon épisodique des tensions avec son grand voisin. Bien mieux encore, le Soudan continue son soutien aux FAN en dépit des appels pressants du président de

l'OUA à cesser toute aide aux « dissidents » à l'extérieur. Numeiry en « visite médicale » à Washington ne souffre sans doute pas d'une maladie diplomatique mais plutôt du Soudan. Son pays traverse une crise économique grave et d'aucuns pensent que les contradictions qui en résultent lui sont insurmontables, d'où la tendance à braquer les feux sur Kadhafi, considéré par Washington comme l'ennemi public n° 1. Quand on sait la facilité avec laquelle les FAN ont reconquis l'est tchadien, il devient probable alors d'imaginer une redistribution des cartes qui tiendrait compte du facteur Habré. Il l'a dit clairement : « rien ne se fera au Tchad sans les FAN ».

Lorsqu'il déclare que « leur disponibilité à chercher avec tous les tchadiens une issue pacifique au drame tchadien, seule voie capable de mener à une véritable paix », il parle, fort de ses victoires militaires, que conteste le ministre de la défense, Adoum Togoï. On se demande bien pourquoi, puisque les personnes qui fuient, attestent toutes la réalité du succès des FAN. Les USA qui ont finalement promis une aide logistique et financière au GUNT, ne jouent-ils pas un double jeu puisqu'eux seuls peuvent peser sur l'Egypte et le Soudan dans le sens d'une réelle neutralité ?

L'aide militaire française en matériel ne pouvait accroître la force du GUNT qu'en y ajoutant une diplomatie active auprès des américains. La rivalité qui est apparue entre nigériens et zaïrois, est un avatar qui montre la volonté de certains de jouer un rôle de puissance régionale, reléguant au second plan l'urgence du problème tchadien en lui-même. A mesure que se développe la situation post-Kadhafi, il semble que ce conflit théâtralise les relations de rivalité à l'intérieur de l'OUA.

Blaise N'Djehoya

Hissène Habré LE TROUBLE-FETE DE N'DJAMENA

Pour la première fois dans l'histoire de l'Afrique indépendante, des troupes inter-africaines ont été envoyées dans un pays africain afin d'y rétablir l'ordre et garantir la paix.

C'est un événement en Afrique quand on sait que jusqu'ici l'O.U.A., hormis de pieuses résolutions, a été incapable d'enrayer les foyers de tension qui s'y allument, ni d'éviter l'incursion de troupes étrangères au Continent.

C'est une victoire morale et politique pour l'Afrique, aux conséquences psychologiques insoupçonnables car elle démontre à qui veut l'entendre que le Continent va désormais s'occuper lui-même de ses affaires.

Mais cette intervention inter-africaine ne va pas sans soulever des difficultés. D'abord sur le choix même des pays composant ces forces ; car comment a-t-on pu accepter que des pays comme le Gabon et le Zaïre envoient des troupes au Tchad, quand on sait leur collusion certaine avec Hissène Habré et les milieux mercenaires qui sévissent encore en Afrique ?

Surtout en cas d'affrontements avec les FAN seraient-elles prêtes à croiser le fer avec l'intempestif chez Toubou ?

La semaine dernière, mettant à profit le départ des Libyens, ce dernier en a profité pour regagner les positions perdues et conquérir sans rencontrer de résistance la ville d'Abéché, malgré sa décision d'observer un cessez-le-feu dès l'annonce du retrait libyen. Hissène Habré, en fait, n'a cessé de lancer des raids depuis son sanctuaire soudanais, dès qu'il a compris que le départ des troupes de Tripoli ne modifiait en rien la détermination du Président Goukouni de

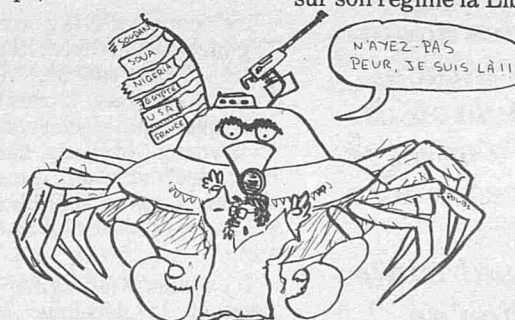
l'éliminer définitivement de la scène politique tchadienne, d'où la réaction violente du chef rebelle protestant dimanche 22 novembre contre l'envoi d'armes par la France au GUNT.

Marginalisé sur la scène politique tchadienne, Hissène Habré peut tenter de mettre à profit les divisions qui ne manqueraient pas d'éclater au sein de la force inter-africaine, pour opérer un spectaculaire retour en force quand on sait les tentatives de mainmise sur la direction des opérations, par le Nigéria, fort de la présence de ses 2 000 soldats et de son rôle de puissance régionale.

La situation de Hissène Habré, à des nuances près, ne va pas sans rappeler celle de Moïse Tchombé en 1960, au moment de la Sécession Katangaise : mis au ban de l'Afrique, celui-ci avait su jouer quelques temps, les divisions des

Reste le Soudan : même si le régime du dictateur Nimeiry annonce la suspension de toute aide à Hissène Habré, ce dernier n'est pas encore persona non grata à Khartoum et continue tranquillement d'acheminer hommes et matériel depuis ses bases du Soudan avec la complicité des autorités soudanaises.

L'autre jour à Washington, Nimeiry déclarait que le retrait Libyen était une tactique. Cette déclaration jette le masque sur les réelles intentions du dictateur de Khartoum. En proie à des difficultés économiques et politiques graves, il avait su habilement détourner la crise de son régime sur le problème Tchadien et braquer les feux de l'actualité sur les prétendues « menaces de déstabilisation » que faisait peser sur son régime la Libye de Kadhafi.



casques bleus de l'ONU pour prolonger le drame congolais.

Mais une donnée nouvelle est intervenue désormais au Tchad : c'est que le rebelle Toubou n'a plus en face de lui un Goukouni chef d'une faction mais un Président homme de compromis de toutes les Parties auréolé d'une nouvelle stature internationale : l'homme qui, après avoir rétabli la paix avec l'aide des Libyens, les a remerciés une fois leur mission accomplie, mais quelle sera la position des Etats Africains ayant soutenu jusqu'ici Hissène Habré ?

L'Egypte a annoncé d'autre part, la suspension de toute livraison d'armes au rebelle Tchadien.

Dans ces conditions, le dictateur Nimeiry a besoin d'un atout dans son jeu, en l'occurrence Hissène Habré, pour conforter la position de ceux qui, à l'intérieur du GUNT, redoutaient que le désordre ne s'installe une fois les Libyens partis, et que le GUNT menacé d'éclatement ne fasse appel à nouveau à Kadhafi, une fois que la force africaine aura fait la preuve de son incapacité à maintenir la paix. Imaginons la suite...

Ce scénario n'est pas impossible et il est probable que ces jours-ci, les canons se mettront à tonner à nouveau à N'Djamena.

Macodou Ndiaye



BRAZZAVILLE OU LE CONGO EN MUTATION

La crise du Tiers-Monde est celle de populations rurales vouées à l'émigration vers les grands centres urbains. Dans l'espoir de trouver un travail et de meilleures conditions de vie, les agriculteurs abandonnent les cultures vivrières et s'agglutinent dans des agglomérations tentaculaires et inadaptées. C'est ce qu'a observé Andrew Gwengen lors d'un voyage en Afrique Equatoriale. Cette relation de voyage en Afrique pose un problème essentiel : Quelle société naîtra d'un modèle de développement productiviste, destiné pour l'essentiel à l'exportation des matières premières, et brutalement appliqué à la société traditionnelle Africaine ?

L'aventure de la République populaire du Congo commence le 31 juillet 68. Huit ans, presque jour pour jour, après la proclamation de l'indépendance. Indépendance nominale, car notre peuple était conscient que l'unité était fictive, et que la direction politique du pays n'était qu'un instrument aux mains du néo-colonialisme français, précise le programme du Parti Congolais du Travail. Son soulèvement lors des journées des 13, 14 et 15 août 1968 - les Trois Glorieuses - fut une réponse cinglante à la politique de division, de tribalisme, de népotisme, de concussion et de servilité... entretenue par Youlou.

Le coup d'Etat de Marien N'gouabi et d'Alfred Raoul en 68, pour l'observateur, n'est que l'aboutissement des luttes ethniques qui déchirent le pays. Tous deux, et leurs successeurs, sont des hommes du nord des ethnies Kouyou ou M'bochi et remplacent au pouvoir les ba-congos du sud.

L'instabilité du régime est totale, pendant la décennie 70. Coups d'Etat manqués, complots découverts, ministres arrêtés, dissolution de la police, mise à la retraite des fonctionnaires « improductifs » marquent l'ère N'gouabi. Il est assassiné en mars 77. Dans le même mois l'ancien président Massemba-Débat est exécuté, le Cardinal Biayenda tué. Suivirent deux années de terreur militaire sous le régime de Joachim Yhombi... lui-même renversé par le président actuel, le colonel Sassou-Nguesso.

La constitution publiée en juillet 79 est forgée de bonnes intentions. Rien ne permet de dire qu'elle ne serait pas mise en oeuvre, si le pays disposait des moyens pour son action. D'ailleurs, le rapport annuel

d'Amnesty International paru en 1980, signale que tous les prisonniers politiques ont été libérés, hormis Yhombi, et que de nombreux cadres destitués ont été réintégrés dans le Parti Congolais du Travail.

Un cadre moyen d'un Ministère explique la différence entre le régime soviétique et français : le russe ici, c'est l'homme au vélocyclomoteur.

Tu les vois le dimanche se promener le long du fleuve avec leurs femmes sur le porte-bagage ! Si c'est ça la vie qu'ils veulent qu'on adopte, nous disons non tout de suite. Ce qu'on veut ici, c'est la Peugeot, et si possible la 504 climatisée, c'est ce qu'il y a de mieux. Dès que

gens ne font pas attention aux noirs. Mais après j'ai passé deux ans en Ukraine. Terrible : en plus des gens, il faisait un froid que nous ne pouvons pas supporter.

D'autres responsables, sans s'étendre sur leur passage en Union Soviétique, magnifient leur séjour en France. De ce fait, la situation des immigrés, les différentes manœuvres du gouvernement giscardien pour se débarrasser de ses étrangers sont incompréhensibles pour les congolais... et l'élection de Mitterrand soulève ici aussi bien des espoirs !

L'aide française est vivement souhaitée : lorsque Sassou est parti

L'heure est au sacrifice et à la mobilisation ordonnée, constate le rapport du Comité central du PCT de novembre 80.

Les premières difficultés du pouvoir proviennent de ses propres rangs. De l'avis de militants l'organisation marche mal et le rapport déplore que bon nombre des membres du parti ne s'acquittent pas de leurs obligations élémentaires, c'est à dire payer leur cotisation. La corruption persiste, quoique verbalement combattue avec violence : le même rapport demande au gouvernement de tout mettre en oeuvre pour endiguer toute tentative de dilapidation de médicaments et petit équipement qui seront mis à la disposition des formations sanitaires pour les soins du peuple.

Mais si la corruption ne concernait que les membres du Parti, ce serait un moindre mal. A vrai dire, elle est l'une des règles obligées pour survivre. Impossible d'obtenir un emploi sans relation, la garantie d'un marché sans pots de vin discrets, une promotion sociale sans parrainage par un homme influent auprès du pouvoir, etc... etc...

1980 fut consacrée « année test ». Aux résultats, tout sera clair et personne ne saura se camoufler derrière des faux-fuyants, derrière des paravents subjectifs tels que le tribalisme ou le régionalisme. C'est ce qui explique déjà les inquiétudes qui crispent certains visages... la lutte révolutionnaire ne permet pas qu'on couvre des malfaiteurs et des saboteurs, affirmait Etumba, l'organe central du P.C.T. en octobre 80.

Le bilan fut médiocre et quelques réformes l'ont suivi !

Les responsables congolais savent mieux que personne qu'ils ne peuvent se passer de leurs

...Mais le peuple préfère Paris à Moscou!

quelqu'un a un peu d'argent, eh bien ! il s'achète un costume et un attaché-case.

Le français est resté la langue nationale après la décolonisation. Le lingala parlé dans le nord du pays et le munukutuba dans le sud ne pouvaient remplacer la langue connue de toutes les ethnies. Mais si le français sert l'unité nationale de l'état, il maintient un lien affectif très fort entre la mère, la seconde patrie, celle que l'on aimerait voir ne serait-ce qu'une fois avant de mourir.

Cette sympathie marquée pour Paris rend plus difficile la coopération avec l'Union Soviétique. Un instituteur se plaint de son séjour en URSS : d'abord je suis resté à Moscou. C'était supportable car c'est une grande ville. Les

pour Paris, relate le directeur d'une entreprise nationalisée, il y avait des milliers de gens à l'aéroport de Mayo-Mayo. Tous criaient : Sassou va voir Giscard, tu auras ton milliard ! Et il l'a eu son milliard ! Il voulait aussi aller en URSS, en novembre 80. Eh bien, ils ont refusé qu'il vienne, la veille de son départ, comme un mal-propre ! Ah, il a bien fait de leur refuser une base aérienne !

Cependant, cette affection pour la France est tempérée par les affaires africaines de Paris. Les épisodes de Centrafrique sont des sujets de rigolade forts appréciés et les interventions militaires de Kolwési, au Zaïre voisin, et du Tchad sont unanimement condamnées au nom de la souveraineté des Etats.

CONGO...

cadres. Les menaces ne furent pas appliquées.

Car l'insuffisance militante, la corruption, l'inefficacité de l'encadrement ne peuvent expliquer la misère endémique qui ronge le pays.

Un slogan jaune sur fond rouge peint sur les murs de Brazzaville. Mais comment occuper 400 000 personnes entassées sur une douzaine de kilomètres de rive du Congo ? ... alors que Brazza n'est qu'un port fluvial... et que la production des richesses du pays se fait ailleurs. L'Okoumé, un bois précieux, et le limba sont exploités dans le nord, toute l'industrie d'extraction minière est dans le sud, le pétrole est tiré de gisements offshore sur le plateau continental de l'océan atlantique.

Les transports aériens sont inexistant : un seul avion assure le service des lignes intérieures de la Lina-Congo. Les transports routiers sont limités au transfert des denrées de première nécessité de la campagne vers les villes. Il n'existe que 500 kilomètres de routes goudronnées pour un pays de 1 200 dans sa plus grande longueur et de 500 environ dans sa

Le Congo en bref

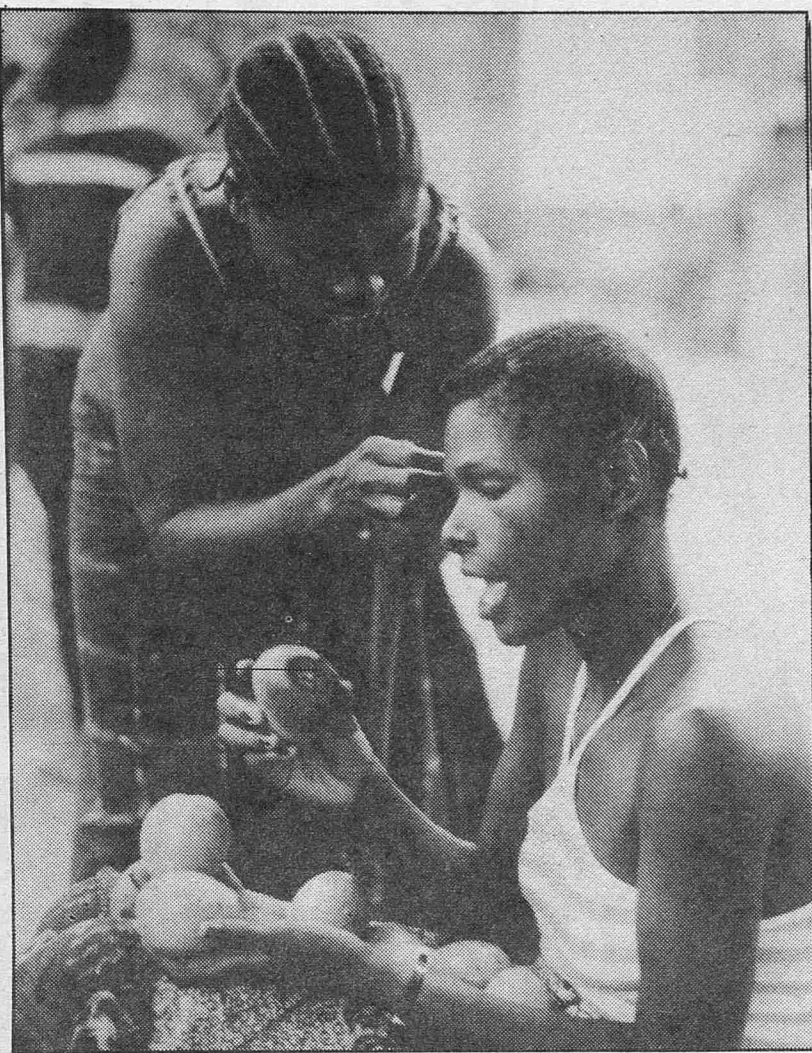
Depuis la chute de l'Abbé F. Youlou (1963), le Congo s'est engagé de plus en plus sur la voie d'un régime de type « socialiste », marqué par le passage au pouvoir des syndicalistes (Massamba Debati) et des militaires. La mort de Mariem N'Gouabi a ouvert une période d'instabilité et d'affrontements entre les diverses factions du Parti congolais du Travail (PCT), parti unique au pouvoir, qui a abouti à l'élimination de Joachim Yhombi-Opango et à son remplacement (février 1979) par Denis Sassou Nguesso, l'actuel chef de l'Etat.

Malgré ses choix idéologiques (le Congo est devenu une « République populaire » en 1979) et ses liens avec l'URSS (qu'il a soutenue à propos de l'Afghanistan), le Congo n'en entretient pas moins des relations étroites avec les milieux d'affaires français.

L'économie congolaise qui a longtemps stagné, profite depuis 1979, de l'exploitation de ses ressources pétrolières. Les exportations de pétrole ont atteint 2,5 milliards de francs français en 1980, soit 55 % du Produit National brut (contre 28 % en 1978). Mais il faut noter que les réserves estimées ne sont pas très importantes (70 millions de tonnes pour une production annuelle de 2,6 millions en moyenne).

Le pétrole mis à part, le Congo a une activité industrielle peu développée, fondée sur l'exploitation par des firmes multinationales d'un gisement de potasse et essentiellement centrée sur l'importante zone portuaire de Pointe Noire, dans le sud-ouest du pays.

L'agriculture congolaise n'obtient que de modestes résultats. Deux cultures d'exportation, le café et le cacao, rapportent environ 100 millions de francs français, soit, 2,5 % du Produit National brut (à eux deux, ils assurent 85 % des exportations agricoles). Mais le reste de l'agriculture stagne à un niveau artisanal avec des rendements parmi les plus faibles d'Afrique, d'où un déficit perpétuel de la balance agricole équivalent lui aussi à 2,5 % du produit national.



largeur. Et si le fleuve Congo est navigable, en amont de Brazzaville, sur près de 1 000 kilomètres, la flottille est trop souvent composée de grosses pirogues traditionnelles équipées de moteurs peu puissants.

Les activités de la capitale se résument pour l'essentiel aux tâches administratives de l'appareil d'Etat, à l'équipement de la localité et aux mouvements portuaires. Autant dire qu'elles ne concernent qu'une faible partie de la population. Ceux qui ont la chance d'avoir un emploi assurent un travail hebdomadaire de 40 heures réparties sur 6 jours et pour un salaire mensuel moyen aux alentours de 500 francs français. Un salaire qui ne permet pas l'accès aux produits importés, sinon pour quelques marchandises indispensables comme les vêtements.

La subsistance est assurée par le marché africain. Chaque quartier dispose de son marché et, de plus, les habitants proposent aux passants, sur de petites tables devant chaque case, les produits venus du village ou récoltés dans les jardins minuscules exploités le long du fleuve et à la périphérie de la ville. Fruits, manioc, vin de palme blanchâtre, arrachides, huiles jaunes ou orangées, piments rouges sont ainsi vendus par toute la ville.

Le travail commence à 6 heures 20. Dès 5 heures les « foulas-foulas » bleus, des camionnettes J7 acquises par les commerçants pour palier aux carences des transports collectifs, et les gros cars rouges et crème des mairies reprennent leur ronde infernale. Les travailleurs s'y entassent à cinquante par véhicule, sous les cris du contrôleur qui tente de fermer la portière. Et ils foncent à travers la ville, écarts brusques pour éviter les trous du macadam, coups de klaxons bruyants à cause des vélomoteurs, des petites carioles des porteurs qui encombrant la chaussée et avancent avec lenteur sous des charges impressionnantes. Lorsque la température atteint 30 à 40°, le métro à Paris aux heures de pointe n'est rien !

Brazza est le paradis de la case « individuelle ». Peu d'entre-elles sont électrifiées, les adductions d'eau sont rares et il n'existe pas

de tout à l'égoût. Généralement le mobilier est modeste, réduit à une table, une petite armoire pour la vaisselle. Le linge est le plus souvent suspendu à des porte-manteaux et les lits sont de simples nattes dans de nombreuses familles.

Pour le « moundélé » (le blanc), fraîchement débarqué d'Europe, la case est le comble de l'indigence. Comment imaginer résister aux températures tropicales sous la protection d'une simple tôle ondulée ? Comment faire avec quelques litres d'eau quotidiens pour satisfaire aux besoins domestiques ? Et pour la toilette ? Comment se débarrasser des détritus lorsqu'il n'y a pas, ou si peu, de ramassage par camions bennes ?

Et bien, l'Africain de Brazza applique tout simplement les méthodes ancestrales, celles du village : aux fortes chaleurs de l'après-midi, il s'installe à l'ombre d'un arbre, dans la cour qui entoure chaque case ; pour la lessive et le bain hebdomadaire, il descend au fleuve ; les détritus sont entassés en un tas collectif au bord de la rue et quelqu'un y met le feu de temps en temps.

Mais l'Etat se propose de remédier à cette situation : par l'électrification, par un réseau d'eau potable, par le tout à l'égoût, par le ramassage des ordures, par le goudronnage de toutes les rues, etc... Finies les pratiques villageoises !

La scolarisation des enfants, le brassage des ethnies à Brazzaville, la lutte contre le fétichisme, la libéralisation de l'avortement, le développement d'une idéologie nationale laissent présager que les changements ne se borneront pas aux pratiques villageoises.

L'année 1981 est dite « année tampon » au Congo, avant la mise en place du premier plan quinquennal. Le peuple congolais profitera-t-il réellement de la conjoncture internationale qui semble favorable aux petits producteurs de pétrole grâce aux restrictions de production des grands pays producteurs ? L'histoire contemporaine du pays a montré bien des visages... et tout pronostic relève de la magie !

A. GW.

Chronique

GUYANE: LE MAGMA RACIAL

Le raisonnement du dominateur blanc se traduit en rapport de la délinquance et de l'infériorisation parce que le Boni... refuse la sujétion.

La nature a en sorte stoppé en Guyane le processus de ce type de raisonnement qui se veut avant tout révélateur. C'est le produit de la xénophobie d'une espèce d'Européen dans un climat socio-économico-politique généralisée. Le magma racial ne meurt pas. Une fraction d'européens sincère pourrait dire que les français ont un racisme hépatique.

Henri Coudreau ne mâche pas ses mots, il explique : *Il est triste de constater que le premier vice que le sauvage nous emprunte en se civilisant, c'est l'avarice. Et ce n'est pas seulement chez le nègre qui s'est élevé péniblement au-dessus de sa situation première comme Apatcu, qu'il s'est donné de voir ce phénomène se manifester, je l'ai constaté chez des primitifs chauffés à blanc dans nos grandes écoles, privilégiés arrivés par hasard, grâce aux faveurs qui leur sont faites aujourd'hui dans nos provinces exotiques, à de hautes situations administratives. Et cela m'a paru tout particulièrement révoltant. Qu'un de ces parvenus des races rachetées, sorti, si vous voulez, de l'école polytechnique, cela m'est égal-devienne mon supérieur hiérarchique, c'est déjà assez sévère, mais qu'il se permette d'être d'une avarice à faire rougir une douzaine d'usuriers, cela me donne de singulières idées de notre fraternité française si hypocrite chez nous et si naïve au-delà des mers.*

De tels propos vilipendés ne peuvent tomber dans les oreilles d'un sourd car il faut au dominateur élaborer une structure d'assujettissement. Les Bonis y échappent.

Inexorablement pourtant les européens loin d'accepter les défaites de 1726-1761-1772 créaient un corps expéditionnaire spécial auquel le pouvoir y joigna un corps de créoles. Les acteurs africains de la fin du XXème siècle apparaissent encore les sénégalais.

Boni principal chef dirigeant des Bonis donna son nom à la tribu, il avait une maturité politique, promettait la liberté à son peuple et il assurait aux soldats créoles : *« Vous êtes des traîtres, des lâches qui combattez contre vos frères je serai sans pitié pour vous. »*

Boni faisait également une distinction entre les cadres de la guerre et les simples soldats européens. Illustrant par la même sa clairvoyance, il leur explique que ce ne sont que de malheureux blancs esclaves qui se battent contre n'importe qui, pour quatre sous par jours.

Le pouvoir impuissant à les contrôler, porté par la Révolution appelle à sa rescousse le gouvernement hollandais afin d'exercer un droit de poursuite en Guyane contre les nègres d'Afrique soifs d'une liberté nouvelle, et d'une féconde terre.

Les européens luttèrent vingt ans contre les Bonis. Le héros Boni tomba victime d'une trahison de ses frères.

Les historiens impartiaux doivent rapprocher la collision des forces coloniales françaises et hollandaises d'hier à celles de maintenant en effet en octobre dernier Paris et Amsterdam organisaient des manœuvres militaires à Marie-Galante (Guadeloupe). Le 33ème RIMA stationné à Fort de France et en Guadeloupe, le 21ème infanterie Coy (Curacao) se prétaient à des opérations communes. C'est une significative politique de la poursuite logique du colonialisme français par surcroît socialiste.

R. Charlotte

En bref

Les auxiliaires du pouvoir ne sont pas à un vœu pieux. Cette fois ils espèrent obtenir du pouvoir un calendrier scolaire guyanais qui existait avant la départementalisation. Il s'agit de faire rentrer bientôt 20.000 élèves de Guyane au mois de novembre plus précisément en 1982. Assurément cela déplaît les quelques centaines de colons français qui réclament un alignement pur et simple du calendrier scolaire à celui de la France. Les auxiliaires n'ont pas vocation à s'imposer. La majorité d'opportuniste s'en remettent à plat ventre au bon vouloir du secrétaire des colonies, M. Emmanuel.

Quand à Paris, les européens se plaignent des matins frais de la fin de novembre, à Cayenne le thermomètre accuse des hausses de fortes température.

Un nouveau May Li à l'île de Samar!

Le 15 septembre 1981, dans le village de Sag-Old, au nord de l'île de Samar, des éléments des Forces spéciales philippines (police paramilitaire) ont massacré 45 personnes ; hommes, femmes et enfants.

Les habitants de ce paisible village n'ont rien compris à ce qui leur arrivait.

Un commando des forces spéciales a débarqué armes au poing très tôt le matin dans leur village. La population rassemblée de force ne réalise pas ce qu'on veut d'elle. Les forces spéciales séparent les hommes des femmes. Les femmes et leurs enfants sont emmenés à 1 km du village. En fait, les forces spéciales sont à la recherche du commandant Racel du New People Army (un des fronts militaires contre le régime dictatorial du président Marcos). Ces femmes, ces enfants, ne savent rien, les forces spéciales pensent que cette paisible population d'agriculteurs ment. Alors, ils tirent. Le bilan est lourd : 45 morts. Ça s'est passé à l'île Samar (Philippines) ... Deux mois après la grande presse est toujours silencieuse, pourtant, la B.B.C. était là, mais le président Marcos a bloqué l'information.

« Mohamed Cohen » Réinventer le quotidien

Mohammed Cohen, fils d'une musulmane et d'un juif tunisien nous conte son chemin dans la vie et la difficulté d'être un « cent pour cent juif-cent pour cent arabe » en cette fin de XX^e siècle.

Tunisie Israël Suède Tunisie ; la boucle est soudée. Entre temps, l'histoire elle aussi a suivi son cours.

Mohamed Cohen, de par son vécu, possède une richesse considérable où toute oeuvre pourrait puiser ; il en semble conscient d'ailleurs lorsqu'il raconte l'ardeur qu'il mettait, enfant puis adolescent, à écrire ses souvenirs. Pourtant cette conscience reste superficielle et ne dépasse guère les intérêts personnels. Bien sûr, la vie est faite de ces vies quotidiennes, difficiles, tristounettes, fiégeantes, que chacun de nous affronte tous les jours, et c'est ce qui nous épuise tous : réinventer le quotidien.

Loin de moi l'idée de refuser de croire que ce quotidien est à rejeter. Au contraire, et je crois que si Claude Kayat a choisi ce biais pour nous transmettre à travers son expérience un peu de ce sentiment de tolérance, c'est bien parce que le quotidien a aussi sa raison d'être. Ce sont les rapports humains qui en font la grandeur. Or, à trop vouloir parler du quotidien, Claude Kayat tombe dans l'anecdotique. Oui, il nous parle de sa famille, de ce demi-frère, des autres, mais il vide de leur contenu ces relations en les voulant plus près, toujours plus près du réel, à trop vouloir les expliquer. Là où il est le plus attachant, c'est justement lorsqu'il parle de ce demi-frère laissé en Tunisie, dont les idées pourraient les séparer mais pour qui l'affection demeure. Je ne crois pas que l'on apporte quoi que ce soit en déplorant la guerre par quelques remarques de son sens le plus élémentaire. Je ne crois pas non plus que l'on puisse justifier la création artistique en quelques phrases lorsque Mohammed, adolescent, pose cette question : « Comment peut-on s'adonner à la poésie quand on est entouré de gens à moitié mort de faim ? N'est-ce pas cruel et absurde ? »



S'il est une chose difficile, c'est bien le mélange des genres et de l'anecdotique au métaphysique, on trebucherait souvent ici.

Bien sûr, les problèmes de la double culture et du racisme évoqués continuellement au cours de ces 300 pages, mais un peu naïvement. Cela se voulait humoristique, je crois plutôt que c'est l'absence d'une réelle conscience politique qui en est la cause. Elle seule aurait permis d'atteindre soit la sérénité, soit la création. Enfin, je tiens à souligner que si nous avons affaire à un de ces « terroristes de la langue française » dont *Sans Frontière* a déjà parlé, il me semble que ce terrorisme - pour ne pas dire ce style - tend plus vers le jeu de mots que vers autre chose. Dommage ! Pourtant, je dois reconnaître que j'ai lu jusqu'au bout ce livre et je crois que c'est parce qu'il est « bourré » de bonnes intentions.

L.M.

18- Sans Frontière

CULTURE

livres

Vendredi 27 novembre 1981

Prenant la suite
de Frantz Fanon
et en réactuali-
sant certains de
ses thèmes,
Julie Lirus se
penche sur l'iden-
tité Antillaise.

« Identité antillaise » par Julie Lirus

Marronisme, assimilation, antillanité

Cette provocation à une prise de conscience, ainsi que le choix de l'éditeur sont un pas supplémentaire dans l'action de militantisme, social, politique et clinique de Julie « Lynne » Lirus. Ce livre, publié à compte d'auteur, ne pu l'être que grâce à quatre cent cinquante souscriptions recueillies par Julie Lirus auprès des antillais qui ont participé en répondant aux tests, à sa genèse, tant aux Antilles qu'en France.

Ni Africain, ni Français : l'Antillais est depuis longtemps à la recherche de son image de soi, représentation de soi. Les Antilles, c'est 2.880 km² - 647.000 habitants - département français depuis 1946.

En 1493, les Caraïbes qui avaient remplacé les Arawaks en Guadeloupe et Martinique entre autres, découvrirent Christophe Colomb, hagard, affamé, malade.

En 1635, ces îles deviennent possessions françaises jusqu'en 1658, prenant comme prétexte fallacieux qu'ils étaient « difficiles à dresser, peu résistants au travail et orgueilleux », les français s'appliquèrent à pratiquer le génocide des « Caraïbes ».

A partir de 1650, ces Caraïbes, si faibles seront remplacés par des esclaves africains, achetés, volés, pour la majorité, sur la côte du golfe de Guinée ; es engagés et fonctionnaires français venus de Normandie et de Bretagne s'installèrent aux Antilles. La politique esclavagiste mise sur pied se poursuit dans les plantations jusqu'en 1848 sans intermède à la Martinique, et avec une trêve de 1794 à 1804 en Guadeloupe.

De 1852 à 1867, l'Inde et encore une fois l'Afrique, fournissent des « travailleurs sous contrat ». Des chinois arrivent vers 1880, des Syriens, des Libanais, dans l'entre deux guerres - des français toujours.

Chaque « homme » arrive avec sa

propre culture. Au fil des années, pour survivre, la population hétérogène (augmentée des enfants métissés - les mélanges ethniques se faisant dans le sens unique blanc/négresse), vont créer une culture répondant aux exigences du milieu. Elle s'est forgée un système social, une culture propre, des croyances et une langue : le créole - expression linguistique originale - langue de l'esclave et du maître, née et développée au contact étroit de l'un et de l'autre.

SOCIÉTÉ ANTILLAISE - PREJUGES - SUPERSTITION - STEREOTYPES -

Dès le début, le dialogue des cultures se fait dans le contexte du rapport hiérarchique des classes, la hiérarchie des classes est devenue hiérarchie des cultures. La politique coloniale, en associant tout ce qui est pouvoir, richesse, puissance à ce qui est blanc a inculqué à l'antillais un préjugé contre lui-même et l'a rendu négrophobe - l'église catholique, acteur important, prêche la soumission, l'ordre voulu par Dieu. Elle fonde la racine idéologique de la mission civilisatrice sur la supériorité de la civilisation blanche - l'abolition de l'esclavage n'a rien mis fin aux préjugés : racial, classe, de couleur, de culture.

Cette société, dans laquelle il est de mauvais ton d'être « foncé de peau », le nègre est par définition pauvre, inculte, sans savoir-vivre, sans éducation. La société antillaise est « patrilocale » dans les milieux de la bourgeoisie locale, la petite bourgeoisie et dans les milieux à revenus moyens. Elle est « matrilocale » à concubin semi-permanent ou de passage, dans les milieux pauvres. Ces deux « Sociétés » vivent les mêmes contradictions. Il existe un paradoxe entre le rôle fictif de l'homme, sa place dans un grand nombre de

familles et sa mentalité de « macho », le don-uanisme et son « pendant » le mépris de la femme.

Le statut de la femme est infériorisé, alors que son rôle est prépondérant pour tout ce qui concerne l'éducation des enfants, leur équilibre psycho-affectif et très souvent, l'apport financier. Economiquement, la départementalisation en 1946 a rompu l'équilibre précaire qui existait à l'époque de la colonisation.

La croissance économique dans la cadre départemental a aggravé les principales distorsions que voulait résoudre la départementalisation : le chômage, la disparité des revenus, etc...

La situation de dépendance chronique économique, juridique, politique et culturelle à l'égard d'un centre de décision externe et éloigné, bloque tous les facteurs internes de dynamisme nécessaires au développement autonome.

L'économie qualifiée « en balcon » se caractérise par une atrophie des secteurs producteurs de biens, et une hypertrophie des secteurs producteurs de services. Par ailleurs, le S.M.I.C. est inférieur de 15 % au S.M.C. français, alors que les salaires des fonctionnaires se voient augmentés de 40 % pour vie chère.

Tous ces états de fait ont amené une série de conflits sociaux et politiques, traduits par des grèves nombreuses et des émeutes depuis 1959 jusqu'à dernièrement tant en Guadeloupe qu'en Martinique. Sur le plan religieux, le monde antillais est à croyance et pratiques magico-religieuses importantes : mélange de religions animistes africaines, de catholicisme populaire et de superstitions européennes - éléments magiques dont le rôle est très important dans le quotidien.

Société de répression linguistique, voire de conflit de langues, la société antillaise évolue dans une

atmosphère saturée en contacts sociaux personnalisés et hyper-affectifs, où le « fais-ça pour moi »

est à tous les niveaux, transformant ainsi les actions entreprises en services rendus, en don et contre-don.

Forte de toute cette complexité, Julie Lirus, utilisant une méthodologie précise (tests de Rorschach), est allée sur le terrain demander aux antillais de se définir... Par rapport à la migration... Par rapport aux africains... Par rapport aux autres antillais de l'immigration... Par rapport aux antillais de l'autre île (Guadeloupe ou Martinique) puis l'ultime question : Qui suis-je ?

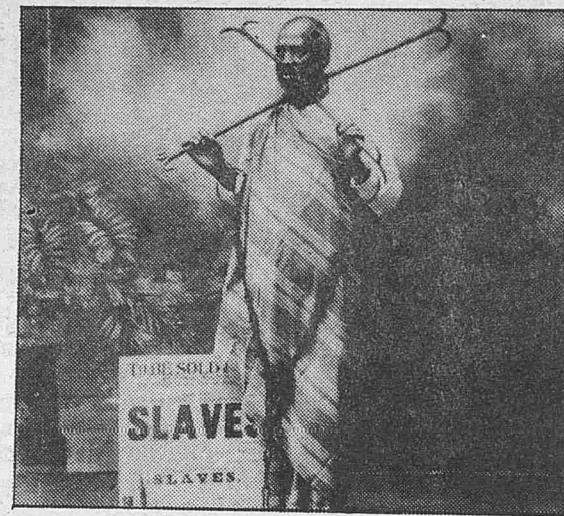
Après le dépouillement de cette longue et lente enquête, la conclusion pour Julie Lirus était que l'Antillais, lancé à la recherche de son identité l'avait atteinte sous la forme de l'antillanité, bien que pour elle, une spécificité propre à chaque île en ressortait.

Pour Julie Lirus aujourd'hui, il existe une « martiniquanité » et une « guadeloupéanité » qui sont la concrétisation de la décision de prise en charge des antillais par eux-mêmes avec leurs démarches et leurs sensibilités respectives ; Une fois que ces deux spécificités seront opérationnelles, le dialogue s'établira spontanément et l'antillanité deviendra efficace.

Première étude faite en suivant une méthodologie rigoureuse, sur le problème complexe de la société antillaise, sa réalité, sa quête d'identité. L'identité antillaise est une bible et une mine d'informations que nous nous devons en tant qu'antillais, de conserver à portée des yeux et du cœur pour construire l'avenir...

La suite au prochain ouvrage de Julie Lirus.

Osange Silou
(Julie Lirus « Identité Antillaise » - éditions caribéennes en vente à l'Harmattan).



« Le sang du flamboyant »

Une trop longue hésitation

A première vue, ce film paraît bon. Bon, parce qu'il semble remplir sa mission. Le spectateur est content, sa conscience est tranquille.

Ce film donne une autre image des dits D.O.M. On voit des gens vivre et même résister. On a même un héros : Albon ; donc ça va.

Le spectateur antillais lui, il jubile (salles combles à Fort-de-France). Lui, il est le rebelle coutelas en main, face au méchant « béké » qui pour une fois est puni (ou presque). Il s'identifie, ça va. De plus, c'est bien de nous qu'il s'agit cette fois : « Tiens, mais c'est Untel, mais qu'est-ce qu'il fout là ? ». Bien des fois j'ai entendu des spectateurs apostropher sur l'écran qui un ami, qui un cousin ou une soeur.

Mais là s'arrête l'enthousiasme. Car, hormi l'agacement qu'on peut

éprouver par rapport au fait, en ce qui concerne les Antilles, l'art en général est toujours tourné vers le passé, vers des éternels retours vers des pseudo-époques glorieuses, comme pour éviter de soulever un masque hideux d'une Martinique et d'une Guadeloupe de 1981 ; Ce film apparaît boiteux à une relecture, boiteux quant au fond et à la forme dans la manière de traiter l'histoire antillaise et plus particulièrement ici, l'histoire de Beauregard. Puisque de toute façon, la publicité, en Martinique, s'est largement appuyée sur le fait que le personnage du rebelle est tiré de celle de Beauregard, héros populaire martiniquais, et effectivement les gens se déplaçaient en fonction de cet élément. Certains disaient même : « Ce soir on va voir le film sur Beauregard ».

Ce film est boiteux, car, à mon avis, lorsqu'on choisit de traiter de l'histoire d'un héros de résistance, il faut choisir entre deux orientations différentes et aller jusqu'au bout de son choix et non hésiter constamment entre deux formes possibles... Il aurait fallu comme le fait François Migeat, soit prend



en compte complètement le mythe Beauregard. Et quand je parle de mythe, je parle de cette ferveur qu'ont nos grand-mères d'en parler et de déclarer que c'est un être extraordinaire, quasi magicien, héros surnaturel qui a tenu tout le monde (Etat français et population) en haleine pendant 7 ans. Et ce mythe est encore ancré dans les mémoires de chaque martiniquais. Alors pourquoi réduire le héros à un mâle vexé, qui prend le maquis parce qu'un « béké » l'a fait cocu, et pas pour autre chose ? Cela nous aurait au moins évité de revoir cette sempiternelle image de la femme antillaise provocatrice et facile qui accepte très vite de coucher avec le « béké », après avoir minaudé du bout des lèvres un mince refus, non pas parce qu'elle-même elle refuse, mais uniquement parce qu'elle a peur de son mari. Ne parlons pas de cette autre image de la femme martiniquaise « vaudouïsante » (?), donnée par l'héroïne du film Elia celle qui aidera Albon dans sa résistance.

L'autre manière intéressante de traiter ce sujet eût été de l'aborder sous un angle effectivement

historique. Et une recherche historique montrerait un Beauregard-Albon, homme martiniquais dans toute sa splendeur, c'est-à-dire machiste et orgueilleux, brutalisant les femmes quand il passait dans les cases se ravitailler il n'était certainement pas ce gentil-man qu'on voit sur l'écran, il effrayait souvent la population. De plus, on s'aperçoit que Beauregard faisait partie de cette espèce maudite des esclaves puis plus tard des coupeurs et des amarrures dans les champs de canne ; il était gère d'habitation, celui qui faisait le lien entre le béké et les travailleurs, chargé de les faire travailler sous 35° à une cadence infernale. Une connaissance plus approfondie aurait permis d'éviter certaines erreurs, et une vue globale des coutumes, des mentalités et de l'histoire auraient donné une autre tournure au film. Tout cela pour dire qu'en fin de compte, « Le sang du flamboyant » est un film moyen avec des moments de rire. Mais il ne nous concerne pas, vraiment. En tout cas il ne nous émeut pas.

Aline N'Goala

« Votre enfant m'intéresse »

L'école : un lieu culturel

L'école institutionnelle, être immuable depuis Jules Ferry est si bien ancrée dans nos traditions que nous remettons très peu en cause ses objectifs et ses limites. L'école telle que nous la connaissons a institutionnalisé le transfert du savoir qui se passait pourtant d'elle bien avant sa création. Si ici et là sont menées des expériences pédagogiques, l'histoire de l'éducation est jetée aux ténébres.

C'est cette histoire que tente de nous retracer Jean Michel Carré et son équipe dans son long métrage « votre enfant m'intéresse », actuellement sur les écrans.

Les notables ayant depuis longtemps fait appel à des précepteurs, il s'agit d'une reconstitution de l'éducation populaire à travers les siècles pour aboutir à une réflexion sur l'école aujourd'hui, cette école laïque et obligatoire créée pour l'ensemble du peuple.

Cette école J.M. Carré ne la présente pas ex nihilo, mais nous la restitue d'emblée dans la problématique de la famille atomique, image relativement récente liée au développement des manufactures, du travail ouvrier et donc des villes.

Si jusqu'au 16ème siècle, la majeure partie de la population est rurale et vit en communauté

économiques bien structurés où le savoir se transmet oralement, le développement des villes voit affluer des gueux, des vagabonds libertaires dans l'âme et sans racines car sans terres - parmi eux beaucoup d'enfants - il faut éviter que cette gangrène sans foi ni loi ne se développe... Ainsi naissent les premières écoles sous formes d'hospices ou de geôles au nom de l'ordre.

Les « Gueux-ouvriers » encore trop peu nombreux dans les fabriques demeurent indomptables : il faut les éduquer leur apprendre le sens de la famille, ce à quoi va s'évertuer toute la bourgeoisie philanthrope ou pas.

Tout cela nous le savions plus ou



moins, mais le grand intérêt du film est de montrer qu'en parallèle à cette éducation ou plutôt moralisation bourgeoise s'est toujours développée une connaissance, un transfert du savoir chez ces ouvriers des villes, dans la rue, mais aussi dans les écoles populaires inspirés de la méthode mutuelle où les élèves s'enseignent entre eux ; Napoléon 1er ne fût il pas étonné lui-même d'apprendre que 80 % des conscrits de la région parisienne étaient alphabétisés sans avoir mis les pieds dans une école. Cet enseignement parallèle était bien trop dangereux pour l'ordre établi pour demeurer sans contrôle ; d'où tous les efforts de la bourgeoisie en vue de canaliser et aboutir à l'école obligatoire très inspirée par celle des frères.

De ces écoles d'enseignement mutuel, autrefois pépinières de révolutionnaires, il reste quelques expériences dont la rue Vitruve dans le 20ème arrondissement de Paris dont les élèves participèrent grandement au film qui est plus qu'une grande fresque historique, mais un va et vient entre le passé et le présent qui se superposent parfois.

Le film pose également le problème de l'abandon de l'enseignement par les socialistes de la fin du XIXème siècle au mains de la bourgeoisie qui se dépêcha d'en

faire une fabrique de bons citoyens honnêtes et propres. Il faut rétablir la tradition car aujourd'hui le jeune enfant contraint de parler français, aujourd'hui le jeune enfant d'immigré se voit interdit sa langue maternelle dans la cours - « Les bonnes manières » sont aussi de rigueur.

L'école est sûrement autre chose qu'un antre du savoir fermée à toute vie sociale et active ; Elle se doit être avant tout le lieu de l'apprentissage d'une liberté responsable, un lieu de connaissance du monde intellectuel mais aussi de la production.

Nous en avons peut-être trop dit où pas assez sur ce film passionnant et loin d'être rébarbatif car les montages sont plein d'humour. J'y ai beaucoup ri et appris autant que dans un gros livre, dans ce film qui n'est pas tout à fait une reconstitution, encore moins un documentaire.

Un gros travail de recherche historique mais pas une thèse. Un film militant peut-être mais pas un tract. Ce film est une grande page illustrée de notre histoire de citoyens, avec en prime une interview exclusive pour une radio libre de Karl Marx.

Un seul regret : ce film ne passe qu'au St-Séverin.

Khadidja Bachiri



Vus par Peira Cava

Lola, une femme Allemande

de Rainer Werner Fassbinder, avec Barbara Sukowa, Mario Adorf et Armin Mueller

Ce film est un peu chiant, mais j'en aime bien la démarche. Fassbinder fiche en l'air un tas de mythes et en particulier celui de la rédemption. Lola-Marie-Madeleine, est une fiefée putain et le reste jusqu'au bout envers et contre tous, beaucoup plus contre, d'ailleurs.

Elle est putain avec sa mère, avec sa fille, avec le père de sa fille, avec son entreteneur et son cocu de mari rédempteur, Jésus-anti-diable-au soufre. Les choses se passent comme elles se passent réellement dans la vie. Fassbinder dit la vérité. Comme dans la vie ce ne sont pas les forces du Mal qui l'emportent. Mais le Mal se travestit en Bien, pour donner le change. Le Diable c'est Dieu et vice-versa. D'ailleurs, où est le Mal, où est le bien ? Notre morale n'est qu'une fable pour gogos. Et dans ce film, le gogo c'est Jésus. Comme toujours. Il a son regard bleu d'illuminé, illuminé en bleu par le projecteur de Fassbinder. Il est lui-même tout de bleu, comme le ciel, lorsqu'il converse dans la voiture, rouge comme le Diable, avec la pécheresse aux teintes chaudes, comme la chair, pour lui crier son amour, comme Jésus rédempteur qu'il est. Mais là, comme dans la vie, Marie-Madeleine s'en fout et le prend pour un pigeon (ou une colombe, si vous préférez, gentils chrétiens) et l'exploite jusqu'au trognon.

Le plus sympa c'est le Diable, ce promoteur Ponce Pilate, qui au fond l'aime bien, son visionnaire ; car il est à la fois sa bonne conscience et son petit côté fleur bleue. Pourquoi croyez-vous que les mécènes entretiennent les artistes ? Nobel n'était-il pas un fabricant de mort ? Et dans tout ça, la politique ? Mais l'Allemagne, ce n'est pas uniquement Lola ; les deux autres aussi en sont la symbolique. Trinité ni triste ni gaie. Aussi plate qu'être. Ou ne pas. Comme n'importe quel pays. OU entité. Comme vous. Comme moi.

La gueule du loup

de Michel Leviant avec Miou-Miou, Paul Crauchet.

C'est un film d'atmosphère ; atmosphère dit par Arletty dans « Hôtel du Nord ». A ce point que je m'attendais à entendre les hommes rouler les « r » comme les roulaient Chevalier ou Gabin en 1936.

Il y a dans ce film un relent de front populaire. Que voulez-vous, politique oblige !

Cette atmosphère, c'est celle des minables : comme dans la vie.

Un hold-up réussi et raté à la fois : comme dans la vie.

Des gens dépassés par ce qui leur arrive : comme dans la vie.

Ceci dit, ce n'est pas un mauvais film, mais je n'arrive pas à savoir, s'il est bon. Vous vous rendez-compte, moi un critique cinématographique, ne pas parvenir à me faire une opinion.

JOC : à propos d'une fête

Villejuif. Dimanche 15 novembre. Gymnase Maurice Bacquet. Pas question ce jour-là d'utiliser la salle en enclave de la compétition pour permettre au « meilleur de gagner ».

Aucun doute possible, on confiait à la fête l'aménagement du gymnase. Une fête courageuse, aussi tendre et naïve qu'un espoir naissant. Sans illusions pourtant. Un slogan immense peint sur une banderole immense nous prévient : *notre avenir ? Ça dépend de notre présent, changeons le présent !*

Un propos original dans un contexte social enclin à une certaine passivité-attente. Un mot d'ordre de lutte pour une journée consacrant ses forces aux revendications des enfants d'immigrés.

Une affirmation solide destinée à construire une « société interculturelle ». Un premier pas à l'initiative de la JOC Immigrée et de l'Association pour l'Expression des Jeunes Immigrés en collaboration avec l'AOP de Villejuif, dans le but de concevoir d'ores et déjà un « Festival des Jeunes Immigrés » qui se tiendra l'an prochain.

Mais que l'on ne s'y trompe pas. Cette journée n'avait pas pour dessein de pleurnicher sur son sort et sa propre misère. Le programme de la fête, lui-même, donnait en tête le ton de cette manifestation : « *Le temps n'est plus aux lamentations ! L'image du jeune immigré traînant ses problèmes le cul entre deux chaises au visage triste et que l'on prend en photo parce que ça fait artistique, ne nous convient plus* ».

La fête du 15 Novembre se chargeait donc aussi de briser cette

image-mode de la « 2^e Génération » que l'on exhibe souvent dans la presse. Nous ne l'ignorons pas, cette génération nouvelle issue de l'immigration n'occupe l'actualité qu'au gré de la violence qu'elle sécrète. Il n'est que rarement question des tentatives qui existent pour rompre l'isolement, pour créer des espaces d'expression et de résistance. Car il s'agit en fait pour certains de faire peur pour renforcer le cloisonnement, alimenter la haine, susciter des réactions d'auto-défense. Ainsi on ne s'intéresse à la cité des Minguettes de Lyon, ou plutôt on la montre du doigt que lorsque des jeunes y brûlent de rage des voitures, on ne s'inquiète de la même façon de Vitry que lorsque un concierge fou en bute au racisme y assassine un jeune maghrébin. Saviez-vous qu'à Vitry, des jeunes ont produit « *Zone immigrée* », un film qui parle d'eux.

Combien de journaux étaient présents ce jour-là pour rendre compte du spectacle qui accueillait entre autres José Afonso et Paco Ibanez ? Combien de journaux étaient présents pour nous informer de l'activité des groupes chargés de préparer cette journée ?

Le programme ne manquait pourtant pas d'intérêt et laissait toute sa place à la capacité qu'ont les jeunes d'organiser leur propre expression. Le groupe de Jouarre, par exemple, nous proposait une pièce sur les rapports entre les jeunes et leurs parents, mettant en cause le comportement de certains ménages de leur entourage. Des projections non-stop de film vidéo et 16mm ont eu lieu dans des salles annexes du Gymnase. **F. Belghoul**

AARCTA: le retour créateur

25 novembre, le jour du « bouclage » laborieux du journal, Djamel Allam donne une fête au Théâtre de l'Est parisien au profit d'une association, l'AARCTA (Association d'aide au retour réacteur des travailleurs africains).

Cette association est née au mois d'août d'une rencontre de deux hommes, l'un, chanteur connu : François Béranger, l'autre un travailleur africain, Mamadou, au moment de la mise en oeuvre de la politique d'expulsion du sieur Stoleru.

Août 1965, Mamadou quitte son village situé en pleine campagne de Haute Casamance (Sénégal) où l'on ne parle que le soninké.

Ce jeune paysan débarque à Paris avec pleins d'illusions et de rêves. Il trouve une place de balayeur dans une entreprise de couture, devient apprenti vitrier, suit des cours d'alphabétisation, envoie du fric à sa famille, loge dans un foyer taudis à Saint-Denis. Il côtoie plus de deux cent africains dans cette cave humide et froide. Mamadou participa activement aux grèves des loyers exigeant des meilleures conditions d'hygiène et de sécurité, ainsi que le droit de recevoir et de circuler librement.

Mai 68, dans une entreprise de bâtiment Mamadou découvre qu'il a aussi le droit de dire son mot à un patron et qu'il peut lutter pour de meilleures conditions de travail. Il sera même délégué syndical.

15 Janvier 1970, cinq Maliens sont asphyxiés dans un foyer à Aubervilliers, événement

douloureux qui touchera à vie Mamadou.

Une violente révolte le jettera à corps perdu dans différents mouvements (lutte des foyers, etc...) Victime d'une maladie pulmonaire en 1976, il est hospitalisé six mois, à sa sortie il fait connaissance de François Béranger. Et c'est le début d'une nouvelle aventure ; celle de l'AARCTA.

Été 1979, Mamadou s'installe à Thies, ville située à 70 km de Dakar, ouvre une librairie « *La Kilimandjaro* » qui sera un lieu de rencontres, de spectacles, de formations de puéricultrices, d'infirmiers ruraux etc... Mamadou quitte le Sénégal et avec Buba, un autre ami sénégalais, relance les activités de l'AARCTA. Le concert d'Africa Fête, le 25 novembre avec Djamel Allam, un autre le 25 février 1982 avec une variété de groupes serviront à financer d'autres projets : une coopérative agricole au Mali, une coopérative de pêche au Sénégal, une autre au Bénin et en Mauritanie.

Ces projets fous, ambitieux trouveront-ils un écho dans la nouvelle politique africaine du gouvernement. La création d'un centre culturel de l'immigration qui rassemblerait et qui rendrait public le patrimoine de l'immigration africaine, verra le jour à Paris si subventions il y a...

Mohamed Nemmiche
Pour tous contacts : AARCTA. 99 bd de Vaugirard, tél. 544 55 81.



« *Le déterreur* »

Une mémoire en lambeaux

Deux énormes taxis noirs sont arrêtés, au milieu de la scène plongée dans l'obscurité. Un troisième taxi noir, une mercédès fait son entrée, sur les vibrations sonores d'un saxophone.

Un homme noir descend, c'est le comédien malien Sidi Lamine Diava, (dans le rôle du sorcier africain). La lumière des phares est aussitôt projetée dans un angle de la scène. Alors un autre homme apparaît. Il n'est ni blanc, ni noir, il est peut-être arabe, c'est le comédien marocain, Jacky Azencott, dans le rôle du « *déterreur* », le fou.

L'homme noir, s'avance. L'autre homme, a les yeux exorbités par la peur ou la démence. Il recule, mais se heurte fatalement au mur. Il est pris au piège. La fuite est impossible. Il va devoir aller jusqu'au bout de sa folie, voilà, le décor est définitivement planté, et l'atmosphère, est sans aucun doute, celle du délire.

Où sommes-nous (nous spectateurs et comédiens) ? Dans les bas-fonds d'un quartier noir aux Etats-Unis ? Ou bien dans une impasse obscure quelque part à Barbès ? Que va-t-il se passer ? D'où viennent ces deux hommes dans des taxis noirs, noirs comme des corbillards. Ces taxis vont peut-être nulle part ? Ils sont immobiles. Départ, imaginaire ?

La ville est semble-t-il loin derrière eux.

Les deux hommes sont pieds nus. Le sol est pourtant scabreux, dans le lointain imaginaire de la mémoire, se profilent des oliviers et des figuiers de barbarie, au

milieu des morts dont le déterreur se nourrit, comme pour mieux arracher les lambeaux du souvenir.

Nous avons un pied dans le sud Marocain, un autre pied quelque part ailleurs, dans l'exil. Avec « *Le déterreur* », qui est une adaptation théâtrale de Robert et Jacky Azencott, d'après le roman de Mohamed Khaïr Eddine, le spectateur pénètre de plein pied dans l'univers de la folie d'un homme, « *Le Déterreur* », aux prises avec sa mémoire. Le délire permanent, omniprésent. Il éclate en mille morceaux, en un corps-à-corps avec la mémoire, qui mêle images de morts, sensualité, et violence verbale comme pour masquer la blessure d'un double exil.

Dans cette pièce, la folie trouve sa force dans la relation anthropophage entre les vivants et les morts.

Le fou, va jusqu'au bout de sa folie, dans sa quête désespérée d'identité. La mère est la femme, la chienne et la putain, elle est « *dépossession* », maternelle qui s'est vendue aux autres langues « *elle a couché avec dieu* », et avec tout ce qui est pouvoir, et ce pouvoir, c'est aussi le colonialisme.

« *Bouffer les morts* » relève certainement de la provocation à

l'éthique religieuse qu'elle soit chrétienne, juive ou musulmane, mais c'est aussi dans « *Le déterreur* » le mode d'expression d'un homme qui se cherche et se questionne à travers ses morts, et qui tente de s'approprier une culture dont il est dépossédé. Avec « *Le Déterreur* », c'est un va et vient constant, plein de nostalgies, entre l'exil et le retour, la confrontation de deux cultures, et l'angoisse des langues mêlées. Dans son délire verbal, le fou vacille entre le français et l'arabe, tout comme le sorcier vacillera entre le bambara, qui est un dialecte malien et le français, qui est la langue de l'exil.

Ce délire qui est une rencontre, d'imaginaire dans l'écho des souvenirs, une quête d'une terre oubliée ouvrira « *fatalement* » une faille dans laquelle le déterreur lui-même sera enterré.

Dans sa volonté farouche de se restituer une identité qui reste à définir, le fou trouvera la mort, symbolisée par l'immobilisme des taxis qui ne vont nulle part.

« *Le déterreur* », suggère, l'impossibilité d'un « *retour aux sources* », à moins de courir le risque d'être englouti par la folie ou le suicide.

C'est également l'impossibilité pour tout transfuge ou exilé de vivre sa culture sans se trouver aux prises avec sa mémoire, qui est une mémoire faite de lambeaux de souvenirs.

« *Le Déterreur* » n'est pas qu'un spectacle.

C'est aussi l'intensité d'un vécu, d'un déchirement qui se situe à la croisée de plusieurs cultures.

« *Le Déterreur* » est dans ce sens, le prélude à une nouvelle prise de conscience, celle de l'exilé qui doit construire sa propre culture, sur les bases d'un compromis enrichi des expériences vécues ici et là-bas.

Lila Benbelaid



Droit de réponse : « Fatima ou... les Algériennes au square »

Quelle réalité ? Quelle identité ?

Dans le numéro 36 de Sans Frontière, O. Silou, « immigrée » d'origine guadeloupéenne, avait donné un point de vue critique sur le livre de Leïla Sebbar, « Fatima ou les Algériennes au Square », paru aux Editions Stock.

Leïla Sebbar répond en posant la question : à partir de quelle réalité vit-on l'immigration ? Le débat est ouvert...

On comprend mal la hargne du dernier quart de l'article-critique (n° 36 Sans Frontière) de Solange Silou, lorsqu'on a lu ce qui précède. Rien ne la justifie. Après un exposé succinct de certains épisodes du livre soigneusement sélectionnés,

tout à coup et sans preuves, on s'enfonce dans l'accusation idéologique. Accusation grave puisque ce livre serait une sorte de guide idéal pour le Français moyen, raciste moyen. Quel livre a lu O. Silou ? Je me le demande. Et

pourquoi ne retient-elle que ce qui d'après elle, mis bout à bout à la hâte comme elle le fait, constituerait une « mauvaise image » des immigrés -toutes nationalités confondues- Pourquoi décider de ne retenir que ce qui ternirait « l'image de marque » et aux yeux de quel public ?

Il faudrait toujours et encore mettre en avant un immigré en lutte, un « héros positif » avec le « label » attribué par qui ?

Outrée, O. Silou parle de faits divers. Mais le fait divers c'est aussi la réalité, le révélateur bien souvent et pas seulement dans l'immigration - Ce n'est pas la réalité « sensationnelle », mais la réalité quotidienne qui passe par ce bavardage des Algériennes que l'article désigne comme des « ragots ».

Ces femmes immigrées papotent comme des femmes à la maison, occupées à élever leurs nombreux enfants dans un pays étranger et dans une langue qui n'est pas la leur. Cet aspect du livre semble avoir tout à fait échappé à O. Silou, et c'est pourtant le centre du récit : cette mémoire d'ici et de là-bas tissée par des femmes bavardes et attentives curieuses de ce qui se passe près d'elles, là où elles peuvent regarder. C'est vrai que le récit est sans complaisance. C'est peut-être ce qui fait dire qu'il justifierait « le rejet arabe » ; pour O. Silou, pas pour d'autres ; des Algériennes ont lu « Fatima », sans s'indigner d'une certaine violence de la réalité immigrée qui a pu être la leur. Pourquoi passer sous silence, comme le fait l'article, la tendresse, la complicité, l'émotion souvent présentes du côté des mères et des filles, des frères et des sœurs, des sœurs entre elles. D'ailleurs l'article fait aussi silence sur l'histoire d'amour d'Ali et d'Aïcha, pour ne retenir que la « mère bourreau d'enfants ». Je ne vois pas, en outre, ce qui affirmer à O. Silou que Dalila se retrouvera sur le trottoir. Dalila et ses copines sont plus averties et plus « fûtées » qu'elle ne le pense.

Les nuances et les subtilités du récit heurté, entrecoupé des Algériennes, des amies de Fatima, O. Silou les a manquées. Et si elle entend un jour les Algériennes au square ou ailleurs qu'elle les écoute. Elle saura, alors, quel soin j'ai apporté à l'écoute et non au « voyeurisme », mot galvaudé qu'on utilise dès qu'un regard singulier est porté sur une réalité différente.

Il faudrait ne regarder que soi-même, et à ce moment-là, on vous accuserait de « nombrilisme ».

Il me semble que pour une telle critique, l'auteur aurait pu au moins en pas se cacher, et dire à partir d'où elle parlait de « Fatima ». Quelle réalité ? Quelle identité ? Puisqu'elle s'interroge sur ma nationalité...

Leïla Sebbar



Charlelie
Couture

Rock, blues, reggae

Graffiti musique

Berlin, un bonhomme sort de son cours déprimé. Sa collègue, la petite Nina, l'a plaqué pour chanter, horreur ! dans un groupe de rock, Klaus Nomi rentre chez lui se renverse un pot de crème sur la tête, passe un vieux smocking, téléphone à un copain et se retrouve le soir même sur les planches d'un cabaret. Dans la salle il y a Bowie, Marlene, Fellini qui passaient par là, et c'est le début de l'aventure de Nomi, l'opéra rencontre le rock, les divas sont masculines même si les voix évoquent les castrats de la chapelle (?). La mère Hagen n'a qu'à bien se tenir : voici la décadence berlinoise qu'on a pu découvrir un soir au palace mais, très vite déçu because ce fut un opéra rock fiévreux...

« Mink de ville », groupe révèle en 76 dans le courant « nouvelle vague » à New-York. Ils sont originaires du quartier chicano (hispano-américain) de San Francisco. Bien qu'ayant des allures de rocker, (coiffures gonflantes, costumes serrés), ils affichent un goût prononcé pour la musique noire en particulier le « Rythm and blues ». leur passage au palace fut un spectacle haut en couleurs « latines » et noires chaudes et sensuelles avec un peu de « perversion » new-yorkaise. Pour ceux qui ont raté leur spectacle leur dernier trente trois tours « le chat bleu », est disponible titre français pour un album américain. Vous trouverez des teintes d'effluves « latines ». Charlelie Couture avec « Poèmes Rock », est revenu très fort avec ce deuxième album enregistré à New-York. Charlelie a un talent extraordinaire, rien n'altère sa faculté de raconter des histoires à coucher dehors. A écouter ce « mec » chanter cela nous casse des habitudes d'écouter des chansons dites française !

Par contre, le groupe « U2 October », des jeunes de Dublin ont une fougue fantastique, leur dernier 33 tours est une production subtile avec des roulements de bat-

terie qui vous restent dans la tête, elles partent et reviennent pour vous dire leur beauté. Ces jeunes musiciens Irlandais, tissent une musique pleine d'harmonie pour nos oreilles saturées par tant de bruit.

« BOW WOW WOW » a donné un concert au palace qui fut l'occasion d'une soirée d'ivresse musicale. Beaucoup de gens vont croire que je suis abonné à ce haut lieu du snobisme français, mais « malheureusement » (?) c'est dans cet endroit qu'on découvre qu'on écoute un « tas » de musiques complètement dingues.

Ce groupe dont les musiciens ont derrière eux un passé flamboyant, ont accompagné avec brio une chanteuse adorée. Musique faite de rythmes divers, tambours qui sentent l'Afrique et rock Anglais panaché dans la tradition de l'excès. Anabella cette jeune nymphette ponctue son chant aux cris joyeux, les musiciens corsent la sauce et l'agrémentent de sonorités amusantes où les sons de guitare piquent à vif ! des instruments parsemés d'effets, des chants de jungle en fureur une voix de colère urbaine parfaitement orchestrée ! C'est hyper

vous retrouverez tout cela dans le dernier 33 tours « see jungle » et accrochez-vous bien...

Joan Armatrading, née à la Jamaïque, élevée en Angleterre, forme d'abord un duo avec Pam Nestor co-auteur des morceaux du premier album « Whatever's for house ». Puis, Joan se produit en solo, elle écrit et compose ses chansons dans un style feutre, intimiste, une sensibilité à fleur de peau. Lors de son dernier passage à l'Olympia (consécration pour cette grande chanteuse) : un spectacle vibrant de tendresse et de sensualité sur des tempos qui n'hésitent pas à entrer dans le rock. A la fin de son concert, le public dans son délire la réclama trois fois...

Vous retrouverez tout ce climat dans son dernier trente trois tour « Me, myself and I ». Un disque très personnel enregistré à New-York avec d'excellents musiciens.

Le 6 décembre au Bataclan, ne ratez pas Dillinger. Un prince du reggae pas ordinaire. Il tient plutôt du rocker des années cinquante, même si le rythme et parfois le thème est immédiatement de la Jamaïque. Dillinger est une grande révélation. « Cup a tea » son dernier 33 tour : du reggae avec du synthétiseur dans le groupe. C'est Dillinger avec des sonorités pas très orthodoxe, du rasta rock. Un autre groupe excellent qui a tenu le 25 et 26 novembre au Bataclan « Prince Fari et the Arabs », mais on y reviendra...

M.N.



Tests !!

L'Eugénisme, projet et science visant à remplacer la sélection naturelle par une sélection rationnelle dans le sens d'une amélioration raciale, voit le jour en 1883 grâce à M. Galton auteur d'un livre célèbre sur l'hérédité « des talents et des caractères ».

De nombreux « pionniers » de la psychologie vont le suivre L. Terman, Yerkes, H. Goddard. Ils fondent de nombreuses revues et associations internationales. Ne possédant aucun moyen de vérifier leurs hypothèses : l'innéité de l'intelligence, son hérédité, et sa différence « raciale » leurs idées ne restaient que des slogans.

En 1905, en France, Binet met au point un test destiné à repérer les enfants déficients mentaux pour les orienter vers des classes de perfectionnement. Nos eugénistes voient là, le merveilleux instrument qui leur faisait défaut pour apparaître comme d'honorables savants/chercheurs et ils concluent : le test de Binet mesure l'intelligence innée et allait permettre de déceler les êtres « génétiquement » inférieurs dont la reproduction était une menace pour le futur de l'Etat. A ce moment, va s'effectuer un extraordinaire amalgame « race/classe » ; en 1916 Terman écrit : « dans un futur proche les tests psychologiques vont amener des dizaines de milliers de déficients sous la surveillance et la protection de la société. Le dernier résultat sera de diminuer la reproduction des débilés et l'élimination d'une énorme quantité de crimes, de paupérisme et d'individus qui freinent l'efficacité de l'industrie ; de la même veine : « aucun chercheur ne dénierait le rôle effrayant de la débilité mentale dans la production du vice, du crime, de la délinquance... l'étude des familles « dégénérées » sont claires là-dessus. Les limites sont à 70/80 (note obtenue au test, la moyenne étant à 100) score très courant parmi les familles mexicaines du sud-ouest (des Etats-Unis) et aussi parmi les noirs.

On ne peut nier qu'il s'agit de traits existant dans le patrimoine génétique racial et ne pouvant être réduits à des traits culturels.

Entre 1917 et 1918 débarquent aux Etats-Unis de nombreux immigrés du sud-ouest de l'Europe ; nos préservateurs de la race vont déclarer que ces races ont un moins bon patrimoine génétique que les races du nord de l'Europe et qu'elles constituent un danger pour les Etats-Unis ; ils partent en campagne ; résultats : entre 1911 et 1930 : 24 états votent des lois en faveur de la stérilisation des « inadaptés » sociaux et 30 autres en faveur de la restriction des mariages mixtes (religion, nationalité, « race »). La campagne culminera en 1924 avec la révision des quotas d'immigration dans le sens d'une restriction pour les races dangereuses pour la population américaine et ceci en s'appuyant uniquement sur les tests.

G.I.P.S.Y.
(boutique Psycho)

ANNONCES

PORTUGAL : Table ronde autour de la culture portugaise, le jeudi 3 décembre à 20 h 45, le professeur Pina Martin, Directeur du C.C. Portugais fera une intervention sur « Sa de Miranda (1481-1558) : un poète pour notre temps ».

A PARAITRE : Un ouvrage réalisé par Réseau Documentaire « Migrations Internationales » CNRS, avec la collaboration du Centre de Documentation Sciences-humaines : « Migrations Internationales », guide des sources documentaires en France. Mieux connaître les organismes officiels, les associations privées, les listes d'adresses utiles etc...

également des groupes de marionnettes : Saïda et Réjane Hamidi, d'Alfred Mikhaïl marionnettiste égyptien qui s'adresse non seulement aux enfants, mais aussi aux adultes.

Pour utiliser ce catalogue de Inter-Services Migrants, adressez-vous :

- Si vous habitez la région Rhône-Alpes, appelez I.S.M. : Tél 889 65 42

- Si vous habitez les départements : Ardennes, Meuse, Moselle, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Rhin, territoire de Belfort, Haute-Saône et Doubs, appelez I.S.M. EST : (7) 774 21 22.

- Si vous êtes dans tout autre département, adressez-vous à Paris : Tél 535 75 84.

REVUE : La revue Alternatives-non-violentes propose

alternatives
non violentesGRÈVES
DE LA FAIM

le dossier
de la grève de Lyon

la grève des prisonniers irlandais
la grève des paysans andalous

42

revue trimestrielle 15 F

CONTRAT : Jeune étudiant tunisien, cherche un contrat de travail pour régulariser la situation. Pour tout contact, téléphonez au 278.44.78 et demander Nidham.

LIVRES : Présentation du livre de Julio Ribeyro « Silvio et la rose », choix de nouvelles, paru le 12 novembre. Editions Gallimard, traduit par Irma Sayol, avec la participation de l'auteur. Cela se passera au Centre Culturel du Mexique, 47 bis avenue Bosquet, 75007 - Tél : 555.79.15, le mercredi 2 décembre à 18 h 30.

ADRESSES : Changement d'adresse pour

- Le service oeucuménique d'entraide : La Cimade - service Développement. C'est désormais au 8 Bld Bonne Nouvelle - 75010 - Paris, Tél : 824.41.62.

- L'association de la Maison des Travailleurs Immigrés de Puteaux (A.M.T.I.P.), sera désormais au 24 rue Collin - 92800 Puteaux, Tél : 767.01.07.

CATALOGUE : Le service inter-migrants, vient de sortir deux brochures importantes. La première comporte une liste de films et de vidéo-cassettes. Vous y trouverez une présentation très fournie de films, en provenance des pays d'origine : Algérie, Tunisie, Afrique noire, Antilles, Asie, Portugal, Turquie et des films sur l'immigration. Ces films vidéo-cassettes et aussi des montages diapos peuvent-être prêtés aux organismes culturels éducatifs et sociaux, dont les activités touchent à l'immigration. L'organisme emprunteur devra disposer d'un opérateur compétent et d'un projecteur 16 mm en bon état de marche.

L'autre brochure donne une liste exhaustive des spectacles produits en France. Les troupes d'animation de chanteurs, de musiciens et de danseurs de toutes provenances. Vous y trouverez des groupes tels que Le ballet-Théâtre Lemba composés de danseurs africains, le groupe folklorique de Villepinte, de Hechi Quella chanteur tunisien, Mad Sonia chanteuse haïtienne et ses quatre musiciens. Vous y trouverez

dans son numéro « Automne 1981 », un dossier intéressant : « Grèves de la Faim ». Le dossier de la grève de Lyon, la grève des prisonniers Irlandais, la grève des paysans andalous, les chrétiens et la grève de la faim. Un numéro à lire.

COURS

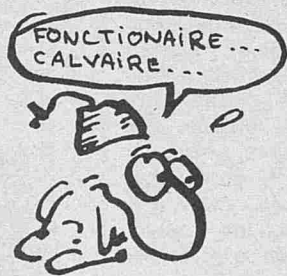
SENEGAL : L'Association des Femmes immigrées Sénégalaises invitent les femmes Sénégalaises à des cours d'alphabétisation les mardis et jeudis de 14 h à 16 h, à la maison de quartier, 1 et 10 rue Affre (18ème).

Il existe aussi une permanence pour une information sur les droits.

DANSE : Centre culturel Américain, 261 Bld Raspail, 14ème, 18 décembre inclus de 10 h à 12 h, se déroulera un stage de travail intensif avec un danseur de l'atelier « Merce Cunningham ».

D'autre part, le Centre Culturel Américain organise toutes sortes de cours, théâtre, percussions, histoire de l'art, danse, photo etc...

DANSE : Stage de danse du 19 au 24 décembre à l'école de danse contemporaine de Kilina



RECTIFICATIF : Dans notre page 22 du n° 22 précédent, nous annonçons que l'U.G.T.S.F. appelait à une manifestation le 28 novembre contre la politique anti-immigrée du gouvernement. Nous publions un rectificatif, car cette organisation n'a pas appelé à cette manifestation.

Crémone et Roger Méguin à Lyon (89 Quai Pierre Seize, tél : (7) 839 04 28. Cours pour débutants, moyens, avancés, professionnels adultes et enfants. Placement du corps au service de toutes activités physiques.

IMMIGRATION : Le collectif Tiers-Monde, artisans du monde organise une quinzaine d'informations à Poitiers, du 30 novembre au 12 décembre 1981 sur les thèmes : immigration - racisme - expulsion - sous le titre suivant : « La mal vie ».

Dans le même temps se dérouleront également à Poitiers, du 7 au 15 décembre, les deuxièmes journées internationales des cinémas de l'immigration. S'adresser au collectif tiers-monde - 163, Grand-Rue - 86000 - Poitiers.

COURS : Jeune algérienne voudrait contacter une association ou une organisation immigrée ou française pour donner des cours d'arabe moderne ou dialectal et cours de français. Pour tout renseignement téléphonez à Melle Arab Nedjma au 206.66.16

MEETINGS

SANS PAPIERS : Les 17/10 et 14/11 se sont tenues à Paris des coordinations nationales des collectifs anti-racistes, ayant pour but d'avoir un échange sur la nouvelle situation politique, les nouvelles lois sur l'immigration et plus particulièrement sur la régularisation des « Sans-Papiers ». Une réunion de l'ensemble des collectifs de la Région Parisienne a eu lieu à la M.T.I le 26/11, pour échanger les points de vue des différents collectifs et pour coordonner les initiatives entreprises localement sur la régularisation. Cela débouche sur une décision d'une manifestation des « Sans-Papiers » le 12 décembre à Paris.

PALESTINE : Journée internationale des Nations Unies pour la solidarité avec le peuple palestinien.

Les associations françaises de soutien au peuple palestinien appellent l'ensemble des forces politiques françaises à un rassemblement de solidarité avec le peuple palestinien en lutte pour le recouvrement de ses droits nationaux inaliénables, et avec son seul représentant légitime, l'O.L.P.

Alors que les peuples palestiniens et libanais souffrent quotidiennement de l'agression de cette solidarité constitue un impératif humain et politique, ainsi qu'une contribution à la recherche d'une paix globale fondée sur la justice. Pour ce un meeting aura lieu à Paris. Salle de la Mutualité, 24 rue Saint-Victor, le mardi 1er décembre à 20 h 30 avec la participation d'un groupe folklorique palestinien...

Association France-Palestine
Association médicale Franco-palestinienne

Association de solidarité franco-arabe
Collectif national pour la Palestine

Comité pour la paix au Proche-Orient.

ALGERIE : Le club des jeunes des Canibouts, 4 allée des genêts à Nanterre, tel : 782 58 33, organise une fête pendant le

Le rassemblement appelle tous les Réunionnais à se rassembler partout où cela est possible. Le rassemblement mettra à leur disposition tous les moyens dont il dispose et il invite tous, personnes et associations qui souhaitent participer à l'organisation de ces rencontres à se mettre en rapport avec lui en écrivant à son siège social : 142, rue de la Tour - 75016 - PARIS.

SEMAINE D'EXPRESSION
JEUNES IMMIGRÉ.E.S
RENNES

du 29 novembre
au 6 décembre

mois de novembre avec plusieurs manifestations.

Le samedi 28 à 20 h 30 : La troupe de théâtre Kahina, présente « La famille Ben Djelloul en France depuis 25 ans ».

Il y aura aussi la projection du film « L'aube des damnés », suivi d'un débat avec les lycéens de Bondy. Une expo de Bachir Ouchen sera aussi présentée au club.

LA REUNION : Le rassemblement de l'émigration réunionnaise, 142, rue de La Tour - 75016, qui réunit plus de douze associations réunionnaises en France, prend l'initiative de lancer un appel à tous les Réunionnais, pour que tous ensemble ils participent ici c mme à la Réunion à la fête du 20 décembre. Cette date du 20 décembre qui commémore la fin de l'esclavage, constitue une fête de libération pour l'homme qui concerne tous.

AMERIQUE LATINE : A l'initiative de la rencontre nationale de solidarité avec l'Amérique centrale, une marche nationale est organisée à Paris le samedi 28 novembre, contre l'impérialisme nord américain sur le continent latino-américain.

GRENADÉ : Un meeting de soutien avec la révolution et le peuple de l'île de la Grenade, organisé par le Comité de soutien à Grenade aura lieu le samedi 28 novembre à partir de midi au 20 rue des Tanneries - 75014 Paris, métro Glacière. Cette manifestation fait partie des diverses manifestations de soutien à Grenade et à sa révolution, qui se déroulent dans le monde : Londres, New-York, sous l'égide du Mouvement Panafricainiste. Il y aura au programme une projection de diapos commentées, un débat sur la situation à Grenade et une animation culturelle.

TARIFS
D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois
France	220F	170F	120F
Europe, Afrique	280F	220F	160F
Par avion	320F	290F	170F

☐ Abonnement

☐ Ràbonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Chômeurs et étudiants*

	1 an	9 mois	6 mois
	200	150	100
	250	190	130
	280	250	140

*Sur justificatif

Chèque ☐

C.C.P. ☐

sorties

MUSIK

BATACLAN : 50 Bld Voltaire, 75011 Paris
Le 6 décembre, un concert de reggae avec le super **Dillinger**. A ne pas manquer.

FIAP : 50 rue Cabanis, métro Glacière, Tél 589 89 15
Le 28 novembre, un concert de roots reggae avec Vantt Sant and The Lions.

JAZZ UNITE : Parvis de la Défense
Le lundi 30 novembre et mardi 1^{er} décembre : **Mal Waldron** (piano) trio, avec Albi Cullaz et Steeve Mc Craven à 21 H 30.
Mercredi 2 et Jeudi 3 : **Claude Barthélémy** (guitares) trio avec Jean-Luc Ponthieu et Jacques Mahieu.

PETIT JOURNAL : A 21 H le 30 novembre **New Jazz Band**.

ROSE BONBON : 6, rue Caumartin - 75009 PARIS
« Comateens » à 20 H

Le 1^{er} « Slogan »
Le 2 « Pachyderme »
Le 3 « Bahaus » (G.B.)
Le 5 « Les Lords », à 19 H « Little R »
Les dimanches 6 et lundi 7 : « Quai des brumes »

CAVEAU DE LA HUCHETTE : 5, rue de la Huchette, tél 326 65 05
Jusqu'au 27 : Maximin Saury, Jazz fanfare
Les 28 et 29 : à 21 H, Pierre Sellin, B. Vasseur sextet.

DREHER : Place du chatelet jusqu'au 29 novembre : Sir Roland Hanna (piano), Myriam Klein (voix)
George Mraz et Kenny Clarke (drums).

NEW MORNING : 7, 9 rue des Petites Ecuries
Le 27 novembre : Randy Weston, piano et Big Black, percussions jusqu'au 30 novembre: Dollar Brand's, african group.

THEATRE NOIR : 23, rue des Cendriers
jusqu'au 29 novembre à 20 h 30 : Lou Bennett, Jazz
Du 1^{er} au 6 décembre : Guatika, rythmes afro, funkies, reggae à 20 H 30 et le dimanche à 17 h et à 20 h 30.

PALACE : 8 rue du Faubourg Montmartre - 75009 Paris, Tél 770 10 37
Mardi 10 décembre : Les nuits de la glisse.

INTERCLUB : 17/47 rue de Saussure, tél 227 68 81
Le 27 à 20 h 30 : Malo Vallois Quartet
à 22 H : Lem Quartet
Samedi 28 à 20 H 30 : Lem Quartet
à 22 H : Boeuf Mode

ESPACE MARAIS :
Le 6 décembre : Annett-Cécile Gruel, Etienne Lestringant, duo Luth-Ténor.

LUCERNAIRE FORUM : 53, rue Notre Dame des Champs
Jusqu'au samedi 5 décembre : Yalta del sur. Relâche le dimanche. C'est à 21 H.
A 19 H 45 : Eduardo Kohan ; saxofon solo. Relâche le dimanche.

LA CELLE ST CLOUD : à la M.J.C. 70 avenue des Etangs, tél 918 45 15
L'association de Solidarité avec les travailleurs immigrés (ASTI) et la M.J.C. organisent du 19 novembre au 19 décembre : « dialogue avec le mone arabo-musulman »

Vendredi 4 décembre : montage et animation musicale par Fawzi Al-Aiedy à 13 H 30.

Dimanche 6 décembre à 18 H : « Arabesques à voir et à entendre », calligraphie, poésie, musique avec Hassan Massoudy, Guy Jacquet et Fawzi Al-Aiedy...

Entrée spectacles : 5F.

NOISY LE SEC : Le 5 Décembre, **François Béranger**, un des galas des artistes SIBECAR-L'ESCARGOT.

GAGNY : Théâtre André Malreaux

ESPACE MARAIS : 22 rue Beautreillis
Du 1^{er} au 5 décembre, danse solo « Noh Bobby » de et avec Shiro Dimon et Steve Lacy à 20 H 30.



VINCENNES : A la Cartoucherie. En rappel : **Le deterréur**, présenté par le théâtre en pièces, d'après le roman de Khair Eddine. Adaptation mise en scène de Jacky Azencott, scénographie de Sadie Blue avec Steeve Pott

samedi et dimanche : **Gabilolo** théâtre. Tél. 222 26 50

THEATRE DES AMANDIERS : 7 ave. Pablo Picasso, 92000 Nanterre, tél. 721 18 81.

Jusqu'au 12 décembre : le théâtre d'une heure présente « Perspectives ultérieures », création par le Théâtre du Regard. Mise en scène : Gilles Atlan, d'après Frantz Xavier Kroetz.

THEATRE SANS FRONTIERES : 36 rue Rochechouart, 75009 Paris, tél. 281 46 53, présente « Le tigre » une pièce de Murray Schisgal avec Kapela Mulumba et M. Jeanne Fuchs. Mise en scène de Bernard Brumer, éclairage Jean William Berthou.

LES 5 DIAMANTS : 10 rue des 5 diamants, 75013 tél. 580 18 00. Les mercredis, samedis et congés scolaires, une pièce d'après Rainer Maria Rilke : « Qui a perdu le bon dieu », spectacle pour enfants. Mise en scène de Marie Cornebize.

FRANCONVILLE : salle Vox, rue de la Station. Nedjma, Théâtre de chez nous, présente son spectacle « Amachau » à 15h, le 28 novembre.



HASSAN MASSOUDY : à la M.J.C. de la Celle-St-Cloud : 40 calligraphies arabes. Hassan Massoudy, sans renier ses anciens maîtres, garde la même rigueur dans la construction de la lettre mais cherche à renouveler la composition. Ses recherches calligraphiques rejoignent ses recherches picturales. Il dépeint ses calligraphies de leur contenu religieux traditionnel. Ses mots, ses phrases expriment la poésie, la paix, la liberté...

CINE

FILM ARABE : Inter Service Migrants, 12 rue de la Brosse - 75005 Paris et le Comité des Résidents de la Maison du Maroc présentent une semaine du film arabe :

Samedi 28 novembre : **Alexandrie pourquoi ?**, de Youssef Chahine (Egypte 1978). Maison du Maroc, 1 Bld Jourdan, métro Cité Universitaire.

LA MECQUE : Dans le cadre du dialogue avec le monde arabo-musulman organisé à la Celle-St-Cloud, le samedi 28 novembre à 15 H : films non stop sur l'Islam : toutes les étapes du pèlerinage.

A 20 H 30 : Débat avec Eit Tidjani : naissance de l'Islam, son rapport à la civilisation universelle. L'Islam aujourd'hui.

LE RIALTO : Situé dans un quartier où la population immigrée (maghrébins, asiatiques, antillais, africains) et française ne dispose que de 4 salles pour 400.000 personnes, le projet du Rialto est de créer un cinéma de voisinage et de mettre en valeur les différentes composantes qui règnent dans le quartier. Une programmation dynamique est mise en place pour permettre de voir ou de revoir de bons films. Le cycle « Comédie musicales Egyptiennes » inaugure cette politique de programmation.

Du 2 au 8 décembre : « **La chanson éternelle** » (Lahn El Khouloud). Egypte 1952 de Henry Barakat (noir et blanc, 125 mn). Le sujet : Wahiet, célèbre chanteur, découvre la chanson éternelle, alors que meurt la femme qu'il a toujours aimée, et qui l'a inspiré. Une double révélation entre l'amour imposé par la société et l'amour naturel ou l'amour pour la musique occidentale et le retour aux sources, la musique arabe traditionnelle. Jeudi 22 h, vendredi 23 h, dimanche 22 h, lundi 22 h.

« **La rue de l'amour** » (Chareï El Hab) Noir et blanc 1958, film de Ezzedine Zulficar. Un professeur de musique dans une école de filles, doit se maquiller pour paraître plus âgé, mais à la suite d'un traquenard conçu par les élèves, il tombe dans une rivière d'où il ressort plus jeune que jamais. Avec l'aide de son professeur père spirituel, il finit par chanter à l'Opéra.

Mercredi 22 h, Samedi 23 H.
AFRIQUE ET CINEMA : Suite à Marseille (Maison de l'Etranger) de cette série.

Dimanche 29 novembre à 15 h : **Soleil O** de Med Hondo (1970)

Mercredi 2 décembre à 20 H 30 : **Jaguar** de Jean Rouch (couleurs 1967)

Jeudi 3 Décembre à 20 H 30
Petit à petit de Jean Rouch



Le 4 décembre : **Michel Buhler**
Louis Coppaloni

CLAMART : Centre Culturel Jean Arp, 22 rue P.V. Couturier
Le 1^{er} décembre à 21 H : **Guartero Cedron**

CREUSOT : à la Maison des Arts et Loisirs
Le 4 Décembre à 20 H 45 : **Djamel Allam**

LONGWY : Le 3 décembre : **Guartero Cedron**

VERDUN : Le 4 décembre : **Guartero Cedron**

CAEN : Le 5 décembre **Angel et Isabelle Parra**

THEATRE

T.E.P. : Rue Malte-Brun
Petit TEP à 20 H 30 : Samedi 28 et dimanche 29 : L'inscription
Lundi 30 à 20 H 30 : Allumette
Mardi 1^{er} décembre à 9 H 30 : Allumette
Mercredi 2 décembre : à 20 H 30 : **Le Grand Magic Circus** : Le bourgeois gentilhomme
Petit TEP : L'inscription à 20 h 30

PETIT ODEON : 1, Place P. Claudel

Le bleu de l'eau de vie, de Carlos Semprun Maura, mise en scène par Roger Blin avec Patrick Chesnais et Maxence Mailfort, à 18 h 30.

(saxophone), Sidy Lamine Diarra et Jacky Azencott.

COMEDIE DE PARIS : 42, rue Fontaine - 75009 Tél : 281 00 11
Du 1^{er} au 31 décembre : **Le chat débotté**, comédie musicale. Création pour les enfants de 6 à 12 ans.

LA TANIÈRE : 45 bis rue de la Glacière 75013 PARIS

Un très bon poète présente le spectacle : **Grall imaginé**. C'est de Yvon Barbeau lui-même. A 21 H les mercredis, jeudis, vendredis et samedis du mois de novembre. Allez le voir.

THEATRE DE LA TEMPETE : Cartoucherie, route de la Pyramide 75012 Tél 328 36 36. La troupe palestinienne « El Hakawati » présente son spectacle : **Mahjoub, Mahjoub**, du 3 au 26 décembre.

LUCERNAIRE FORUM : 53 rue Notre Dame des Champs.

Théâtre noir : à 18h30 : **Sheherazade** de Tewfik El Hakim

A 20h30 : **Faut pas faire ça tout seul**, David Mathel

A 20h15 : Elle lui dirait dans l'île de F. Xenakis par le TPAT
Théâtre rouge : à 18h30 : **Don Quichotte**.

A 20H30 : **Les amis d'Arnold Wesker** (dernières)
Petite salle à 18H30 : **Parlons français**, d'Eugène Ionesco
Théâtre pour enfants : mercredi,

RENNES : marché couvert, en matinée.

Le 5 décembre : « **Barka ou la vie parisienne** ».

EXPOS

MEXIQUE : Suite de l'exposition sérigraphies sur les pèses de Nahuatl par **Gunther Gerzso**. Au centre culturel du Mexique, 47 bis avenue Bosquet.

MAGHREB : Expo des artistes maghrébins à Paris, du 22 novembre au 19 décembre à la Maison des Jeunes et de la culture Paris-Mercœur, 4 rue Mercœur, 75011 PARIS, tous les jours de 14 H 30 à 22 H 30 sauf le dimanche. Exposeront les peintres suivants : Mohamed Aksoh, Mohand Amara, Ouanes Amor, Mohamed Azouzi, Farid Belkahlia, Abdallah Benanteur, Abdrahmane Bouhadef, Ahmed Hajeri, Rachid Khimou, Mohamed Mehri, Mohamed Melehi, Abdel Kader Rifi.



JEUX ET MOTS CROISES

par
Hartmann

Solution de la grille
n° 26

Y	O	U	G	O	S	L	A	V	E
O	U	R	A	L	E	C	U	S	
U	M	E		E	L	I	T		
S	I		A	N	E		E	T	E
S	A	G	A		N	O	U	E	
O	K	U			B	O	U	R	B
U			E	T	A	T	I	S	E
F	O	L	A	T	R	E	S	S	
I	S	M	E	N	E		O	S	E
A	T	A	L	A		O	R	A	N

Grille n° 27

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORIZONTALEMENT :

1. Ville d'Algérie.
2. Dupées. - Pic Pvrénéen
3. Dégourdi. - Affl. du Danube.
4. Près de Nice. - Ville Française.
5. Couleur bleue. - Sultan Ottoman.
6. Berger Sicilien. - Savant Musulman.
7. Relatif au rêve.
8. Livrés. - Tête d'E-diteur.
9. Conjonction. - Croyance.
10. - Crochet. - Ville de Turquie.

VERTICALEMENT :

1. Ville d'Algérie. - Argile.
2. Ville du Maroc.
3. Dynastie Hellenistique.
4. Ville du Japon. - Pouffer.
5. Dieu Egyptien. - Située
6. Vieux peuple. - Possessif.
7. Temps. - Splendides.
8. « Le faiseur de roi ».
- Note.
9. Grecque. - Fin de série. Chevalier.
10. Ville du Maroc.

Solution des pays

I	R	A	N			
L	I	B	A	N		
S	O	U	D	A	N	
B	H	O	U	T	A	N

Anagrammes : placez les pays

			A			
				A		
					A	
						A



LE BAR DU COIN

Ammar Koroghli (Algérie)

Assis à son coin habituel, il regardait au loin. Le vacarme de la salle ne le gênait nullement. Au contraire, cette atmosphère l'aidait à réfléchir. Ses idées étaient floues mais une sensation de bien-être parcourait toutes les fibres de son corps. Il se sentait léger. La bière commençait à faire son effet. Pourtant, il n'avait aucune envie de manger.

Pour sortir de la torpeur où il glissait vertigineusement, il commanda un casse-croûte qu'il voulait dévorer. Mais, aussitôt après, il mangeait sans conviction. L'appétit ne lui venait pas. En effet, depuis quelques jours, son moral lui faisait défaut. Son corps en subissait des changements néfastes. Tout lui devenait étrange et amer. Lorsqu'il sortait dehors, il commençait à se demander pourquoi. Quand il restait à la maison, il ne savait comment meubler son temps. Son attitude à l'égard des choses de la vie s'était cristallisée en un scepticisme pessimiste. Son pragmatisme d'autrefois, son esprit rationnel, son savoir scientifique et technique ne constituaient plus les piliers sur lesquels reposait sa vision du monde, de la société.

Sa passion du travail seule l'obligeait à penser à la destinée de l'homme, à sa destinée. Il ne se passait pas de fois où la vie quotidienne ne lui présentât des événements qui n'écorchèrent sa conscience à en saigner de dépit et de rage. Le dépit devant le constat de son incapacité ; l'incapacité de ne pouvoir modifier quelques peu la physionomie de la société dont il était le produit. Devant l'incompétence caractérisée, la mauvaise foi manifeste et le peu de scrupules de certains responsables à tous les niveaux, la rage le saisissait à la gorge et menaçait de l'asphyxier.

Il s'appliquait à mesurer son comportement à partir du moment où il perdit du poids. Curieusement, il se mit à analyser le mode de vie de tous les jours.

Si l'estomac, selon la parole célèbre d'un philosophe arabe, est l'antichambre de la maladie, il n'en demeure pas moins, que la nourriture constitue l'un des fondements de la société, nonobstant le cadre institutionnel dans lequel les hommes évoluent et abstraction faite du contexte historique et géographique où ils vivent.

Une autre bière. Il se fit apporter une autre bière pour tromper sa solitude.

Autour de lui, les uns vociféraient, les autres gesticulaient. Aux éclats de rire et aux bruits de voix se mêlaient une musique qui avait pour thème la séparation avec la bien-aimée. Elle cadrait avec le lieu car elle avait pour seule vertu de faire oublier aux clients la réalité palpable du dehors, et, ce faisant les arrachait à ce monde égoïste et cruel où l'injustice le dispute à la dégradation des valeurs humaines.

Il leva son verre en songeant que demain il dormirait à satiété. Il sourit à cette idée. N'était l'idée de paraître fou, il aurait ri à gorge déployée.

Boire et dormir, répétait-il. Mourir, quoi !

Oui, mourir à petit feu, sous le coup de

boutoir des frustrations, sous l'amoncellement des désirs refoulés.

Dire que certains ne cessent de discourir sur les droits fondamentaux de l'homme. Cette idée accrocha son esprit alangui par la boisson. Au même moment, une rixe éclata entre le garçon du bar et un homme saoul, à propos du nombre de bouteilles absorbées

par ce dernier et qu'il devait payer.

Un jeune, tout en cheveux, l'apostropha et essaya de le raisonner en faisant appel à la notion de fraternité. C'est drôle, mais plus les gens ont bu, et plus ils se sentent proches d'une certaine mansuétude, de la sagesse même... Il avala son verre d'un trait et alluma une cigarette.

Les volutes de la fumée esquisaient une sorte de nuage devant ses yeux embués de larmes. Ses yeux lui faisaient mal depuis quelques jours. C'était naturel, après tout. Les jours de semaine, en sortant de l'usine où il travaillait depuis plus de dix ans et où il était technicien à l'heure actuelle, il rentrait à la maison pour suivre le programme de télévision, ou, à défaut, écouter de la musique chaâbi jusqu'à ce que sommeil s'ensuive. Triste destin que de regarder la télé en pensant que demain sera pareil aux autres jours. Mais, à quoi bon...

Une autre bière pour chasser le pessimisme qui commençait à le gagner. A sa droite, deux jeunes gens, après avoir débattu les problèmes de la cherté de la vie, de la pénurie qui s'installait confortablement dans le pays, le triomphe de la révolution en Iran et au Nicaragua, se mirent à chanter le dernier succès d'un compositeur dont les oeuvres réunies constitueraient un verger qui n'aurait rien à envier à celui d'Adam et d'Eve.

En vérité, chacun se devait de cultiver son jardin et l'arroser du mieux qu'il pouvait. Lui, il arrosait son estomac de bière. Les idées reçues au cours de son enfance et de son adolescence avaient généré des espoirs déçus. Sa vie d'adulte lui avait appris que le changement des styles de vie ne pouvait naître sans heurts. Ayant débuté comme simple ouvrier, il s'était forgé la conception selon laquelle le travail, arme séculaire contre le néant, est l'aliment qui attise le feu de la vie...

En vidant son verre, il se dirigea vers les toilettes où il dut attendre qu'elles soient vides. Un vieil homme, complètement chauve, dissertait sur la somme considérable de son expérience accumulée outre-mer. Pour lui, la migration n'a pas besoin d'être peinte avec des pinceaux trop entachés par l'affection et la pitié, sous peine de tomber sous le coup du défaitisme. Pour ce faire, il y a lieu de procéder à une révolution du quotidien et remettre en cause l'indifférence.

L'heure avancée n'empêchait pas l'affluence de la foule en cette chaude journée. C'est à croire que le bar était devenu l'endroit privilégié des distractions. Il s'était mis maintenant à boire à même le goulot de la bouteille. Une fois lancé, il ne pouvait ni ne voulait s'arrêter. Visiblement éméché, son voisin assis à sa gauche et dont le visage était orné d'une superbe moustache, parlait d'une voix calme mais ferme. Son camarade l'écoutait. Il tomba d'accord avec son bel ami lorsqu'il lui dit que les Palestiniens ne doivent plus être considérés comme des chiens errants en quête d'une seconde patrie tant bon nombre était réparti à travers les territoires des pays arabes ayant épousé la cause de la Palestine. C'est ainsi qu'ils se sont organisés et regroupés au sein de l'O.L.P. en vue de revendiquer leurs justes droits, dans l'acception la plus large du terme...

Deux bières lui furent servies...